

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La
Réforme de la législation
des
Brevets d'invention

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 6 Juin 1930

PAR

ANDRÉ GROSCLAUDE

JURY DE LA THESE :

Président : M. RIPERT.

Suffragants : MM. PERCEROU.

MOREL.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (V^e)

La
Réforme de la législation
des
Brevets d'invention

La
Réforme de la législation
des
Brevets d'invention

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 6 Juin 1930

PAR

ANDRÉ GROSCLAUDE

JURY DE LA THESE :

Président : M. RIPERT.

Suffragants : MM. PERCEROU.

MOREL.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (V°)

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Historique du Projet actuel

La réforme de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention est une question qui préoccupe depuis longtemps tous les milieux intéressés.

Cette loi peut cependant dans son ensemble être qualifiée d'admirable et elle a servi de modèle à de nombreuses lois étrangères. Pourtant ce monument remarquable date aujourd'hui de près d'un siècle et ne répond plus tout à fait aux nécessités de la vie moderne. Tout le monde est d'accord sur ce point et depuis une cinquantaine d'années tous les groupements industriels qui se sont occupés de la question ont été unanimes à demander une réforme, que les nécessités de la guerre ont montrée plus urgente encore.

Tous les pays qui nous environnent se sont occupés de refaire leur législation sur les brevets, de combler les lacunes, de corriger les défauts qui existaient dans leurs lois, tandis que la France n'a modifié sa législation que sur certains points, qui ont leur importance, mais qui n'affectent guère le statut des brevets, aussi peut-on dire avec le très distingué rapporteur du projet de 1924 à la Chambre des députés, l'honorable M. Marcel Plaisant, aujourd'hui sénateur,

que « sous la réserve de certains détails secondaires, la loi a gardé son unité. »

Il convient donc, pour quiconque connaît un peu l'importance d'une bonne législation sur les brevets et sa répercussion sur la prospérité économique d'un pays, de mettre cette loi en harmonie avec les conditions de la vie industrielle moderne.

Sans doute, ainsi que nous l'indiquions plus haut, certaines lois sont venues, depuis 1844, améliorer la législation sur les brevets, mais ces dispositions sont éparses, fragmentaires et donnent à la matière une apparence quelque peu désordonnée. On s'en rendra compte à la seule énumération des lois promulguées depuis 1844 :

Loi du 31 mai 1856, autorisant dans certains cas l'introduction des produits brevetés fabriqués à l'étranger.

Lois du 23 mai 1868, du 8 avril 1878, du 5 juillet 1881, du 30 octobre 1888, du 30 décembre 1899 et du 13 avril 1908 relatives à la garantie des inventions admises aux expositions.

Lois du 2 juillet 1901 et du 24 octobre 1919, organisant et modifiant l'Office National des brevets d'invention et des marques de fabrique (actuellement Office National de la Propriété Industrielle).

Loi du 7 avril 1902, ordonnant la publicité intégrale des brevets et accordant un délai de grâce pour le paiement des annuités.

Loi du 1^{er} juillet 1906, rendant applicables aux Français les dispositions des conventions internatio-

nales relatives à la propriété industrielle, lorsque ces dispositions sont plus favorables que la loi française.

Loi de finances du 26 décembre 1908, décidant que dans le département de la Seine les demandes de brevets seront déposées à l'Office National de la Propriété Industrielle.

Loi du 18 mars 1919, portant création du Registre du Commerce, modifiée par les lois des 30 juin 1920, 1^{er} juin 1923, 17 mars 1924 et 1^{er} juin 1924, obligeant à mentionner les brevets exploités (art. 5 et 7).

Loi du 8 octobre 1919, prévoyant la possibilité, dans certains cas, d'obtenir la prorogation de la durée des brevets et la remise des taxes en raison de la guerre.

Loi du 26 juin 1920, instituant une taxe de délivrance et imposant l'obligation d'inscrire sur un registre spécial toutes opérations affectant la propriété d'un brevet.

Loi de finances du 31 décembre 1921, modifiant le taux des annuités des brevets.

Loi du 22 mars 1924, appliquant le double décime aux taxes des brevets.

Loi du 3 août 1926, modifiant le taux des taxes des brevets d'invention et modifiant également les conditions de forme des demandes de brevets.

Loi de finances du 27 décembre 1927, modifiant le taux de la taxe de dépôt des brevets et certificats d'addition.

En outre, le Parlement a voté pendant la guerre un certain nombre de lois temporaires afin d'ajuster la législation sur les brevets aux nécessités urgentes

de cette période de crise. Citons notamment le décret du 14 août 1914 sur le moratorium des annuités, la loi du 27 mai 1915, confirmant le décret précité et réglementant les droits des étrangers, la loi du 12 avril 1916 permettant l'expropriation des brevets intéressant la défense nationale. Bien entendu, ces lois sont maintenant devenues caduques.

Quoi qu'il en soit, la multiplicité des dispositions fragmentaires que nous venons d'énumérer montre jusqu'à l'évidence que la loi du 5 juillet 1844 ne répond plus aux besoins actuels et qu'il est nécessaire de la réviser.

D'autre part, il conviendrait d'ajouter à ces nombreux textes les dispositions de la Convention d'Union signée à Paris le 20 mars 1883 et modifiée à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 22 juin 1911. Ces dispositions qui, en vertu de la loi du 1^{er} juillet 1906 citée plus haut, s'appliquent aux Français dans leurs rapports entre eux, contribuent de leur côté à altérer l'harmonie de cette remarquable loi de 1844.

Il convient également de noter que les Actes de la Conférence de révision de la Haye de 1925, que tous les signataires s'étaient engagés à avoir ratifiés avant le 1^{er} mai 1928, n'ont pas encore été ratifiés par la France, en raison notamment de la révision de la législation française en la matière.

Voilà donc une nouvelle raison qui rend indispensable non seulement une simple adaptation mais une véritable refonte de la loi sur les brevets : il ne faut pas perdre de vue, en effet, que le domaine des

brevets est un de ceux où les législations réagissent le plus fortement les unes sur les autres; le législateur doit donc tendre à mettre la loi interne en harmonie avec les législations étrangères en vue de perfectionner le droit international de la Propriété Industrielle et en même temps de favoriser le développement économique du pays.

Nous avons ainsi indiqué rapidement les raisons qui ont rendu indispensable la réforme actuellement soumise au Parlement et que nous pouvons résumer ainsi : nécessité de mettre la législation française en harmonie avec les conditions économiques actuelles tant intérieures qu'internationales

Cette réforme, nous l'avons déjà dit, préoccupait depuis longtemps tous les milieux intéressés et l'on peut faire remonter le mouvement de révision de la loi de 1844 au Congrès de la Propriété Industrielle tenu en 1878 à Paris, à l'occasion de l'Exposition Universelle.

Depuis lors, presque chaque année, des congrès réunissant les plus éminents spécialistes ont suggéré des modifications et émis des vœux pour la révision de cette loi. Un mouvement parallèle se manifestait au Parlement et dans les Sociétés savantes pour corriger, voire même pour refondre la législation des brevets. Pour montrer l'ampleur de ce mouvement, nous emprunterons au rapport si complet de M. Marcel Plaisant, à la science juridique inépuisable duquel nous ne saurions trop rendre hommage, la liste des propositions émanant de l'initiative privée :

Projet de réforme Lemoigne sous le Second Empire;

Modifications proposées par l'association des Ingénieurs-Conseils en 1889, 1903 et 1909;

Projet de réforme de M. Picard, 1902;

Propositions de l'association française pour la protection de la Propriété Industrielle, 1902 et 1903;

Modification au projet gouvernemental de 1909, proposée par M. de Mestral, 1909;

Etudes diverses de l'Association française pour la protection de la Propriété Industrielle : licence obligatoire, 1906; juridiction, 1904; expertise, 1910;

Vœux de la Société des Inventeurs réunis de Lyon, 1902;

Avant-projet de réforme présenté par M. Barbet à la Société des Ingénieurs civils, 1915;

Principes posés à la réunion d'études en vue de réformer la législation sur les brevets d'invention, 1915;

Vœux de l'Association des Inventeurs et artistes industriels, rapport de M. Maurice Duchesne, 1916;

Réformes proposées par la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, 1917;

Proposition de M. Julien Bernard au Congrès International de la Propriété Industrielle tenu à Paris, 1900, ayant pour but la reconnaissance et la défense internationales du droit d'auteur industriel;

Institution d'un brevet international, par M. Barbet, 1916;

Rapport de M. Touloung sur le brevet international

à la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, 1917;

Rapports de M. Kestner sur le brevet international au Congrès de Lyon, 1922;

Vœux du Congrès général du génie civil, rapport de M. Bourdil, 1918;

Vœux du Syndicat professionnel des Ingénieurs électriciens français et de l'Union des Syndicats d'Ingénieurs français, 1921;

Projet de la Confédération des travailleurs intellectuels sur la propriété scientifique, 1922;

Projet de réforme de M. Paul Touloung, 1921;

Etude sur la question des brevets en matière de produits chimiques, par M. E. Fourneau, 1922;

Revendications du Syndicat des Inventeurs français, 1922;

Projet de réforme de M. Mureau, 1924.

De nombreux projets de loi ont été également déposés au Parlement. Citons tout d'abord celui déposé le 11 janvier et le 18 février 1909.

Le 11 juillet 1912, M. Fernand David, ministre du Commerce, déposait, sous le N° 2180, un projet de loi portant modification de la loi de 1844. Ce projet fit l'objet d'un rapport remarquable de M. Maunoury, déposé sur le bureau de la Chambre le 20 mars 1913, mais ne put venir en discussion.

Pendant la guerre, MM. de Monzie, Maurice Damour, Jules Delahaye et Pierre Laval déposèrent le 22 février 1916 une proposition de loi visant le même but.

Le 6 juin de la même année, MM. Clémentel, Viviani et Alexandre Ribot déposaient sur le bureau de la Chambre, sous le N° 2171, un projet de loi portant modification de la loi sur les brevets d'invention. La guerre empêcha toute discussion de ce projet de loi.

Dès le retour au régime de paix, le Gouvernement se préoccupa de préparer la réforme de la législation sur les brevets. Les nécessités de la guerre avaient fait sentir l'urgence d'une refonte générale et il ne pouvait être question de s'en tenir au dernier projet déposé par MM. Clémentel et Viviani en 1916. La tâche de préparer cette refonte fut confiée au Comité Technique de la Propriété Industrielle, nouvellement formé, qui lui consacra de nombreuses séances et recueillit les observations de toutes personnalités ou groupements intéressés.

Enfin, le 29 juillet 1924, M. Raynaldi, ministre du Commerce, et ses collègues de la Justice et des Finances déposaient sur le bureau de la Chambre des députés, sous le n° 360, un projet de loi sur les brevets d'invention. C'est le projet que nous étudierons.

La Commission du Commerce et de l'Industrie confia le rapport de ce projet à M. Marcel Plaisant, qui déposa le 9 juin 1926, sous le n° 1690, un travail des plus étudiés auquel nous aurons souvent à nous reporter.

Le Directeur de la Propriété Industrielle, Commissaire du Gouvernement, M. Drouets, présenta ensuite au rapporteur un certain nombre d'observations qui

furent soumises aux délibérations de la Commission du Commerce. Le rapporteur consigna les décisions prises au cours de ces délibérations dans un rapport supplémentaire, déposé le 15 juin 1926, sous le n° 3017.

Sur ces entrefaites, le nouveau Ministre du Commerce, M. Bokanowski, se livra à un examen personnel du projet et tint à en conférer avec le rapporteur et le Directeur de la Propriété Industrielle; le Président du Conseil, Ministre des Finances, M. Poincaré, réclama à son tour quelques modifications de détail. La Commission accueillit les suggestions nouvelles qui lui étaient faites et le rapporteur les consigna dans un deuxième rapport supplémentaire, n° 4106, daté du 10 mars 1927.

Quelques jours plus tard, le projet de loi ainsi mis au point put enfin venir en discussion devant la Chambre des Députés, qui lui consacra six séances les 22, 24, 31 mars, 5 et 7 avril 1927, et l'adopta avec certaines modifications le 7 avril 1927.

Le texte voté par la Chambre fut rapporté au Sénat par l'honorable M. Henri Roy, qui déposa son rapport le 3 février 1928 sous le N° 48. Il fut examiné et adopté par la Haute Assemblée dans sa séance du 6 mars 1928. Au cours de la discussion, des changements assez importants furent apportés au texte de la Chambre.

Le projet revint alors devant la Chambre des Députés, dont la Commission du Commerce déclara, le 14 mars 1928, à la veille de la séparation du Parle-

ment, ne pas pouvoir accepter le vote sans débat. C'est ainsi que le projet revient actuellement devant le Parlement.

Il a été déposé à nouveau le 30 juin 1928, sous la signature de MM. Raymond Poincaré, Bokanowski et Louis Barthou. C'est naturellement le texte voté par la Chambre Haute qui est actuellement soumis aux délibérations de la Chambre des Députés. Ce texte a fait l'objet d'un rapport déposé au nom de la Commission du Commerce et de l'Industrie, sous le n° 1827, le 18 juin 1929, par M. Georges Boucheron.

Le projet comporte 71 articles, répartis en huit titres : Dispositions générales (art. 1 à 4). — Des formalités relatives à la délivrance des brevets (art. 5 à 32). — Des droits des employés (art. 33 à 35). — Des droits des étrangers (art. 36 à 38). — Des nullités et déchéances et des actions y relatives (art. 39 à 45). — De l'exploitation, de la licence obligatoire et de l'expropriation (art. 46 à 49). — De la contrefaçon et des poursuites (art. 50 à 61). — Dispositions particulières et transitoires (art. 62 à 71).

Nous adopterons pour l'étude de ce projet un plan tout différent et suivrons, dans l'exposé de nos explications, la carrière d'un brevet d'invention. Ayant déterminé qui peut prendre un brevet, et pour quelle invention, nous étudierons comment s'obtient ce brevet et comment il se conserve. Nous savons qu'un brevet est un bien meuble, par conséquent il peut faire l'objet des mêmes droits que les autres biens mobiliers, nous étudierons à ce propos le problème

de la saisie du brevet. Nous verrons ensuite les moyens que la loi accorde au breveté pour défendre ses droits contre les usurpations des tiers. Dans un dernier chapitre nous examinerons comment prend fin le privilège accordé par la loi à l'inventeur.

Nous serons ainsi à même de dégager quelques conclusions et de voir si le projet soumis au Parlement constitue le « statut de l'inventeur » réclamé depuis si longtemps par l'industrie française.

CHAPITRE PREMIER

Principes généraux

1° *Nature du droit de l'inventeur*

On a souvent prétendu que, par la nature même des choses, l'inventeur était propriétaire de son invention et la loi, ajoute-t-on, ne crée pas ce droit naturel, elle ne fait que le réglementer.

Nous ne pouvons admettre, cependant, que le droit de l'inventeur sur son invention soit de même nature que la propriété corporelle. En effet, ce droit est soumis à certaines conditions qui nous semblent incompatibles avec la notion que nous nous faisons du droit de propriété : tout d'abord, ce droit est subordonné pour sa conservation au paiement de taxes annuelles; ensuite le breveté est soumis, sous peine de déchéance, à l'obligation d'exploiter son brevet dans un certain délai, et cette exploitation ne peut être interrompue pendant plus d'un certain temps; enfin, ce droit a un caractère essentiellement temporaire, la durée du brevet étant limitée à une période de 15 à 20 ans suivant les pays

Le droit de l'inventeur ne s'impose pas à la raison,

c'est un droit qui n'est pas nécessaire à l'existence de la Société; l'on peut parfaitement concevoir, en effet, une société, même assez évoluée, qui fonctionne sans la propriété des inventions : l'on peut citer comme exemple des pays comme la Suisse et la Hollande qui ne reconnaissent que depuis fort peu de temps le droit de l'inventeur.

Il ne faudrait pas en conclure que la Société ne doive pas reconnaître le service que lui a rendu le chercheur dont la découverte augmente la fortune industrielle du pays. Mais ces considérations nous inclinent à ne voir dans le droit reconnu à l'inventeur sur son invention qu'une création plus ou moins arbitraire, plus ou moins artificielle de la loi.

Que ce droit soit naturel ou artificiel, la loi doit surtout s'appliquer à en déterminer la mesure, et le législateur moderne, imitant la sagesse du législateur de 1844, s'est bien gardé de faire figurer en tête du projet de loi sur les brevets d'invention la proclamation grandiloquente des droits sacrés de l'inventeur que certains attendaient de lui, ou de se prononcer sur la nature exacte du droit de l'inventeur sur son invention. C'est en effet une question purement théorique et les arguments du rapporteur à la Chambre de la loi de 1844 restent toujours vrais : le législateur n'a pas à s'occuper de la philosophie du droit, car il risquerait s'il adoptait des principes abstraits d'en tirer des conséquences inexactes.

L'exposé des motifs, il est vrai, nous donne bien une indication sur la nature juridique de ce droit, en

déclarant « il est incontestable que l'invention est la
« propriété de son auteur, c'est même la plus per-
« sonnelle et partant la plus sacrée des propriétés,
« mais le droit de l'auteur sur l'invention constitue,
« par sa nature et les conditions de son exercice, un
« droit tout spécial qui trouve son expression et ses
« limites dans la loi même du brevet. »

Quoi qu'il en soit, le texte du projet ne comporte aucune déclaration de principe définissant la nature du droit de l'inventeur sur son invention. L'on a estimé, à juste titre, qu'il était, sinon dangereux, tout au moins inutile d'inscrire dans la loi une définition de ce genre, en l'état actuel de la question.

De bons esprits s'accordent d'ailleurs à penser que ce n'est là que disputes de mots ne changeant en rien les solutions juridiques et que, droit naturel ou création artificielle de la loi, peu importe, la loi existe, le contrat s'est formé entre l'individu et la société, il s'agit d'en étudier les conditions.

2° Principe de la libre délivrance

Le projet de loi conserve le principe traditionnel français de la libre délivrance du brevet. L'article 13, alinéa 1^{er}, porte en effet :

« Les brevets dont la demande aura été régulière-
« ment formée seront délivrés, sans examen préalable,
« aux risques et périls des demandeurs et sans garan-
« tie, soit de la réalité, de la nouveauté ou du mérite

« de l'invention, soit de la fidélité ou de l'exactitude
« de la description. »

Ce texte consacre donc la tradition de la loi du 5 juillet 1844, dont il reproduit textuellement le premier alinéa de l'article 11.

Le brevet français continuera donc à être délivré sans examen préalable. L'Administration n'aura pas plus dans l'avenir qu'elle ne l'a eu dans le passé à rechercher si l'invention est nouvelle ou réelle; son rôle se bornera toujours en principe à examiner si les formalités externes exigées par la loi ont bien été remplies.

De nombreuses propositions avaient été faites tendant à l'établissement en France du système de l'examen préalable. Le projet de loi déposé le 6 juin 1916 sur le bureau de la Chambre des Députés au nom du Gouvernement, par M. Clémentel, alors Ministre du Commerce, de même que la proposition de loi déposée à la Chambre le 22 février de la même année par M. de Monzie et plusieurs de ses collègues, préconisaient l'instauration en France d'un système d'examen préalable analogue à ceux qui fonctionnent dans un certain nombre de pays étrangers, notamment en Allemagne et aux Etats-Unis.

A l'appui de ces propositions, on faisait remarquer notamment que le brevet français, parce que délivré sans examen, n'avait aucune valeur à lui seul tant qu'il n'avait pas été soumis à l'examen des tribunaux, aussi bien des exploitants éventuels exigent-ils de l'inventeur, avant de consentir à exploiter son brevet

français, qu'il obtienne le brevet allemand correspondant qui leur fera connaître, pensent-ils, la valeur de l'invention proposée.

Mais ne se fait-on pas beaucoup d'illusions sur la valeur réelle de cet examen?

L'examen préalable, disent les partisans de ce système, précise le caractère de la nouveauté et garantit la réalité de l'invention, il confère ainsi à l'inventeur un droit susceptible d'une valeur commerciale. Ce système présente le grand avantage d'éliminer, dès leur naissance, les inventions illusoires ou folles auxquelles le système traditionnel français accorde un brevet, et combat ainsi les brevets-réclame. De plus, dans la discussion avec le bureau d'examen, l'inventeur est obligé de décrire avec précision son invention et d'en limiter exactement la portée par la rédaction des revendications. Enfin, si des antériorités sont découvertes au cours de cette procédure, l'inventeur, ainsi éclairé sur l'inanité de son invention, peut éviter des désillusions et des frais inutiles.

Tels sont les avantages qu'invoquent à l'appui de leur thèse les partisans de ce système, qui est certes fort séduisant. Cependant, si l'on examine ce qui se passe dans les pays à examen, notamment en Allemagne, on constate qu'il arrive que des brevets soient accordés en double pour le même objet, et surtout, ce qui est un inconvénient beaucoup plus grave, que des brevets soient refusés parce que l'examineur n'a pas compris l'invention, ou pour d'autres raisons provenant d'une fausse interprétation de la loi. Ce

contrôle immédiat de l'invention, tant prôné, donne au breveté une confiance illusoire et ne lui permet pas de discerner l'originalité et l'utilité véritables de son invention. Le plus souvent, en effet, cette utilité n'apparaît que par l'exploitation de l'invention, ce n'est qu'à ce moment que l'on se rend compte des points de contact entre le brevet nouveau et les antériorités. De plus, la méthode des revendications risque d'emprisonner le brevet dans un cadre trop étroit, alors que l'inventeur ignore encore les possibilités de son invention.

Mais le véritable vice de l'examen préalable, c'est qu'il est effectué par des fonctionnaires qui non seulement peuvent commettre des erreurs, comme tous les hommes, mais qui encore ne peuvent matériellement pas se tenir au courant des progrès quotidiens des différentes branches de la science humaine. L'emploi de cette coûteuse procédure fait croire au public que le brevet ainsi délivré a une valeur certaine, alors qu'il n'en est rien et qu'elle aboutit à un titre qui ne lie personne, le brevet ainsi délivré pouvant toujours être argué de nullité. Enfin, en cas de refus du brevet, elle substitue aux garanties du pouvoir judiciaire une simple décision administrative.

L'Allemagne, que l'on cite comme exemple de pays où fonctionne l'examen préalable, a d'ailleurs jugé bon, pour répondre aux besoins de la pratique, de promulguer une loi sur les modèles d'utilité délivrés sans examen préalable. Ce correctif ne semble-t-il pas une condamnation évidente du système de l'examen

préalable?

Pour nous résumer, nous reprendrons les paroles du rapporteur, M. Plaisant : « La libre délivrance
« garantit l'indépendance de l'inventeur, sauvegarde
« la nouveauté latente que contient l'invention, met
« le brevet à l'abri des erreurs du jugement humain
« et le soumet sans entraves aux épreuves de la vie ».

Cependant, bien des inventeurs estiment que cet examen, toutes réserves faites sur sa valeur absolue, renseigne dans une certaine mesure sur la nouveauté de l'invention et nombre d'auteurs et de praticiens en ont préconisé l'instauration en France.

Afin de concilier ces tendances contradictoires, certains spécialistes ont proposé d'organiser un système d'examen facultatif du brevet, tout en gardant le principe de la libre délivrance. Cet examen aurait procuré à l'inventeur les avantages qu'il trouve dans les pays à examen, c'est-à-dire des renseignements sur la valeur et la nouveauté de son invention; d'autre part, comme le brevet devait être délivré en tout état de cause, l'inventeur aurait joui en même temps des avantages de la libre délivrance.

Ce système, inspiré des systèmes britannique et suisse, était préconisé notamment par l'Association française pour la protection de la Propriété Industrielle. Il avait été adopté dans le projet de loi Viviani de 1916 et repris par le projet de loi de 1924, dont l'article 21 portait :

« Tout déposant d'une demande de brevet d'inven-
« tion pourra requérir, soit au moment du dépôt, soit

« postérieurement, qu'il soit procédé à un examen
« sans garantie portant sur la nouveauté et la breve-
« tabilité de l'invention.

.

« Les résultats de l'examen seront communiqués à
« l'inventeur, et, sur son autorisation, aux tiers dési-
« gnés par lui. »

Ce projet arrivait ainsi, tout en proclamant sa fidélité au principe de libre délivrance, à lui substituer d'une façon indirecte le système de l'examen obligatoire. Sans doute, le brevet devait toujours être délivré et l'examen n'était jamais que facultatif, mais, si nous considérons d'un peu plus près les répercussions de ce système d'examen facultatif sur la vie industrielle, nous constaterons que cet examen aurait toujours été demandé et que l'on aurait ainsi créé deux catégories de brevets : le brevet examiné, ou brevet de première classe, qui aurait eu seul une valeur commerciale, et l'autre, le brevet non examiné, de valeur inférieure.

Quelle aurait été d'ailleurs la valeur de ce système d'examen facultatif ? Tout en exigeant des dépenses presque aussi considérables que l'institution de l'examen préalable, aurait-il procuré à l'inventeur un titre d'une valeur commerciale comparable à celle d'un brevet soumis à un examen obligatoire pouvant aboutir au rejet de la demande ? Nous ne le croyons pas. Le bordereau de recherches d'antériorités, sur lesquelles l'Administration ne porte aucun jugement, n'aurait fait qu'amorcer le travail qu'entreprend

toute personne sérieuse qui négocie avec un inventeur. Ce système hybride aurait certes constitué une expérience intéressante pour les juristes mais n'aurait abouti, croyons-nous, à aucun résultat pratique. C'est donc à juste titre qu'il a été repoussé par la Chambre des Députés lors de la discussion du projet.

Une autre atteinte au principe traditionnel français de la libre délivrance des brevets était apportée par le projet de 1924 : l'institution d'une procédure d'appel aux oppositions, organisée dans les articles 13 et 14, qui ont d'ailleurs été repoussés par la Chambre des Députés, sur l'avis de sa Commission du Commerce et de l'Industrie.

L'exposé des motifs du projet de loi justifiait l'instauration de cette procédure dans les termes suivants :

« C'est là une innovation importante. On sait que
« l'appel aux oppositions qui existe dans un assez
« grand nombre de lois étrangères consiste dans la
« facilité pour les tiers de prendre connaissance du
« brevet avant la délivrance, et de produire pendant
« un certain délai les objections qu'ils ont à formuler
« à l'encontre de cette délivrance. Il est ensuite sta-
« tué sur ces oppositions et, le cas échéant, le brevet
« est délivré ou refusé. L'appel aux oppositions est
« conforme, dans son principe, au système de non-
« examen, d'après lequel il appartient uniquement
« aux tiers intéressés, en dehors de toute intervention
« administrative, de faire valoir les causes de nul-
« lité du brevet. Il n'est nullement incompatible,
« d'autre part, avec un système d'examen obligatoire

« ou facultatif. On est d'accord pour penser que, dans
« les pays où les brevets sont délivrés sans examen
« préalable complet, l'appel aux oppositions convena-
« blement organisé est susceptible de suppléer à cet
« examen et de rendre de grands services, et que,
« dans les pays où l'examen préalable existe, la
« faculté d'opposition à la délivrance en constitue
« encore le complément très efficace.

« L'appel aux oppositions existe notamment en
« Allemagne où il est apprécié; il existe également
« en Russie et en Angleterre, en Tunisie, etc., et, à
« la Conférence Technique de 1916, la délégation
« anglaise a spécialement insisté sur les avantages
« du système de l'appel aux oppositions pour mettre
« à l'épreuve la valeur du brevet. »

Cette disposition fut supprimée par la Commission, qui estima que l'examen facultatif — supprimé par la suite — offrirait les mêmes avantages à l'inventeur que l'appel aux oppositions.

Il apparaît à première vue combien l'introduction dans la loi de l'appel aux oppositions des tiers à la délivrance du brevet est contraire au principe traditionnel du droit français qui veut que les brevets soient délivrés sans examen. La connaissance de ces oppositions était confiée, il est vrai, aux tribunaux de l'ordre judiciaire, en l'espèce le Tribunal Civil de la Seine, mais cette procédure nous semble bien plutôt un complément du système de l'examen préalable obligatoire.

En outre, puisque la connaissance de ces oppositions

aurait appartenu aux tribunaux judiciaires, nous avouons ne pas bien comprendre quels avantages cette procédure aurait présentés sur l'action en nullité ouverte aux tiers dès la délivrance du brevet.

Si nous nous plaçons maintenant sur le terrain économique et social, nous ne pouvons voir que des inconvénients à ce procès en nullité avant la lettre, qui livre l'inventeur sans fortune à la merci de toute personne ou société plus puissante que lui, ayant intérêt à étouffer avant sa naissance un brevet d'invention susceptible de créer un titre contre elle. Pour montrer les dangers de cette procédure, l'honorable rapporteur à la Chambre, M. Plaisant, évoquant d'une façon peut-être un peu pessimiste les méthodes brutales des grands trusts, écrivait : « Ces firmes puissantes pourraient instituer une méthode impitoyable qui consisterait à frapper systématiquement d'une opposition toute demande de brevet dont l'objet rentrerait plus ou moins dans la sphère de leur activité. Que l'opposant soit riche et opiniâtre, et que l'inventeur soit faible, on devine les redoutables conséquences de cette procédure au point de vue économique et social. » Quoique, pour notre part, nous n'envisagions pas d'une façon aussi sombre les méthodes des grandes sociétés industrielles, nous ne laissons pas de penser que l'institution d'une telle procédure aurait pu présenter un certain danger, sans apporter à l'inventeur aucun avantage réel.

Quoi qu'il en soit, et devant l'émotion soulevée par cette proposition parmi les groupements d'inventeurs

qui en ont tous demandé la suppression, et devant les arguments de la Commission du Commerce et de l'Industrie, la Chambre a refusé d'organiser en France une procédure d'appel aux oppositions.

C'est dans ces conditions que le projet de loi actuel a conservé comme base de notre système de brevets le principe de la libre délivrance.

CHAPITRE II

Du demandeur de brevet

Comme conséquence du principe de non-examen que nous venons d'étudier rapidement, le brevet est délivré à quiconque le demande. Ainsi l'exprime formellement l'article 5 de la loi de 1844 : « Quiconque voudra prendre un brevet d'invention devra... »

L'Administration, n'ayant à veiller qu'à l'accomplissement des formalités externes exigées par la loi, n'a pas à se faire juge du droit du demandeur sur l'invention, pas plus que de sa capacité. Le mot « quiconque » doit donc être pris dans son sens le plus large et il comprend notamment l'étranger, l'incapable, une personne physique ou morale.

En principe, celui qui dépose une demande de brevet est censé être l'auteur de la découverte. Cependant la loi française ne formule aucune exigence à ce sujet. Si les prescriptions de forme exigées par la loi sont remplies, le brevet sera délivré, sauf aux tiers à faire valoir par la suite en justice les droits qu'ils croient avoir d'attaquer le brevet ou de revendiquer l'invention. L'on peut se demander s'il ne conviendrait pas, à l'instar de certaines législations

étrangères — la législation américaine notamment — d'exiger une déclaration que l'invention est bien l'œuvre du demandeur.

Le projet de 1924, conservant la tradition de la loi de 1844, ne contenait aucune disposition spéciale à cet égard, et le brevet devait donc être délivré au demandeur, présumé l'auteur de l'invention, ou le représentant, ou l'ayant-droit de cet auteur.

Cependant, au cours de la discussion de l'article 5 du projet à la Chambre, MM. Borel et Yvon Delbos proposèrent, par voie d'amendement, d'ajouter à cet article une disposition tendant à exiger dans la demande la déclaration sous serment que l'invention était due au demandeur et que celui-ci n'avait cédé à personne les droits éventuels pouvant résulter pour lui du brevet. Toute fausse déclaration était sanctionnée par la nullité du brevet.

Les auteurs de l'amendement déclaraient vouloir garantir à l'inventeur le droit moral d'attacher son nom à l'invention et l'empêcher de se dépouiller par avance de son droit au brevet; ils invoquaient à l'appui de leur thèse la législation américaine d'après laquelle le brevet doit être pris au nom du véritable inventeur. Sur les observations du rapporteur et du Ministre du Commerce ainsi que de divers orateurs, la Chambre adopta cette disposition, mais limita à trois ans la durée pendant laquelle l'action en nullité pourrait être intentée, en ne l'accordant qu'à la seule personne de l'inventeur. En outre, elle supprima l'obligation de déclarer que l'inventeur n'avait pas

cédé les droits pouvant résulter pour lui du brevet.

Le Sénat repoussa cette disposition, qui est reprise par la Commission du Commerce de la Chambre. Celle-ci, cependant, atténuant la rigueur du texte voté en 1927, donne à l'inventeur, ou à ses ayants-droit, une action en nullité ou en subrogation du brevet.

L'on se rend compte aisément des dangers que présente cette innovation. Pendant trois ans le breveté sera sous le coup d'une demande en subrogation ou en nullité de la part d'un tiers se prétendant le véritable inventeur, et pendant cette période de suspicion légitime il ne pourra que difficilement négocier son brevet ou trouver des capitaux pour l'exploiter. Sans doute, le déposant reste encore plus longtemps sous le coup d'une action intentée, en vertu du droit commun, par le véritable inventeur qui peut revendiquer l'invention, mais en ce cas le brevet serait finalement attribué à ce dernier. En vertu du texte proposé, au contraire, l'action exercée risque d'aboutir à l'annulation pure et simple du brevet.

Certaines législations étrangères, il est vrai, notamment celle des Etats-Unis, exigent que le brevet soit pris au nom du véritable inventeur. Il nous suffira de faire remarquer qu'il s'agit en général de pays à examen et que cette disposition n'est qu'une partie d'un ensemble de mesures tendant à alléger la tâche de l'examineur.

Dans un pays sans examen, au contraire, la demande de brevet n'est que la déclaration de la pré-

tention du demandeur à une invention. L'Administration n'a pas à examiner le fond du droit et il faut éviter d'insérer dans la loi des dispositions de ce genre. Si l'on veut protéger le droit moral de l'inventeur, ne serait-il pas suffisant, comme le propose le rédacteur de *La Propriété Industrielle*, de généraliser la disposition finale de l'article 33 du projet et de la transporter à l'article 5, 1°, par exemple sous la forme suivante :

« Lorsque la demande sera faite au nom d'une personne autre que l'inventeur lui-même — qu'il soit ou non un employé — le nom de celui-ci devra toujours figurer sur la demande de brevet et être reproduit, après le titre, sur l'exemplaire imprimé de la description. »

L'omission de cette indication, ou une fausse indication, ne donnerait lieu qu'à une action en rectification du titre du brevet. Le droit moral de l'inventeur serait sauvegardé sans compromettre ses intérêts pécuniaires.

Le second but visé par M. Borel était d'empêcher l'inventeur de se dépouiller par avance au profit d'un tiers de son droit au brevet. Il voulait éviter ainsi que l'inventeur ne fût exploité par certains usuriers qui se rendraient propriétaires de son invention moyennant un prix infime. Sans doute, la non-délivrance du brevet à un tiers supprimera le danger de cette cession anticipée du brevet, mais l'inventeur est exposé au même danger d'exploitation après la délivrance de son brevet. Si l'inventeur est une proie toute désignée pour les usuriers, il y aurait donc lieu

de le protéger tout autant après la délivrance du brevet qu'avant celle-ci, et le moyen de le protéger efficacement ne saurait consister simplement dans l'interdiction de céder son invention. Le rédacteur de *La Propriété Industrielle* émet à ce sujet une suggestion des plus intéressantes, en proposant de généraliser la disposition prise en faveur des inventeurs-employés et de dire par exemple à l'article 26 du projet :

« En cas d'insuffisance du prix de cession, soit
« d'une invention non encore brevetée, soit d'un bre-
« vet déjà délivré, l'inventeur aura le droit de récla-
« mer au titulaire du brevet, ou au cessionnaire,
« une rémunération supplémentaire, en rapport avec
« la valeur de l'invention et les circonstances dans
« lesquelles elle aura été réalisée. »

Par contre, si l'on estime que l'inventeur est assez avisé pour se défendre tout seul, le mieux serait de renoncer purement et simplement à le protéger aussi bien avant qu'après la prise du brevet.

***Droits de l'étranger inventeur et des personnes
qui ont d'abord fait breveter leur invention
à l'étranger***

Ayant ainsi examiné les droits des Français à demander en France un brevet d'invention, nous allons considérer les droits que la loi française accorde aux étrangers et aux personnes qui ont d'abord déposé

une demande de brevet à l'étranger.

Aux termes des articles 27 et suivants de la loi de 1844, les étrangers peuvent demander en France des brevets d'invention, à condition de remplir les mêmes formalités que les Français. Ce droit leur est d'ailleurs accordé sans condition de réciprocité. Aux termes de l'article 29 de la même loi, l'auteur d'une invention déjà brevetée à l'étranger peut obtenir un brevet en France, mais la durée de celui-ci était limitée à celle du brevet étranger. Cette loi créait donc un lien de dépendance entre le brevet français et les brevets étrangers. En effet, si pour une raison quelconque — arrivée du terme de la durée accordée par la loi étrangère, déchéance ou annulation — le brevet étranger venait à prendre fin, le brevet français expirait également.

La Conférence de Bruxelles vint insérer dans la Convention d'Union un article 4 bis dont l'alinéa 1 est ainsi conçu :

« Les brevets demandés dans les différents pays
« contractants par des personnes admises au bénéfice
« de la Convention aux termes des articles 2 et 3
« seront indépendants des brevets obtenus pour la
« même invention dans les autres pays, adhérents ou
« non à l'Union. »

La Conférence de Washington est venue préciser la portée de cet alinéa en le faisant suivre d'un alinéa 2 ainsi conçu :

« Cette disposition doit s'entendre d'une façon absolue, notamment en ce sens que les brevets demandés

« pendant le délai de priorité sont indépendants, tant
« au point de vue des causes de nullité et de dé-
« chéance, qu'au point de vue de la durée normale. »

Le Gouvernement français a formellement énoncé dans l'article 38 du projet le principe de l'indépendance des brevets :

« L'auteur d'une invention ou découverte déjà brevetée à l'étranger pourra obtenir un brevet en France. Le brevet sera indépendant des brevets obtenus pour la même invention ou découverte dans les autres pays. »

L'ensemble de cet article a été adopté sans débat par la Chambre des Députés et par le Sénat.

Cette disposition aura pour effet d'étendre aux non-Unionistes le bénéfice de l'article 4 bis de la Convention d'Union, que nous avons reproduit ci-dessus, et cela sans aucune condition de réciprocité. C'est une nouvelle preuve de la générosité de la politique française en matière de propriété industrielle.

Signalons cependant qu'au cours de la deuxième séance du 24 mars 1927, M. Reibel avait proposé d'ajouter à l'article 38 une disposition ainsi conçue :

« Toute demande de brevet faite par un Français domicilié en France devra, sous peine de nullité, être déposée d'abord en France suivant les formes de la loi française ».

Sur la remarque qui lui fut faite par le Ministre du Commerce que cette disposition était contraire à la Convention d'Union, l'honorable député retira son amendement. La pointe poussée par M. Reibel en

faveur du premier dépôt au pays d'origine, idée classique en matière de marques, est néanmoins intéressante à signaler.

*
**

Des difficultés peuvent enfin s'élever dans le cas où l'auteur du brevet d'invention est au service d'une autre personne. En raison de l'importance de cette question, nous en avons fait l'objet d'un chapitre spécial.

CHAPITRE III

Du droit des employés sur leurs inventions

Aux termes de la loi française, le droit de prendre un brevet n'est pas réservé à l'inventeur. Rien ne s'oppose à ce que celui-ci fasse part de sa découverte à un tiers et lui cède le droit de prendre un brevet, rien non plus ne s'oppose à ce qu'il s'engage par avance envers un tiers à lui abandonner la propriété de ses inventions à venir, et, par conséquent, le droit de les faire breveter. C'est ce que déclarent notamment le Tribunal de la Seine (21 février 1884) et la Cour de Paris (11 avril 1892. — Ann. 93.106).

De là vient tout naturellement la question de savoir à qui appartient l'invention faite par un employé au service d'un patron. Gardera-t-il son invention, ou la doit-il à son patron? La loi de 1844 ne semble pas avoir prévu la difficulté et reste muette à ce sujet.

Nous allons voir comment cette question, fort délicate, a été résolue d'après les principes généraux du droit par la jurisprudence française, qui s'est montrée en général assez libérale pour reconnaître à l'employé le droit au brevet lorsqu'il invente en dehors de son travail habituel, ou de la mission qui lui est spécialement confiée, et pour attribuer le brevet à l'employeur quand l'invention est le résultat direct et

pour ainsi dire prévu — tout au moins espéré — des instructions données à l'employé, voire dans certains cas à prononcer qu'il y aura copropriété entre l'employeur et l'employé.

Dans la pratique, cette difficulté se présente généralement sous la forme d'une action en revendication : l'employé aura fait une invention et l'employeur ou l'employé aura pris les devants. Dans le silence de la loi, les tribunaux ne peuvent s'en tenir qu'aux principes généraux du droit. Il convient donc d'examiner la nature et la portée des conventions liant le salarié à son patron.

S'il a été expressément convenu entre le patron et son employé que toutes les inventions que celui-ci pourra faire seront la propriété de l'employeur, il n'y a pas de difficulté possible. Cette stipulation, qui est parfaitement licite, fait la loi des parties et devra être exécutée, si rigoureuses qu'en soient les conséquences pour l'inventeur. Il est possible que la valeur de l'invention ne soit pas en rapport avec le mince salaire de l'employé, même en ce cas le patron n'est tenu à aucune obligation envers lui. Sans doute, il arrivera souvent que celui-ci donne une récompense à l'inventeur, mais c'est pure gratuité de sa part et l'employé n'a droit à aucune rémunération spéciale.

Mais, le plus souvent, il n'a été prévu aucune clause spéciale pour le cas où l'employé ferait une invention. Les tribunaux saisis doivent alors examiner l'emploi qu'occupait l'inventeur dans la maison, le rôle qu'il y remplissait ainsi que les conditions dans lesquelles

l'invention a été faite.

S'il apparaît que la découverte rentrait directement dans les fonctions que l'employeur avait confiées à l'inventeur, si celui-ci n'y a été amené que par les instructions qui lui avaient été données pour l'exécution même de sa mission, l'invention sera attribuée à l'employeur. En ce sens, il a été jugé notamment par un arrêt de la Cour de Lyon du 19 mai 1886, rapporté aux *Annales de la Propriété Industrielle* (1887 p. 181) que « lorsqu'une invention est la conséquence directe « du travail auquel l'employé est préposé, et que le « patron a donné des instructions pour le faire, elle « appartient au patron qui seul a le droit de prendre le brevet. » Il résulte en effet de l'esprit, sinon des termes du contrat qu'il a passé avec son patron, que toute découverte qu'il pourrait faire appartiendrait au patron; il a couru une chance moyennant le salaire qu'il recevait et dans la fixation duquel il devait tenir compte de cette éventualité. L'on appuie cette solution sur les principes du mandat, soit par voie d'analogie dans le cas que nous venons de rapporter, soit directement lorsqu'il y a mandat véritable : en tant que mandataire, l'employé est tenu de rapporter à son mandant tous les profits qu'il fait, même indirectement, en raison des fonctions qu'il a acceptées (art. 1993 C. Civ.). Pouillet compare sa situation à celle de l'individu qu'un propriétaire emploie à faire des fouilles sur son domaine, en vue de découvrir un trésor. Le trésor, en ce cas, appartient exclusivement à celui qui a ordonné les fouilles,

l'autre n'y a aucun droit.

Si, au contraire, l'invention est en dehors des travaux ordinaires de l'employé, ou même simplement en dehors des instructions qu'il a reçues; s'il n'est arrivé à cette invention que par sa propre intelligence, par ses propres inspirations, à qui appartiendra l'invention? C'est là, on s'en doute bien, une question d'espèce, mais la jurisprudence, dans la majorité des cas, attribue la propriété du brevet à l'employé, alors même que celui-ci aurait réalisé son invention grâce aux instruments qui étaient à sa disposition en raison de ses fonctions, pendant ses heures de travail. Nous citerons notamment un arrêt de la Cour de Paris du 31 juillet 1874 (Ann. 77.283) qui a décidé qu'« un employé, par exemple le secrétaire
« général d'une compagnie industrielle, qui n'a que
« des fonctions administratives et commerciales et
« qui est étranger aux opérations de la fabrication,
« conserve seul le droit de faire breveter son inven-
« tion; et, si la compagnie à laquelle il était attaché
« a profité de ses confidences ou des essais qu'il a pu
« faire dans ses usines pour prendre un brevet avant
« lui, il a le droit de revendiquer la propriété de son
« invention et de se faire subroger dans l'effet du
« brevet pris par la compagnie ». La jurisprudence a même été jusqu'à reconnaître la propriété de l'ouvrier sur une invention faite par lui pendant les heures de travail et ayant pour but d'en faciliter l'exécution. Citons notamment un arrêt rendu par la Cour de Bruxelles (mais nous savons que la loi belge

est directement inspirée de la loi française et que les principes sont les mêmes) qui a décidé que « le con-
« tremaître qui a trouvé un perfectionnement à une
« machine souvent employée par lui dans les ateliers
« de son patron n'est pas tenu d'en abandonner la
« propriété, même pour partie, à ce dernier, alors
« qu'il est resté étranger à l'invention pour les indi-
« cations techniques et les expériences préparatoires »
(Bruxelles, 9 janvier 1889, Ann. 1892, 882).

Cependant, en vertu des principes, tout en ayant droit à la propriété de son invention, l'employé peut être tenu de payer à son patron des dommages-intérêts pour le tort qu'il lui a causé en négligeant ses fonctions, en consacrant à cette recherche un temps qui ne lui appartenait pas et en usant pour lui-même des instruments qui lui étaient confiés pour l'exécution de son travail.

Nous pouvons donc nous rendre compte par ces quelques décisions que la jurisprudence a su en général faire une équitable discrimination des droits respectifs de l'employeur et de l'employé : si l'invention rentre dans la mission de l'employé, ou si elle a été faite sur les indications du patron, l'employé n'étant qu'un instrument plus ou moins intelligent dans les mains de celui-ci, l'invention est attribuée au patron; si, au contraire, l'ouvrier a agi de sa propre initiative, son invention lui appartient, sous réserve de dommages-intérêts au profit du patron pour l'emploi du temps ou des instruments dûs au travail; dans certains cas, la propriété de l'invention est attribuée

conjointement à l'employé et à l'employeur. Ainsi se justifie l'opinion émise par M. Puech lors de la discussion à la Chambre en 1927 : « La jurisprudence attribue le bénéfice de l'invention à celui à qui elle est réellement due, ce qui est une question de fait qui dépend à la fois des circonstances et des accords. Peu importe qu'on ait employé le matériel du patron, sauf à tenir compte à celui-ci de l'usage qui a été fait de son matériel dans la mesure que les tribunaux apprécieront ».

Il y a lieu de noter également que lorsque l'employeur revendique à son profit l'invention faite par son employé, c'est à lui qu'il incombe de faire la preuve de l'obligation de l'employé de le faire bénéficier de l'invention (Paris, 2 février 1911. — Ann. 13-2-30).

En résumé, en l'absence de contrat spécial, la jurisprudence résout la question par une recherche d'invention. Elle s'inspire des principes généraux du droit pour résoudre ces difficultés entre patrons et employés. Mais, malgré tout, ces directives paraissent un peu vagues et surtout, dit-on, laissent les employés sans défense contre la clause fréquente d'après laquelle toutes les inventions faites par l'employé appartiendront de plein droit à l'employeur.

Depuis la fin du siècle dernier, un grand nombre de pays étrangers ont introduit dans leurs législations des dispositions tendant à assurer à l'employé inventeur une rémunération équitable. La loi autrichienne de 1897, révisée en 1921, 1923 et 1925, qui

contient une véritable codification de la question des inventions d'employés, est le prototype de cette législation. Le projet de loi cite encore dans son exposé des motifs les lois japonaise de 1921 et néerlandaise de 1910. Les législations grecque, polonaise, yougoslave et suisse contiennent également des dispositions spéciales à ce sujet.

Poussé par un mouvement d'opinion assez marqué en faveur des revendications des classes moyennes, le Gouvernement français s'est décidé à combler cette lacune et le projet de loi régleme le droit des employés sur leurs inventions dans ses articles 33, 34 et 35, sous le titre III «Des droits des employés».

Nous allons donc examiner ce texte tel qu'il résulte des discussions à la Chambre et au Sénat afin de nous rendre compte s'il apporte aux employés une protection supplémentaire et quelle protection. Nous envisagerons ensuite les modifications proposées à ce texte par la Commission du Commerce dans son rapport du 18 juin 1929.

Tout d'abord, le texte proposé, partant du principe exprimé en l'article 1^{er}, reproduisant l'article 1^{er} de la loi de 1844, que l'invention appartient à son auteur — à l'employé comme à tout autre — prévoit le cas où un brevet est demandé par l'employeur pour une invention due à son employé. En ce cas, dit le texte, « s'il n'apparaît pas que l'employé trouve dans son « salaire ou dans une rémunération spéciale un dé-
« dommagement de son exclusion de tout droit de
« propriété sur le brevet, l'employeur sera tenu de

« lui attribuer une rémunération supplémentaire. »

Ainsi donc, du moment qu'un brevet pour une invention due à un employé est demandé par le patron, l'employé a le droit de réclamer une rémunération supplémentaire. Cette disposition semble viser plus particulièrement le cas où aucune convention n'a été passée entre le patron et l'employé antérieurement à la création de l'invention, et nous semble alors être la consécration de la jurisprudence qui peut, tout en attribuant le brevet à l'employeur, accorder à l'inventeur une indemnité. Remarquons d'ailleurs que le texte laisse aux tribunaux un très large pouvoir d'appréciation des circonstances dans lesquelles l'invention a été réalisée, et que ceux-ci ont tout pouvoir, en cas de désaccord, pour fixer l'importance de la rémunération à attribuer à l'employé inventeur. En ce qui concerne par conséquent le cas où aucun contrat relatif aux inventions éventuelles n'a été rédigé entre le patron et l'employé, le texte du projet ne fait qu'indiquer expressément un principe — droit de l'employé sur son invention — qui n'est qu'une forme particulière du principe suivant lequel une invention appartient à son auteur, que cet auteur travaille comme son propre patron, ou aux gages d'un tiers.

Pour ce qui est des conditions que doit remplir l'invention pour être réputée l'œuvre de l'employé, le texte dont s'agit se garde bien de donner aucune indication; c'est là, en effet, une question de fait qui dépend de nombreux éléments pouvant varier avec

chaque cas — tels que les rapports entre l'employé et son patron, ou entre l'employé ou les co-employés travaillant dans la même voie — qu'un texte législatif ne peut prévoir. L'on aurait risqué en donnant une indication, même sommaire, de limiter arbitrairement les cas dans lesquels l'employé aurait droit à une rémunération spéciale.

De même, la nature de la rémunération due à l'inventeur n'est pas fixée par le projet. Cette rémunération consistera-t-elle en une somme donnée une fois pour toute, l'employé, au contraire, sera-t-il indemnisé au moyen d'un pourcentage? C'est là une question d'espèce qui est laissée à l'appréciation des tribunaux. Un seul point nous semble ressortir de ce texte, c'est que l'employé n'aura pas droit à la copropriété du brevet.

Si, prenant l'hypothèse inverse de celle que nous venons d'examiner, nous envisageons maintenant le cas où le droit au brevet aurait été expressément réglé antérieurement à l'invention, par exemple dans le contrat de travail intervenu entre le patron et l'employé, nous avons vu que la jurisprudence, appliquant l'article 1134 C. Civ., ordonnait l'exécution de la convention, quelque dure qu'elle fût pour l'employé. Sans doute, estimons-nous qu'il est dangereux de permettre à une partie de réclamer sur ce qu'elle a convenu expressément et sommes-nous disposés à penser qu'un contrat, aussi rigoureux qu'il soit, doit être fidèlement exécuté dans toutes ses clauses par chacun des contractants, encore faut-il que ceux-ci

aient agi librement et négocié d'égal à égal. Or nous voyons tous les jours qu'entre employé et patron il est loin d'en être ainsi, surtout quand le patron est une importante société, disposant de moyens puissants, et qu'on peut dire bien souvent à bon droit *summum jus, summa injuria*. C'est pourquoi nous approuvons l'article 33 du projet qui permet à l'employé, même au cas où une rémunération spéciale aurait été prévue, de réclamer une indemnité supplémentaire en rapport avec l'importance de l'invention.

D'ailleurs, le projet ne prohibe pas les contrats intervenus entre patron et employé engagé spécialement pour faire des inventions. Il est légitime en ce cas que l'invention soit attribuée au patron. Cependant, en vue de protéger l'employé contre une renonciation à une demande d'indemnité, l'article 34 stipule la nullité des clauses contraires à l'article 33.

Ainsi l'employé inventeur aura droit à une rémunération spéciale qui, à défaut d'entente entre les parties, sera fixée par les tribunaux (la Commission du Commerce de la Chambre propose en effet la suppression des juridictions spéciales instituées par les articles 46 et 47 du texte voté par la Chambre et le Sénat, suppression qui sera fort probablement décidée). Cependant, afin de ne pas laisser les droits trop longtemps en suspens entre l'employeur et l'employé, cette indemnité devra être réclamée dans les trois ans qui suivront la demande de brevet.

Il se peut, d'autre part, et cela arrive fréquemment,

que l'on ne se rende compte de la valeur exacte de l'invention que plusieurs années après sa mise en exploitation. Dans ce cas, en raison de la durée des brevets, l'une des parties pourrait être lésée, et pour obvier à ce danger le projet prévoit que la rémunération pourra être révisée par périodes de quatre années.

Enfin, en vue de sauvegarder le « droit moral » de l'employé inventeur sur son invention, le projet dispose que le nom de l'inventeur devra toujours figurer dans la demande de brevet et être reproduit sur l'exemplaire imprimé de la description. C'est là une satisfaction d'amour-propre bien légitime donnée à l'inventeur.

Etudiant maintenant le texte modifié proposé par la Commission du Commerce de la Chambre, nous nous apercevrons qu'il diffère grandement dans sa rédaction de celui du Sénat. Reprenant, en effet, le texte voté par la Chambre, la Commission proclame le principe de la propriété de l'employé sur son invention et fait suivre immédiatement cette proclamation de deux exceptions, qui sont du reste le résumé de la jurisprudence en la matière, savoir : « si l'invention rentre expressément dans l'objet « même de son contrat, ou si elle résulte directement « du travail qui lui est départi. » Il prévoit également le cas où « l'employé a utilisé les ressources matérielles et morales mises à sa disposition par l'employeur. »

En examinant ces deux textes de plus près, nous

verrons cependant que s'ils diffèrent par leur rédaction ils sont bien proches par leur esprit. Le texte de la Commission proclame le principe du droit de l'employé sur son invention, droit qui n'est d'ailleurs nullement mis en doute et que l'article 33 du projet admet comme résultant implicitement de l'article 1^{er}.

En ce qui concerne la rémunération due à l'employé, les deux textes sont encore bien proches l'un de l'autre : le texte de la Commission, plus vague, indique seulement que la rémunération sera due à l'employé comme « un dédommagement au concours qu'il aurait prêté », alors que le projet indique que celle-ci lui sera due en dédommagement de son exclusion de tout droit de propriété sur le brevet.

D'autre part, la Commission admet l'inventeur à réclamer une indemnité supplémentaire pendant toute la durée du brevet, disposition qui nous semble bien dangereuse en raison de l'instabilité qu'elle créerait quant au règlement des droits respectifs de l'employé et de l'employeur.

Ainsi, si nous comparons ces deux textes, nous constatons une différence importante de rédaction, mais le principe qui leur sert de base est identique : l'employé, comme tout inventeur, a droit à son invention ; il peut donc obtenir une rémunération spéciale pour le droit au brevet qu'il cède à son employeur. La grave critique que nous adresserons au texte de la Commission, c'est de vouloir envisager dans la loi des cas d'espèce, car il est à craindre que ceux-ci ne puissent être tous énumérés dans la loi. De nou-

velles conditions peuvent poser de nouveaux problèmes, dont nous ne pouvons prévoir les données et auxquels une loi trop rigide risque de donner de fausses solutions. Le texte voté par le Sénat étant plus général et exempt de toute indication d'espèces nous apparaît plus souple et par conséquent préférable.

Pour conclure, si nous jetons un regard sur les solutions de la jurisprudence et sur la façon dont le projet étudié propose de résoudre la question, nous constatons un accord sur le principe même. Pour ce qui est des applications de ce principe, le projet consacre les solutions de la jurisprudence au cas où l'éventualité d'une invention ne serait pas expressément prévue par le contrat de travail. Au cas contraire où un contrat serait intervenu antérieurement entre l'employé et son patron, le projet, donnant à l'employé un droit exorbitant, lui permet de réclamer une rémunération supplémentaire contrairement à l'article 1134 du Code civil. De toutes façons, le projet aboutit à laisser aux tribunaux un large pouvoir d'appréciation.

Enfin, appliquant à l'Etat les mêmes principes qu'il impose aux autres employeurs, l'article 35 du projet assimile les fonctionnaires aux employés privés en ce qui concerne l'application des dispositions des articles 33 et 34. Toutes les législations ne sont certes pas aussi libérales à l'égard des fonctionnaires, mais il est évidemment logique que l'Etat s'applique à lui-même les contraintes qu'il prétend imposer aux autres.

CHAPITRE IV

De la brevetabilié et notamment de la brevetabilité des produits chimiques

Si la loi française n'exige aucune justification de qualité de la part du demandeur de brevet, elle a défini exactement les conditions que doit remplir une invention pour avoir droit à sa protection.

Tout d'abord, l'invention doit être nouvelle. Cette nouveauté est la nouveauté absolue de l'article 31 de la loi de 1844, reproduit d'ailleurs par l'article 40 du projet qui porte :

« Ne sera pas réputée nouvelle toute découverte, « invention ou application, qui, en France ou à « l'étranger, et antérieurement à la date du dépôt de « la demande, aura reçu une publicité suffisante pour « être exécutée. »

Le projet ajoute à ce texte les exceptions prévues par la loi du 13 avril 1908, relativement à la protection temporaire aux expositions, et par la Convention d'Union de Paris de 1883, révisée à Washington en 1911.

Signalons à ce propos une aggravation des exi-

gences de la loi de 1844 en ce qui concerne le caractère de nouveauté de l'invention : l'article 39 du projet admet en effet, dans son alinéa 1^{er}, comme destructifs de la nouveauté, tous les brevets ou demandes de brevets antérieurs, qu'ils aient été ou non publiés avant le dépôt de la demande de brevet. C'est d'ailleurs dans ce même sens que s'était prononcée la jurisprudence dans les rares cas où elle avait eu à connaître de la question.

Encore toutes les inventions nouvelles ne sont-elles pas brevetables. Il faut aussi que l'invention procure un résultat industriel, et l'article 2 de la loi de 1844, dont l'article 2 du projet n'est que la reproduction, définit ainsi les inventions brevetables :

« Seront considérées comme inventions et découvertes nouvelles :

« L'invention de nouveaux produits industriels;

« L'invention de nouveaux moyens, ou l'application
« nouvelle de moyens connus, pour l'obtention d'un
« résultat ou d'un produit industriel. »

Il faut donc, pour être brevetable, que l'invention soit nouvelle et procure un certain résultat industriel. Peu importe d'ailleurs l'importance de cette invention : si elle remplit ces deux conditions essentielles, elle est susceptible de faire l'objet d'un brevet. Ajoutons d'ailleurs que la Chambre et le Sénat ont été d'accord pour conserver cette définition, donnée par le législateur de 1844, qui semble une des meilleures définitions de la brevetabilité.

La loi pose encore comme condition de brevetabi-

lité de l'invention sa conformité aux lois et aux bonnes mœurs. Cette condition ne figure pas expressément dans la loi de 1844, mais elle résulte d'abord des principes généraux et ensuite de l'article 37 de la loi de 1844, d'après lequel le Ministère public doit demander la nullité du brevet pris pour une invention contraire à l'ordre ou à la sûreté publique, aux bonnes mœurs et aux lois. Cependant, d'après la loi de 1844, l'absence de cette condition, non plus que l'absence de nouveauté ou de caractère industriel, ne permet à l'Administration de refuser le brevet; même si les services de l'Office National de la Propriété Industrielle constatent que le brevet est demandé pour une invention contraire à la loi ou aux bonnes mœurs, ils doivent le délivrer. Cette solution n'est pas douteuse, elle ressort notamment des travaux préparatoires de la loi de 1844 et a été consacrée par le Conseil d'Etat : le brevet doit être délivré, mais il sera nul.

Le projet de loi innove sur ce point et déclare dans son article 3 que :

« Ne sont pas susceptibles d'être brevetées :

.

« 2° Les découvertes ou inventions qui seraient
« contraires, soit à la sûreté ou à l'ordre public, soit
« aux bonnes mœurs. »

Il a paru plus logique aux auteurs du projet de faire de ce cas une cause de non-brevetabilité qu'un cas de nullité. « Si un dommage ou un trouble d'ordre public », remarque en effet M. Marcel Plaisant,

« doit résulter d'un brevet dont l'objet est contraire
« aux lois ou aux bonnes mœurs, la cause initiale en
« sera dans la publication de la description incrimi-
« née. »

Nous verrons plus loin comment le projet sauvegarde les intérêts de l'inventeur contre un refus arbitraire de l'Administration.

En dehors des inventions contraires à la loi et aux bonnes mœurs, la loi de 1844 interdit, pour des motifs plus ou moins arbitraires, de faire breveter certaines découvertes ou inventions et déclare non brevetables :

« 1° Les compositions pharmaceutiques ou remèdes
« de toute espèce, lesdits objets demeurant soumis
« aux lois et règlements spéciaux sur la matière, et
« notamment au décret du 18 août 1810, relatifs aux
« remèdes secrets;

« 2° Les plans et combinaisons de crédit ou de
« finances. »

L'article 3 du projet vient modifier très sensiblement ces dispositions de la loi de 1844.

Tout d'abord, l'interdiction de délivrer des brevets pour des plans et combinaisons de finances n'a pas été reproduite par le texte actuel. Non pas que les auteurs du projet aient voulu rendre ces combinaisons brevetables, mais, ayant remplacé la disposition visant expressément ces plans par une disposition plus générale, ils ont estimé superflu de mentionner cette exception que la loi de 1844 avait empruntée à celle du 25 mai 1791. La non-brevetabilité de ces

combinaisons résulte d'ailleurs du principe général formulé à l'article 2.

L'article 3 du projet dispose donc dans son paragraphe 1^{er} que :

« Ne sont pas susceptibles d'être brevetées :

« 1° Les découvertes, inventions ou applications ne
« présentant aucun caractère industriel. »

Ce paragraphe avait été tout d'abord repoussé en 1925 par la Commission du Commerce de la Chambre qui estimait dangereuse une telle disposition, car elle aurait remis entre les mains de l'autorité administrative le pouvoir de statuer sur la question de brevetabilité qui est jusqu'ici réservée à l'autorité judiciaire. La Commission maintint son point de vue dans son rapport supplémentaire du 15 juin 1926, malgré les observations du Commissaire du Gouvernement, qui aurait voulu voir attribuer à l'Administration la possibilité d'écarter de plano les demandes concernant des mouvements perpétuels, des combinaisons de publicité et autres qui encombrant les registres et occasionnent des frais inutiles de publication. Cependant, sur l'insistance du Ministre du Commerce, la Commission consentit à rétablir cette exception en tête de l'article 3 du projet, en insérant dans ce même article une disposition additionnelle, que nous examinerons plus loin, afin de sauvegarder les intérêts des demandeurs de brevets. Grâce au rétablissement de cette exception, le registre des brevets sera sensiblement allégé et le brevet français verra son crédit augmenté par l'élimination

préalable des inventions sans valeur.

La loi de 1844, avons-nous dit, exclut encore du domaine des brevets les remèdes et compositions pharmaceutiques, afin de soustraire au monopole un remède utile à la santé publique et d'éviter que des charlatans n'abusent de la crédulité des malades en leur présentant comme breveté un remède sans aucune valeur. Le projet confirme cette prescription, mais précise que cette exception ne s'applique pas aux procédés, dispositifs ou autres moyens servant à l'obtention de ces remèdes et compositions.

Allant plus loin, le projet actuel exclut de la brevetabilité « les produits de l'industrie chimique définis, ou résultant de l'association d'éléments définis, « avec réaction totale ou partielle de ces éléments « entre eux. » Cette question de la non-brevetabilité des produits chimiques est une des plus graves de celles soulevées par le projet, dont l'article 3 change profondément la législation existante; nous allons donc faire un exposé rapide de cette question.

La loi de 1844 ne prévoit aucune disposition spéciale concernant les produits chimiques. On conclut de ce silence de la loi qu'un brevet d'invention peut couvrir à la fois le procédé de fabrication, l'application et le produit chimique lui-même. Il en résulte parfois certaines difficultés lorsqu'un produit chimique est susceptible d'application tant dans l'industrie que dans la pharmacie, la distinction entre ces deux emplois étant souvent assez difficile à établir. La non-brevetabilité du produit chimique supprime cette

première difficulté.

D'autre part, l'industrie chimique française, et plus particulièrement l'industrie des matières colorantes, a vu son essor entravé, voire même complètement arrêté, par l'application de cette législation. Cette industrie, naguère florissante en France, avait émigré à l'étranger, notamment en Suisse et en Allemagne, à la suite des décisions rendues par les tribunaux français au lendemain du vote de la loi de 1844, à l'occasion des brevets délivrés aux inventeurs français des premiers colorants au goudron.

De nombreuses législations étrangères refusent au contraire de breveter les produits, citons notamment les législations anglaise, portugaise et allemande. La loi allemande, en particulier, exclut de la brevetabilité les inventions « d'aliments, d'objets de consommation et de médicaments, ainsi que des « matières qui sont obtenues par des moyens chimiques, en tant que ces inventions ne portent pas « sur un procédé déterminé pour la production des « dits objets. » (Loi du 7 avril 1891, Titre I § 1^{er}, C. 1). Elle permet donc de breveter les procédés, à l'exclusion des produits, et M. Marcel Plaisant définissait ainsi dans son rapport (page 134) les deux situations :

« Dès maintenant l'antithèse apparaît : brevet de « produit en France ; un industriel pourra monopoliser par sa suzeraineté sur le produit tous les procédés de la fabrication. C'est la paralysie. Brevet « de procédé en Allemagne : seul l'inventeur d'une

« méthode de fabrication jouira d'une protection
« restreinte et légitime; le produit libre, la voie
« reste ouverte aux chercheurs. »

L'on illustre cette conclusion par l'exemple de l'industrie des matières colorantes qui émigra de France dès 1860, à la suite des arrêts rendus dans la célèbre affaire Gerber-Keller contre Renard Frères et Franck. émigration qui donna naissance à l'industrie chimique allemande dont nous connaissons la dangereuse prospérité. Nous estimons intéressant, à l'exemple des rapports présentés à la Chambre et au Sénat, de faire un rapide historique de cette affaire qui devait avoir une si funeste influence sur cette industrie des matières colorantes qui avait pris naissance en France.

En 1856, un Anglais, William Henry Perkin, avait découvert la « mauvéine », le premier colorant dérivé du goudron, et entrepris l'exploitation industrielle de son invention. Au début de 1859, un Français, Verguin, réussit à fabriquer un colorant rouge à l'aniline, la « fuschine », qui fut breveté par Renard Frères et Franck, teinturiers à Lyon. En septembre 1859, J. Gerber-Keller, de Mulhouse, en collaboration avec son fils, découvrit un nouveau procédé pour la préparation du rouge d'aniline par le nitrate de mercure et fit breveter le produit, qui fut lancé sur le marché sous le nom d'« azaléine ». La concurrence que leur faisait ce produit amena Renard Frères et Franck à poursuivre Gerber-Keller et ses concessionnaires en contrefaçon de leur brevet pris pour la

fuschine. Par jugement du 5 mai 1860, Gerber-Keller fut déclaré contrefacteur et condamné à des dommages-intérêts en faveur de Renard Frères et Franck, bien que son procédé fût essentiellement différent du leur. Les tribunaux reconnurent même l'identité entre le procédé Verguin et celui décrit par Hoffmann dans un travail paru en 1858 et devenu domaine public de la science. Un arrêt définitif confirmant cette décision fut rendu le 31 mars 1863.

Ces décisions soulevèrent une vive émotion dans le monde industriel qui attira l'attention des pouvoirs publics sur le danger auquel était exposée l'industrie française des colorants par la monopolisation d'une seule entreprise. La Société Industrielle de Mulhouse prit ouvertement position contre les prétentions, soutenues par l'Etat, d'un seul établissement revendiquant pour lui seul l'exploitation de toute une branche industrielle. La reconnaissance de ce monopole amena les producteurs de colorants à transporter leurs entreprises à l'étranger et principalement en Allemagne et en Suisse. Cet exode fut tel qu'un journal de cette époque, *L'Avenir Commercial*, dans son numéro du 1^{er} novembre 1862, alla jusqu'à le comparer à celui qui suivit la Révocation de l'Edit de Nantes.

C'est de cette émigration qu'est née l'industrie chimique allemande, dont on connaît l'importance formidable. L'industrie chimique française, au contraire, alla s'étiolant, et l'on peut penser, avec M. Maurice Guérin, que la brevetabilité du produit

a été une cause déterminante de cette faiblesse.

C'est pourquoi tous les groupements s'intéressant à ces questions demandaient sur ce point une modification de la loi de 1844, et le projet de loi actuel rappelle dans son exposé des motifs que la Conférence Technique de la Propriété Industrielle, qui réunit en 1916 les représentants des pays alliés, avait conclu, dans un but d'unification, qu'il était désirable de faire disparaître des lois internes la brevetabilité des produits chimiques.

Le projet de loi primitif, cependant, imbu de la tradition, ne supprimait pas la brevetabilité du produit chimique, il tempérerait seulement cette brevetabilité par l'obligation, imposée dans son article 25 à l'inventeur d'un produit chimique défini, d'accorder une licence à l'inventeur d'un nouveau procédé de préparation de ce produit, si le nouveau procédé présentait un avantage industriel réel. De cette façon, espérait-on, les chercheurs seraient incités à travailler dans le même sens que le breveté afin de découvrir des procédés de plus en plus perfectionnés et économiques pour obtenir ce produit, pour le plus grand bien du public.

La Commission du Commerce de la Chambre se rangea à cette manière de voir et précisa qu'étaient exclus de la brevetabilité les compositions pharmaceutiques et les remèdes autres que les produits chimiques définis. C'est ce texte qui fut adopté par la Chambre dans sa séance du 24 mars 1927. D'après ce système, les produits chimiques restaient breve-

tables, mais — et c'est en cela que le projet innovait — l'inventeur d'un nouveau procédé de fabrication pouvait, si ce procédé présentait un avantage industriel réel, demander à l'inventeur du produit breveté une licence qui devait lui être obligatoirement accordée, soit à l'amiable, soit suivant la procédure organisée par l'article 46 de ce projet.

Allant jusqu'au bout des arguments qui avaient été présentés à la Chambre par son rapporteur, la Commission du Commerce du Sénat proposa la suppression du brevet de produit dans l'industrie chimique. Elle invoqua à l'appui de sa thèse les raisons données tant par l'exposé des motifs du projet examiné que par la Commission du Commerce de la Chambre; examinant ensuite les législations étrangères, elle estima que la concession obligatoire d'une licence à l'inventeur du nouveau procédé était un palliatif insuffisant au malaise dont souffrait l'industrie chimique française. Elle proposa donc d'exclure de la brevetabilité « les produits de l'industrie chimique définis ou résultant de l'association d'éléments définis », dans l'espoir d'améliorer ainsi la situation de l'industrie française dans sa lutte contre les industries étrangères, et notamment contre l'industrie allemande. Se rendant à ces raisons, le Sénat adopta le texte proposé par sa Commission du Commerce qui était ainsi rédigé :

« Ne sont pas susceptibles d'être brevetés :

.

« 3° Les produits de l'industrie chimique définis

« ou résultant de l'association d'éléments définis, les
« compositions pharmaceutiques et les remèdes, sans
« que toutefois cette exception s'applique aux pro-
« cédés, dispositifs ou moyens servant à leur obten-
« tion. »

Reprenant obligatoirement le texte voté par le Sénat, le projet actuel supprime donc la brevetabilité du produit chimique. La Commission du Commerce de la Chambre, dans le rapport déposé en son nom par M. Georges Boucheron, n'apporte pas d'argument nouveau à la thèse du Sénat. Elle remarque pourtant que « le fait d'avoir voulu instituer le régime de la
« licence obligatoire démontre que la Chambre pré-
« cédente ne voulait pas conserver à l'inventeur d'un
« produit chimique un monopole exclusif et qu'elle
« avait reconnu qu'il était nécessaire de donner une
« extension plus considérable à l'industrie chimique
« française. » Cependant, avant de se prononcer, la Commission estima nécessaire de prendre l'avis des intéressés, et M. Boucheron reproduit dans son rapport la pétition suivante, signée des personnalités les plus intéressantes de l'industrie chimique :

« Les soussignés, préoccupés de la campagne me-
« née à l'occasion du retour devant la Chambre des
« Députés du projet de loi relatif aux brevets d'in-
« vention et voté par le Sénat après modifications,
« estime devoir rappeler l'attention sur les principes
« suivants :

« I. — Ils ont la conviction que, malgré certaines
« opinions exprimées en faveur de la brevetabilité

« des produits chimiques, la décision prise par la
« Haute Assemblée d'exclure, aux termes de l'article
« 3, § 3, lesdits produits de la brevetabilité, constitue
« la seule mesure législative que puissent justifier
« les nécessités présentées tant par l'industrie chi-
« mique que par la défense et l'économie nationale
« du pays.

« Ils ne sauraient, en effet, oublier que le brevet
« de ce produit, en matière de produits chimiques —
« brevet que l'Allemagne a systématiquement éliminé
« en ce cas dans sa législation — a rendu et rendrait
« encore impossibles certains progrès indispensables
« dans cette branche d'industrie. L'obstacle créé par
« le maintien de ce principe a grandement nui dans
« le passé au développement de l'industrie des pro-
« duits organiques, notamment des matières colo-
« rantes, et fut évidemment la principale cause de
« l'expatriation de cette dernière production vers
« l'Allemagne et la Suisse, bien que, grâce à la
« science de nos savants et de nos chimistes, elle ait
« pris naissance en France.

« II. — Ils considèrent, en outre, que les droits si
« légitimes des inventeurs seront, dans le domaine
« chimique, mieux sauvegardés par le brevet de pro-
« cédé que par le brevet de produit, lequel a maintes
« fois, au bénéfice d'une seule personne, souvent
« étrangère, empêché les nombreux inventeurs de
« procéder de pouvoir tirer parti de leur propre
« invention.

« Ils demandent donc instamment qu'en ce qui

« concerne le § 3 de l'article 3 du projet de loi sou-
« mis au vote du Parlement, aucune modification ne
« soit apportée au texte résultant du vote très judi-
« cieusement exprimé par le Sénat. »

Le Directeur de l'Office des Produits Chimiques et Pharmaceutiques, consulté, donna une opinion identique à celle des groupements intéressés.

Devant cette unanimité, le rapport de la Commission conclut à la non-brevetabilité du produit chimique défini. L'on sait qu'on appelle produit chimique défini celui dont la composition chimique est constante. Le texte précise, en outre, que, s'il s'agit d'un produit résultant de l'association de plusieurs éléments, eux-mêmes d'ailleurs définis, il faut, pour qu'il soit exclu de la brevetabilité, que cette association soit accompagnée d'une réaction de ces éléments entre eux, c'est-à-dire d'une modification de leur composition chimique ou moléculaire, ce qui laisse en dehors de l'application du texte les mélanges ou alliages, qui demeurent brevetables.

Le projet actuel adopte donc le système allemand qui, ainsi que nous l'avons rappelé plus haut, exclut de la brevetabilité « les inventions... de matières qui sont obtenues par des moyens chimiques, en tant que ces inventions ne portent pas sur un procédé déterminé pour la production desdits objets. » De cette façon, on laisse ouvert aux inventeurs le champ des recherches concernant les procédés de production et d'application. Puisse cette liberté rendre à l'industrie chimique française la prospérité qu'elle avait perdue

par suite de l'application qui lui avait été faite de la loi de 1844.

*
**

Ainsi donc, l'article 3 du projet exclut de la brevetabilité les inventions ne présentant aucun caractère industriel, celles qui sont contraires à la loi et aux bonnes mœurs, et enfin les produits chimiques, compositions pharmaceutiques et remèdes. Est-ce à dire que lorsqu'un brevet sera demandé pour une invention visant l'une ou l'autre de ces catégories, l'Administration sera autorisée à rejeter cette demande, se faisant ainsi, contrairement aux traditions de la législation française, juge de la brevetabilité de l'invention?

L'on sait que le projet primitif enlevait au pouvoir judiciaire la connaissance de cette question de brevetabilité pour la donner au Ministre du Commerce. Cependant, afin de sauvegarder dans une certaine mesure les droits des inventeurs, ce texte prévoyait que la demande de brevet ne pourrait être repoussée qu'après avis du Comité Technique de la Propriété Industrielle.

Nous avons vu, lors de l'examen du paragraphe 1^{er} de l'article que nous examinons, que la Commission du Commerce de la Chambre avait, en 1925, rejeté la première exception apportée par le projet à la brevetabilité, en raison justement de l'attribution à l'autorité administrative de l'examen de la question

générale de la brevetabilité. Nous avons dit à ce propos que les observations du Commissaire du Gouvernement avaient été impuissantes à faire revenir la Commission sur son point de vue. Cependant, le Ministre du Commerce, M. Bokanowski, ayant insisté pour que les demandes visant les inventions ne présentant aucun caractère industriel pussent être écartées par l'Administration, la Commission consentit à rétablir ce paragraphe 1^{er}, mais ajouta à la fin de l'article une disposition réglant la procédure suivant laquelle la demande de brevet pourrait être rejetée.

Aux termes de cette disposition, le Comité Technique de la Propriété Industrielle devra faire connaître au demandeur qu'il estime que sa demande vise une invention non susceptible d'être brevetée aux termes de la loi. Celui-ci aura la faculté, dans un délai de deux mois à dater de cet avis, de porter la question de brevetabilité devant le Tribunal de la Seine pour la faire trancher. Faute par le demandeur de se pourvoir dans le délai prescrit, ou dans le cas où le tribunal se prononcerait pour la non-brevetabilité, la demande de brevet sera rejetée par le Ministre du Commerce. Telle est l'ingénieuse solution, consignée dans le deuxième rapport supplémentaire de M. Plaisant, qui assure au demandeur de brevet la protection éventuelle des tribunaux sans diminuer l'autorité du Ministre du Commerce dont la décision ne risque pas d'être cassée, cette décision est seulement suspendue pendant le temps que durera l'instance sur la brevetabilité. Cette procédure

confirme bien la tradition de la loi française qui fait du juge l'examineur du brevet.

*
**

De la nécessité du caractère industriel de l'invention, une discussion s'était élevée sur la question de savoir si les découvertes réalisées dans le domaine de l'agriculture et de l'horticulture étaient brevetables. C'est la question de la protection de la propriété horticole, qui a fait l'objet d'un décret du 5 décembre 1922 portant création d'un registre des plantes sélectionnées et d'un Comité de contrôle des semences. Emus par une décision d'une juridiction consulaire qui avait nié la possibilité d'une protection de la propriété florale, certains parlementaires ont repris, au cours de la législature actuelle, une proposition de loi déposée en 1924 par M. Ricolfi et ayant pour objet la création et la protection de la propriété horticole. Le gouvernement semble avoir considéré la question comme résolue par l'introduction dans le texte que nous étudions d'un article 66 qui déclare les dispositions du projet applicables aux inventions et découvertes réalisées dans le domaine de l'agriculture et de l'horticulture. Cet article a été adopté par la Chambre en 1927. M. de Monicault avait fait observer que cette disposition était rejetée à une place bien lointaine et avait suggéré que cet article 66 fût joint à l'article 2, observation qui n'a

pas semblé toucher le rapporteur. Nous nous permettrons cependant de penser que cette disposition eût été mieux à sa place si elle avait constitué, par exemple, un alinéa final de l'article 2 du projet.

**
**

Il résulte encore de cette nécessité du caractère industriel de l'invention que les découvertes d'ordre purement scientifique ne sont pas brevetables. Le savant qui fait une telle découverte ne dispose donc à l'heure actuelle d'aucune protection légale. A ce sujet, M. Plaisant a précisé que la protection de la propriété scientifique était à son avis entièrement distincte de l'institution des brevets et que ce problème devait donc être traité à part et écarté de la discussion d'une loi concernant cette institution.

De nombreux projets de loi ou de convention internationale tendent à combler cete lacune et le rapport de M. Plaisant, résumant l'état actuel de la question, expose dans sa partie générale la proposition de loi Barthélémy, celle de MM. Dalimier et Gallié, la proposition de convention internationale de M. le sénateur F. Ruffini ainsi que l'avis du Comité Technique de la Propriété Industrielle. Il estime que la solution de cette question ne peut pas être trouvée dans une adaptation forcée, et par conséquent faussée, des notions de brevet ou de droit d'auteur, mais dans une convention internationale.

« Aux difficultés insurmontables de la réalisation », écrit-il, « s'ajoute le trouble jeté dans la vie industrielle. » En dehors d'une conférence internationale emportant l'adhésion des grands pays civilisés, on ne saurait envisager une entrave nouvelle à la liberté d'exploitation et des transactions sans mettre la France en état de moindre résistance dans la lutte économique.

Au cours des débats du projet actuel à la Chambre, M. Bokanowski, Ministre du Commerce, sur la demande de MM. de Monicault et Borel, déclara, aux applaudissements de l'Assemblée, que le Gouvernement ne perdait pas de vue la question de la propriété scientifique qui avait fait l'objet de nombreuses délibérations du Comité Technique de la Propriété Industrielle et qu'il aiderait de toutes ses forces la Société des Nations à résoudre ce problème.

CHAPITRE V

De la demande de brevet

Pour profiter de la protection légale, l'inventeur doit remplir certaines formalités imposées par la loi et consistant essentiellement dans le dépôt d'une demande. Nous continuerons l'étude du projet de loi en examinant successivement les conditions de fond et les conditions de forme auxquelles est soumise l'obtention d'un brevet. Nous examinerons ensuite comment on peut protéger les changements, perfectionnements ou additions apportés à une invention brevetée.

1° *Conditions de fond*

Nous avons vu dans le premier chapitre de cette étude que le principe traditionnel de la législation française en cette matière, principe qui était déjà inscrit dans la loi de 1791 et qui est à la base de la loi du 5 juillet 1844, est celui de la libre délivrance du brevet. Réserve faite pour les cas exceptionnels que nous venons d'examiner à propos de la brevetabilité, le brevet régulièrement demandé sera tou-

jours délivré. Nous avons exposé les arguments que l'on fait valoir tant à l'appui qu'à l'encontre de ce système et nous avons vu que le projet actuel, après quelles hésitations, avait conservé à sa base ce principe traditionnel du droit français. Nous ne reviendrons donc pas sur cette question.

Si la loi française n'admet pas la thèse de l'examen préalable de la demande, elle accorde cependant à l'inventeur, depuis la loi du 7 mars 1902, la faculté d'expérimenter la valeur de son invention pendant un certain temps avant de la publier. Elle lui permet, en effet, de requérir expressément dans sa demande qu'il soit sursis pendant une année à la délivrance du brevet. L'inventeur peut ainsi mettre au point son invention avant de la livrer au public, tout en assurant provisoirement la protection de sa découverte. Aux termes de l'arrêté d'exécution de 1903, le demandeur a le droit de retirer sa demande pendant un an, mais il ne peut se faire rembourser la taxe qu'il a versée au moment du dépôt que s'il la retire dans les deux mois de ce dépôt.

Ce sursis à la délivrance présente cependant à l'égard des tiers l'inconvénient de les laisser pendant un an incertains sur le point de savoir si une demande de brevet a déjà été formée. Aussi ce délai ne peut-il se cumuler avec le délai de priorité accordé par l'article 4 de la Convention d'Union pour la protection de la Propriété Industrielle.

Le projet de loi, dans son article 12, vient amélio-

rer la disposition de la loi de 1902 en créant, conformément à une proposition de loi déposée le 28 février 1924 par M. Marcel Plaisant, ce qu'on a appelé le « petit brevet ». Aux termes de cet article 12, l'inventeur pourra demander l'ajournement de la délivrance du brevet à un an, moyennant le simple versement d'une somme de 50 francs à valoir sur le montant des taxes prévues à l'article 4 du projet. Si le paiement de ces taxes n'est pas complété dans les douze mois de la demande, celle-ci sera considérée comme abandonnée. La demande ordinaire de brevet devant être accompagnée, aux termes de l'article 4 précité, du versement d'une taxe de dépôt de 100 francs et d'une taxe de publication de 250 francs, le petit brevet, qui ne coûtera que 50 francs, pourra représenter une économie intéressante pour les inventeurs. Ainsi que nous le verrons plus loin, le projet comporte donc au point de vue de la durée de validité et du montant des taxes trois types de brevets qui s'offrent successivement à l'inventeur : petit brevet d'un an à 50 francs, court brevet de trois ans à 350 francs et brevet de vingt ans pour un montant total de 12.250 francs.

Ce petit brevet rendra encore aux inventeurs un service d'un autre ordre. Nous faisons allusion au certificat de garantie provisoire des inventions aux expositions. L'on sait qu'aux termes du décret du 17 juillet 1908, pris en exécution de la loi du 13 avril de la même année, l'exposant qui veut jouir en France de cette protection temporaire doit « se faire

« délivrer par l'autorité chargée de représenter officiellement la France à l'exposition un certificat de « garantie qui constatera que l'objet pour lequel la « protection est demandée est réellement exposé. » Cette demande doit être faite au cours de l'exposition et au plus tard dans les trois mois de son ouverture officielle, et accompagnée de la description de l'objet à protéger. D'après la doctrine française, ce certificat doit donner ouverture au droit de priorité. Cependant, en raison de l'extrême simplicité de sa délivrance, ce certificat est considéré comme un titre insuffisant par de nombreux pays étrangers qui refusent de le reconnaître. L'inventeur devait donc, pour se protéger efficacement, déposer une demande de brevet avant de faire figurer son invention dans une exposition. Le petit brevet lui assurera pour un prix minime la protection d'un objet exposé, grâce à un titre certain qui donnera ouverture au droit de priorité.

Cette question de la protection d'une invention figurant à une exposition nous conduit à parler ici de la disposition de l'article 7 du projet concernant la revendication du délai de priorité par le demandeur. L'on sait que la Convention d'Union accorde à l'inventeur qui a déposé une demande de brevet dans un des pays de l'Union le bénéfice d'un droit de priorité pour déposer une demande de brevet dans les autres pays adhérents pendant un délai d'un an. L'article 7 du projet dispose que si le demandeur veut se prévaloir du droit de priorité résultant soit d'un certi-

ficat de garantie, soit d'une première demande déposée à l'étranger en vertu de l'article 4 de la Convention, il devra en faire mention dans sa demande de brevet, et, en tous cas, fournir cette indication dans les soixante jours qui suivront le dépôt de la demande. Le projet sanctionne l'inobservation de cette formalité par la perte pour le demandeur de son droit de priorité ou du bénéfice de la protection temporaire dont il jouissait. Sans doute, cette indication était déjà exigée par l'arrêté du 11 août 1903, complété par celui du 23 janvier 1914, mais l'insertion de cette exigence dans la loi, et surtout la grave sanction qu'elle établit nous paraît digne d'être signalée. Le législateur va ainsi jusqu'au bout de ce que lui permet l'article 4 d) de la Convention, ainsi conçu :

« Chaque pays contractant déterminera les conséquences de l'omission des formalités prévues par le présent article, sans que ces conséquences puissent excéder la perte du droit de priorité. »

L'alinéa final de l'article 7 du projet règle le cas où le demandeur revendique la priorité de dépôts antérieurs multiples se rapportant à la même invention. Le projet gouvernemental de 1924 proposait d'admettre cette priorité pour quatre dépôts au maximum. La Commission du Commerce de la Chambre, par l'organe de son rapporteur, M. Marcel Plaisant, estima que cette limitation était dangereuse parce que trop rigide et proposa de confier à un décret — plus facile à réviser qu'une loi — le soin de déterminer le nombre maximum des dépôts pou-

vant bénéficier de cette priorité; les revendications de priorité dépassant ce maximum devant donner lieu au paiement d'une taxe spéciale dont le montant serait fixé par ledit décret.

Sur ces entrefaites, la question de la revendication de priorités multiples fut discutée à la Conférence de révision de La Haye, au cours de laquelle la France proposa d'ajouter à l'article 4 de la Convention un alinéa e) ainsi conçu :

« Aucun pays de l'Union ne pourra refuser une
« demande de brevet pour le motif qu'elle contient
« une revendication de priorités multiples, à moins
« que le nombre n'en dépasse quatre, et à la condi-
« tion toutefois qu'il y ait unité d'invention au sens
« de la loi du pays. Si l'examen révélait que la de-
« mande est complexe, le demandeur pourrait divi-
« ser la demande en conservant comme date de
« chaque demande divisionnaire la date du dépôt
« initial et le bénéfice de la priorité. »

Cette proposition fut vivement combattue par un certain nombre de délégations étrangères, notamment par la délégation britannique, et la Conférence se borna à adopter le texte suivant :

« Si une demande de brevet contient la revendi-
« cation de priorités multiples ou si l'examen révèle
« que la demande est complexe, l'Administration
« devra, tout au moins, autoriser le demandeur à la
« diviser dans des conditions que déterminera la
« législation intérieure, en conservant comme date de
« chaque demande divisionnaire la date de la de-

« mande initiale et, s'il y a lieu, le bénéfice du droit
« de priorité. »

En raison de ce texte, lors du nouvel examen de l'article 7 du projet de loi, M. Drouets, Commissaire du Gouvernement, fit observer que ce serait favoriser certains étrangers au détriment des Français que d'autoriser la revendication de priorités multiples puisque de nombreux pays se refusent à admettre cette revendication. Il proposa donc, « sans aller jusqu'à la thèse excessive de la correspondance stricte des demandes », d'adopter la solution déjà admise dans certains pays, notamment en Autriche, et qui semble la plus simple et la plus équitable : accorder au demandeur la faculté de revendiquer la priorité de plusieurs brevets unionistes se rapportant expressément à l'invention, à la condition de payer pour chaque demande revendiquée la taxe de dépôt. La Commission adopta cette manière de voir et l'alinéa final de l'article 7 fut ainsi rédigé :

« Le demandeur pourra valablement revendiquer,
« pour l'obtention d'un brevet, la priorité de plusieurs dépôts faits à l'étranger et se rapportant à
« la même invention, à la condition d'acquitter autant
« de taxes de dépôts qu'il y aura de dépôts étrangers
« revendiqués. »

Ce texte fut voté sans discussion par la Chambre des Députés dans sa deuxième séance du 24 mars 1927 et adopté sans débat par le Sénat.

Rapprochons de cette question de la revendication de priorités multiples le cas où la demande de brevet

est entachée de complexité, c'est-à-dire si, au lieu de ne concerner qu'une seule invention, cette demande en vise en réalité plusieurs. Aux termes de l'article 6 § 3 de la loi de 1844, reproduit dans le projet actuel sous l'article 7 § 3, la demande de brevet doit être limitée à un seul objet principal. Or il arrive souvent qu'une description soit complexe. En ce cas, sous l'empire de la législation actuelle, la sanction consiste dans le rejet de la demande. L'on justifie cette solution par des raisons fiscales et par le désir de renseigner exactement le public. L'inventeur peut bien ensuite décomposer sa demande primitive en plusieurs autres ne visant chacune qu'un objet unique, mais ces nouvelles demandes ne prennent date que du jour où elles sont elles-mêmes déposées. Il y a là un grand danger pour l'inventeur qui, se croyant protégé par son dépôt, peut avoir dans l'intervalle publié son invention; il se peut aussi que son droit de priorité se soit perdu.

Pour parer à ce danger, le projet prévoit donc, dans son article 18, que si, après avis du Comité Technique de la Propriété Industrielle, la description est reconnue complexe, le déposant sera autorisé à restreindre sa demande à un seul objet principal ou à présenter autant de demandes que celle-ci comportera d'inventions différentes; ces demandes divisionnaires prendront date du jour de la demande primitive.

Ainsi donc, en cas de complexité reconnue de la demande, le déposant pourra éviter le rejet de celle-

ci en la restreignant ou en la divisant en demandes séparées. C'est l'application pure et simple de l'article 4 alinéa e) de la Convention d'Union adopté par la Conférence de La Haye en 1925 et que nous avons cité plus haut.

2° *Conditions de forme*

Signalons tout d'abord que dans l'ensemble ces conditions restent les mêmes que sous le régime de la loi de 1844. Certains détails seulement ont fait l'objet d'aménagements nouveaux.

Les formalités imposées par la loi au demandeur de brevet consistent essentiellement en une demande, adressée au Ministre du Commerce et de l'Industrie, et déposée, dans les départements, au Secrétariat de la Préfecture, et à Paris à l'Office National de la Propriété Industrielle.

Celle-ci doit être accompagnée d'une description complète, sans restrictions, conditions ni réserves, de la découverte ou invention faisant l'objet de cette demande, avec les dessins, échantillons ou modèles nécessaires pour l'intelligence de cette description, le tout en double exemplaire. Cette description doit être en langue française et comporter un titre sommaire et précis.

Un décret déterminera la longueur des descriptions et le nombre de dessins pouvant être joints à la demande, ainsi que les conditions de dépôt des échantillons ou modèles que la loi de 1844 ne pré-

voyait pas. Si ces limites sont dépassées, le déposant paiera une taxe fixée par le décret.

Toutes ces pièces devront être signées par le demandeur ou son mandataire, dont le pouvoir, dispensé de toute formalité de légalisation, de timbre et d'enregistrement, restera annexé à la demande.

Pour le demandeur résidant à l'étranger, le projet de loi rend obligatoire la constitution d'un mandataire domicilié en France, qui n'était que facultative sous le régime de la loi de 1844. M. Marcel Plaisant, dans son rapport, estime que cette mesure est prise en faveur des étrangers, dont les droits seront ainsi mieux préservés, et qu'elle facilitera d'autre part la tâche de l'Administration.

Quoi qu'il en soit, c'est la première fois que l'on voit apparaître dans un texte officiel les ingénieurs-conseils en matière de propriété industrielle, dont la profession n'était pas jusqu'à présent réglementée par la loi en France. En effet, l'obligation imposée à l'étranger de constituer un mandataire implique pour l'Etat un ensemble de mesures en vue de réglementer les conditions dans lesquelles il sera permis à une personne d'être admise à remplir ce rôle. L'article 6 du projet exige, pour l'exercice de la profession d'agent de brevet, la jouissance des droits civils pour les Français, et, pour les étrangers, l'absence de toute condamnation soit en France, soit à l'étranger, de nature à entraîner, s'ils étaient Français, la perte de ces mêmes droits. Il laisse à un décret, qui sera rendu après avis du Comité Technique de la Pro-

priété Industrielle, le soin de régler les conditions dans lesquelles la profession d'ingénieur-conseil pourra être exercée.

L'on avait exprimé la crainte que cette obligation imposée à l'étranger de constituer un mandataire en France n'entraînât l'institution de mesures semblables dans les législations étrangères. En fait, cette obligation de passer par un mandataire domicilié dans le pays existe déjà dans de nombreuses législations étrangères et, par l'adoption de cette disposition, la France va rejoindre le groupe des très nombreux pays qui réglementent la profession d'ingénieur-conseil en matière de propriété industrielle, parmi lesquels se trouvent notamment l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, le Japon et la Suisse. Il est certain qu'il est de l'intérêt des inventeurs et de ces agents que la profession soit réglementée. Ces derniers sont, en effet, les confidents obligés de l'inventeur, les collaborateurs des agents de l'Office National, des avocats et des avoués, ils concourent éventuellement à faciliter le travail des magistrats. Il est donc indispensable que ces mandataires justifient d'un minimum de qualités de probité et de capacité. Pour cela, il importe d'entourer leur recrutement de garanties sérieuses et de prévoir des sanctions disciplinaires pouvant éventuellement priver un agent de brevets de son droit d'exercer la profession. Celle-ci, d'autre part, doit rester ouverte et indépendante. Il sera intéressant de voir comment le décret qui sera pris en exécution de cet article 6

réglera l'exercice de la profession en se plaçant à ces deux points de vue.

A ces conditions de forme que nous venons d'indiquer et auxquelles est soumise la délivrance du brevet, s'ajoute la production de la pièce justificative du versement des taxes prévues par l'article 4 du projet.

Un procès-verbal constatera chaque dépôt en énonçant le jour et l'heure de la remise des pièces et copie de ce procès-verbal sera remise au déposant. D'autre part, l'article 13 du projet indique que la délivrance du brevet donnera lieu à la perception d'une taxe spéciale au profit de l'Office National de la Propriété Industrielle. La liste des brevets délivrés sera publiée au Bulletin Officiel de la Propriété Industrielle. Cette publication consacre la pratique déjà suivie par l'Office et remplace la publication trimestrielle au Bulletin des Lois, prévue par la loi de 1844, de tous les brevets délivrés.

En ce qui concerne les brevets pris au nom de l'Etat pour une invention intéressant la défense nationale, l'article 17 du projet prévoit que ceux-ci pourront être délivrés sans publicité et seront conservés en l'état dans les archives de l'Office National.

Signalons encore la disposition de l'article 64 du projet, aux termes de laquelle :

« Lorsque l'échéance du paiement d'une taxe ou
« d'un délai quelconque, relatif à une formalité de la
« présente loi, coïncidera avec une fête légale, ou
« un jour où les bureaux seront fermés par décision

« administrative, le paiement de l'annuité ou l'ac-
« complissement de la formalité pourra être valable-
« ment effectué postérieurement le jour le plus
« prochain où les bureaux seront ouverts au public. »

C'est là une mesure qu'on ne peut qu'approuver.

Des changements, perfectionnements et additions

Il arrive très fréquemment qu'une invention fasse l'objet, postérieurement à la prise d'un brevet, de changements, perfectionnements ou additions; cela se produit même très généralement car l'on se rend compte par la pratique des mises au point nécessitées par les inconvénients de l'invention. Le projet actuel, tout comme la loi de 1844, distingue suivant que le perfectionnement est l'œuvre du titulaire du brevet ou de ses ayants-droit, ou l'œuvre d'un tiers.

Si, pendant la durée du brevet, le breveté apporte des perfectionnements à l'invention primitive, il a le choix, pour protéger ce perfectionnement, entre la prise d'un brevet indépendant ou la prise d'un certificat d'addition coûtant moins cher et non soumis au paiement d'annuités. Il doit pour l'obtenir remplir les mêmes formalités que pour la délivrance d'un brevet principal. Telle était déjà la solution de la loi de 1844, à laquelle le projet de loi n'apporte sur ce point aucun changement important.

Le certificat d'addition, étant l'accessoire du brevet principal, en est solidaire et prend fin avec lui, quelle

que soit la raison de cette fin : arrivée du terme, déchéance ou nullité. Cependant, l'article 24 du projet, innovant sur la loi de 1844, déroge à ce principe au cas où le brevet principal est déclaré nul pour défaut de nouveauté. Il se peut, en effet, qu'un inventeur se trompe sur la nouveauté de son invention mais que, au cours des travaux qui ont suivi la prise du brevet, il ait découvert véritablement quelque chose de nouveau qu'il a pris pour un simple perfectionnement et fait protéger comme tel par un certificat d'addition. Dans ces conditions, bien que le brevet principal soit nul, ce certificat d'addition ne sera pas annulé comme sous le régime de la loi de 1844, à condition que le breveté paye à leur échéance les annuités relatives au brevet.

Quand le perfectionnement est l'œuvre d'un tiers, celui-ci ne peut pas prendre un certificat d'addition, mais seulement un brevet de perfectionnement. On se trouve alors devant deux personnes dont l'une a seule le droit d'exploiter le brevet principal, mais n'a aucun droit sur le perfectionnement, et l'autre a un droit exclusif sur ce perfectionnement, mais ne peut l'exploiter, faute de droit sur le brevet principal. Certaines législations étrangères résolvent cette difficulté par un échange de licences obligatoires. Le projet n'a pas cru devoir adopter ce système, préconisé par l'Association Internationale pour la protection de la Propriété Industrielle, et a préféré s'en remettre aux brevetés du soin de voir où se trouve leur véritable intérêt et d'arrêter entre eux les con-

ditions de leurs exploitations réciproques.

La loi de 1844, dans son article 18, accordait au premier inventeur un droit de priorité d'un an sur les changements, perfectionnements ou additions apportés à son invention par un tiers. Si, pendant la première année du brevet, un tiers voulait faire breveter un perfectionnement à ce brevet, il devait, sous peine de nullité de sa demande, déposer celle-ci sous pli cacheté. Au bout de l'année le pli était ouvert et le brevet délivré; ce brevet, cependant, n'était valable que si l'inventeur principal n'avait pas lui-même, avant l'expiration de cette année, pris un brevet ou un certificat d'addition pour le même perfectionnement. Le projet actuel supprime cette disposition exorbitante qui ne s'appuie sur aucune raison défendable. Il était d'ailleurs impossible, en raison du grand nombre des brevets, de se plier à cette exigence de la loi de 1844.

CHAPITRE VI

Des obligations du breveté

Le breveté est soumis pour la conservation de ses droits à un certain nombre d'obligations. Ces obligations, d'après la loi de 1844, sont au nombre de trois : il doit d'abord payer une taxe annuelle; il doit ensuite exploiter son invention en France dans un certain délai et cette exploitation ne doit pas être interrompue pendant plus de deux ans; enfin le breveté ne doit pas importer en France d'objets semblables à ceux pour lesquels le brevet a été délivré. Faute par lui d'exécuter l'une quelconque de ces obligations, il est déchu de ses droits.

Nous examinerons successivement ces trois obligations.

1° *De la taxe*

Les inventeurs sont unanimes pour protester contre le principe d'une taxe. Ils prétendent qu'ils sont propriétaires de leurs inventions et que, par conséquent, l'Etat commet une véritable spoliation à leur égard en les astreignant au paiement d'une taxe pour

la conservation de leurs brevets. Ils réclament subsidiairement un meilleur aménagement de la taxe. Enfin, ils protestent surtout contre la sanction attachée par la loi à cette obligation, la déchéance du brevet.

Sans doute, le système idéal consisterait à reconnaître le droit de l'inventeur sans exiger de lui le paiement d'aucune taxe. Mais l'intérêt privé de l'inventeur se heurte ici à l'intérêt public, particulièrement à celui des finances de l'Etat : la nécessité de faire fonctionner l'Office National de la Propriété Industrielle, qui rend tant d'éminents services aux inventeurs et à l'industrie nationale, les frais de publication des brevets exigent et justifient amplement le paiement d'une taxe.

Ayant ainsi justifié le principe, examinons maintenant la question de l'aménagement de cette taxe.

D'après la loi de 1844, le prix d'un brevet était fixé, selon sa durée, à 500, 1.000 ou 1.500 francs, et le breveté avait la faculté de se libérer annuellement en payant une taxe uniforme de 100 francs, exigible chaque année et d'avance à la date anniversaire de la demande du brevet.

On a reproché à ce système de taxer l'inventeur de la même manière pendant les premières années du brevet, qui sont les plus difficiles, que pendant les dernières, au cours desquelles une exploitation réellement productive lui permet de supporter allègrement cette charge.

Pour ceux qui estiment qu'on favorise l'industrie

en encourageant les brevets, le principe d'une taxe progressive et peu élevée semble s'imposer. Ceux qui estiment, au contraire, que les brevets entravent les progrès de l'industrie veulent que l'élévation de la taxe rende plus rares les demandes de brevets.

La loi des finances du 31 décembre 1921, tout en augmentant leur taux, admit le principe d'une progressivité mitigée des annuités : aux termes de cette loi, le montant de la taxe annuelle était de 125 francs pendant les cinq premières années, 200 francs pendant les cinq suivantes et 300 francs pendant les cinq dernières années.

Depuis lors, un décret du 6 décembre 1926, pris en exécution de la loi du 3 août de la même année, est venu modifier encore le montant de la taxe qui s'élève actuellement à 300 francs pendant la première période, 400 francs pendant la seconde et 500 francs pendant la dernière.

Le texte du projet prévoit dans son article 4 une taxe de dépôt de 100 francs au profit de l'Etat et une taxe de publication de 250 francs, au profit de l'Office National de la Propriété Industrielle, enfin à partir de la quatrième année le paiement, au profit de l'Etat, d'une taxe annuelle, fixée pour cette quatrième année à la somme de 300 francs et augmentant progressivement de 50 francs tous les ans jusqu'à l'expiration du brevet. Ce texte, qui consacre le principe de la progressivité de la taxe, tient compte des nécessités financières dues à l'augmentation des frais d'impression des brevets, mais tend à éviter que

l'élévation de la taxe n'entraîne l'abandon d'un plus grand nombre de brevets. Il est inspiré du deuxième rapport supplémentaire présenté par M. Marcel Plaisant le 10 mars 1927 et a été voté par la Chambre et par le Sénat, repris par le Gouvernement et admis sans modification par la Commission du Commerce et de l'Industrie.

L'article 4 du projet accorde ainsi à l'inventeur, moyennant le paiement d'une somme de 350 francs, une protection de trois années. Cette disposition nous semble favorable à l'inventeur qui, jouissant d'une protection de trois années moyennant une somme relativement minime, aura le temps de mettre au point son invention et de trouver, s'il y a lieu, les capitaux nécessaires à son exploitation.

Quant au montant de la taxe annuelle fixé à 300 francs pour la quatrième année et augmentant de 50 francs par an, cette augmentation progressive constituera une charge normale d'une exploitation productive, elle ne semblera lourde que si l'invention est de peu d'importance.

*
**

Le paiement de l'annuité doit être effectué régulièrement tous les ans et d'avance à la date anniversaire du brevet. Faute de paiement à cette époque, le breveté est déchu de tous ses droits. Cette déchéance est

irrévocable, irrémédiable et les tribunaux ne peuvent se dispenser de la prononcer lorsqu'elle est constatée. « On a fait, dit M. Bédarride, de l'exactitude mathématique la condition irritante de la conservation « du droit. »

Jusqu'à la loi du 7 avril 1902, le breveté était tenu, aux termes de l'article 32 de la loi de 1844, d'acquitter la taxe annuelle avant le commencement de chacune des années de son brevet. Ce jour anniversaire passé, la déchéance était encourue sans aucun recours. La loi de 1902 est venue tempérer la rigueur de la sanction en instituant un délai de grâce de trois mois pour le paiement des annuités; elle y met cependant comme condition le versement par le breveté d'une taxe supplémentaire payable en même temps que l'annuité en retard et qui, augmentée en 1921 et en 1926, s'élève actuellement à 10 francs, 20 francs ou 30 francs, suivant que le paiement est effectué au cours du premier, du deuxième ou du troisième mois qui suit la date d'exigibilité de la taxe.

Les inventeurs, naturellement, protestent tous contre la déchéance attachée ainsi par la loi au défaut de paiement. Il semble difficile, cependant, d'attacher une autre sanction à cette obligation si l'on veut sauvegarder les intérêts du Trésor. Il est bien certain, en effet, qu'à défaut d'une sanction énergique, l'inventeur négligera trop souvent de payer les taxes afférentes à son brevet.

Pour donner satisfaction, dans la mesure du pos-

sible, aux desiderata des inventeurs, le projet de loi propose que le délai de grâce soit porté de trois à six mois, moyennant le paiement d'une taxe supplémentaire de 10 francs par mois de retard. Le projet accorde en outre un deuxième délai supplémentaire d'un an, moyennant le paiement du double du montant de l'annuité en retard. C'est donc en réalité un délai de dix-huit mois qui est accordé à l'inventeur pour payer son annuité.

La Commission du Commerce de la Chambre, allant plus loin, propose tout d'abord de prolonger de six mois le second délai de grâce, ce qui donnerait en définitive un délai de deux années pour le paiement d'une annuité. C'est là, nous semble-t-il, un délai bien long : les tiers ont, en effet, le plus grand intérêt à connaître rapidement le moment où le brevet tombe dans le domaine public et nous pensons qu'il est dangereux pour l'industrie de laisser trop longtemps en suspens les droits de la collectivité.

Reprenant ensuite une disposition votée par la Chambre et repoussée par le Sénat, la Commission propose en outre la faculté de ressusciter sous certaines conditions les brevets déchus pour irrégularité dans le paiement de la taxe.

Cette question de la restauration des brevets a été l'objet à la Chambre et dans la presse de débats passionnés. Lors de la discussion en 1927, la Chambre des Députés avait admis la possibilité pour le breveté, ayant encouru la déchéance faute de paiement

de la taxe, d'obtenir du Ministre la restauration de son brevet, à charge par lui de justifier des causes de son inaction et de payer le quintuple des annuités non acquittées, ou payées irrégulièrement. Cette restauration était admise « sous réserve des droits des tiers ». Le Sénat rejeta cette disposition. Nous voyons donc apparaître deux thèses différentes : celle de la Chambre, admettant la restauration des brevets, et celle du Sénat, repoussant jusqu'au principe même d'une telle restauration. La question est intéressante et mérite d'être examinée.

A l'appui de la thèse de la restauration, on invoque d'abord l'état d'esprit de l'inventeur, qui, une fois son brevet pris, passe à d'autres recherches et, absorbé par celles-ci, oublie de payer son annuité et laisse tomber le brevet qui aurait certainement fait sa fortune; on invoque également la pauvreté reconnue des inventeurs, pauvreté qui, en France, est devenue un axiome. Cette thèse est certes fort généreuse et se prête à d'admirables effets oratoires. Elle se heurte, selon nous, à des intérêts légitimes, les intérêts du domaine public. En effet, lorsqu'un brevet est déchu, l'invention tombe dans le domaine public et peut être librement exploitée. Il arrivera qu'un tiers, reprenant une invention, l'exploite, la mette au point et engage des dépenses importantes, fort de sa certitude de pouvoir librement exploiter l'invention. Qu'advient-il alors de ses efforts et de ses dépenses si le breveté peut restaurer son brevet? Sans doute, cette restauration n'est admise que « sous réserve des droits des

tiers », mais nous savons les nombreuses controverses auxquelles a donné lieu l'interprétation de cette réserve du droit des tiers dans la Convention Internationale de 1883, et l'on imagine sans peine quelles pourront être les inquiétudes de ce tiers qui a légitimement repris l'invention et se verra menacé pendant trois ans de voir restaurer ce brevet, sur la déchéance duquel il avait basé son exploitation. Il est possible qu'il ait engagé de grosses dépenses, il se peut même qu'il ait perfectionné l'invention et que ce soit justement grâce à ce perfectionnement que celle-ci est devenue pratiquement exploitable. Or quelle sera la situation de ce tiers quand le breveté malheureux, ou même négligent, aura obtenu la restauration de son brevet? Il y aura certes là matière à bien des procès et, même si pour éviter une action judiciaire le tiers exploitant consent à abandonner certains droits au breveté, ne se trouvera-t-il pas ainsi injustement chargé?

D'autre part, dans quel état le breveté reprendra-t-il le brevet? Nous entendons bien que ce sera seulement sous réserve des droits des tiers, mais quels seront ces tiers? Faudra-t-il pour conserver le droit d'exploiter l'invention avoir réellement fabriqué d'après le brevet tombé? Qu'advient-il alors de celui qui, intéressé par l'invention, qui n'est peut-être pas au point, aura entrepris des études compliquées et coûteuses, mais n'aura pu, en raison de ces recherches mêmes, commencer effectivement la fabrication? Si l'on refuse de reconnaître à ce tiers un droit

d'exploiter le brevet ressuscité, il y aurait là, à notre avis, une iniquité choquante. Si, au contraire, toute personne ayant entrepris des études pour exploiter est considérée comme tiers au sens du projet de loi, ne risque-t-on pas de ne rendre au breveté qu'un titre sans valeur réelle?

Il est évident que cette restauration enlèverait toute tranquillité à l'industrie. Au surplus, comme le fait très justement remarquer l'honorable rapporteur du projet au Sénat, M. Henri Roy, « c'est fausser le contrat passé entre la Société et l'inventeur qui est à la base du brevet ».

Quant à l'argument tiré de la pauvreté de l'inventeur, il nous semble contredit par ceux-là mêmes qui l'invoquent et mettent comme condition de cette restauration le paiement du quintuple des annuités non ou irrégulièrement payées.

On invoque encore à l'appui du principe de la restauration les législations étrangères, et notamment les lois anglaise, allemande et norvégienne. Si l'on jette un coup d'œil sur ces textes, l'on se rend compte que la restauration du brevet n'y est pas admise dans les conditions où ses partisans voudraient la voir introduire en France. La loi anglaise, en effet, prévoit que toute personne intéressée peut faire opposition à la restauration du brevet; la loi allemande n'accorde cette restauration que pour cas de force majeure et restreint étroitement à deux mois du jour où l'omission s'est révélée le délai pendant lequel la restauration peut être demandée; la loi norvégienne,

enfin, limite à une année le délai pour solliciter la restauration du brevet. Quant aux Actes de La Haye, qui, d'après les partisans de la restauration, la prévoient expressément, cet instrument diplomatique envisage dans son article 5 bis une alternative : l'extension du délai de grâce à six mois au moins, ou la restauration du brevet.

En résumé, la restauration des brevets nous paraît contraire au principe du contrat passé entre la Société et l'inventeur; cette mesure jetterait une perturbation profonde dans l'industrie française et risquerait de ne rendre au breveté qu'un titre illusoire; enfin l'étude des législations étrangères démontre que, dans les pays où elle est admise, cette procédure est étroitement limitée.

A notre avis, si l'on considère comme fondé le principe d'une taxe sur les brevets, il nous paraît indispensable, sous peine d'illogisme, d'appliquer rigoureusement les sanctions attachées par la loi à cette obligation. Une trop grande extension du délai de grâce nous paraît même dangereuse, car, en tout état de cause, il convient de ne pas laisser trop longtemps en suspens le sort du brevet.

2° De l'obligation d'exploiter

L'inventeur est obligé de mettre son brevet en exploitation dans un certain délai. Cette exigence n'est d'ailleurs pas particulière à la loi française et l'on peut aisément l'expliquer. Le monopole accordé

au breveté gêne en effet l'industrie, et, si l'inventeur n'exploite pas son brevet, la société se trouve injustement privée d'un bénéfice qui lui est dû.

Cette obligation est inscrite dans l'article 32, alinéa 2^e de la loi de 1844, qui imposait au breveté un délai de deux ans pour la mise en exploitation. Ce délai, par l'effet de la Convention Internationale de 1883, se trouve actuellement porté à trois années à compter du jour de la demande de brevet. La déchéance du brevet est la sanction de cette obligation. En outre, l'exploitation ne doit pas, sous la même peine, être interrompue pendant plus de deux années. Cette exploitation, d'après la jurisprudence, doit être sérieuse, réelle et effective; une exploitation simulée ne suffirait pas pour sauver le brevet de cette déchéance. Le caractère de l'exploitation est d'ailleurs souverainement apprécié par les tribunaux. En outre, la loi de 1844 admet le breveté à « justifier des causes de son inaction ».

On voit donc la différence profonde entre le caractère fatal de la déchéance faute de paiement régulier d'une taxe et le caractère de la déchéance pour défaut d'exploitation, laquelle n'est prononcée par les tribunaux qu'après examen de toutes les circonstances de fait qui ont pu retarder ou empêcher la mise en exploitation du brevet.

Cependant, si le principe de l'obligation d'exploiter est généralement admis, les intéressés s'élèvent depuis fort longtemps contre la sanction consistant dans la déchéance du brevet. S'inspirant des législa-

tions étrangères, notamment de la loi anglaise, beaucoup d'auteurs voulaient voir affirmer dans la Convention d'Union le principe de la licence obligatoire que la loi nationale aurait organisée pour chaque Etat. Dès 1901, le Congrès de Berlin avait adopté les conclusions d'un rapport très remarqué de M^e Allart tendant à l'organisation de la licence obligatoire. Le rapport général du Congrès de Liège en 1905, celui de M^e Taillefer au Congrès de Milan en 1906, ainsi que les rapports de M^e Lallier au Congrès de Nancy (1906), de M. Lavoix et de MM. André et Bède au Congrès International de Bruxelles concluaient tous à la suppression de la déchéance comme sanction de cette obligation d'exploiter. Ces efforts persévérants ont abouti, lors de la Conférence de La Haye, à l'inscription dans l'article 5 de la Convention d'Union de ce principe de l'organisation de la licence obligatoire :

« Toutefois, chacun des pays contractants aura la
« faculté de prendre les mesures législatives néces-
« saires pour prévenir les abus qui pourraient résul-
« ter de l'exercice du droit exclusif conféré par le
« brevet, par exemple faute d'exploitation.

« Ces mesures ne pourront prévoir la déchéance
« du brevet que si la concession de licences obliga-
« toires ne suffisait pas pour prévenir ces abus. »

C'est pour répondre à ces vœux et mettre la législation interne en rapport avec la Convention Internationale que l'article 46 du projet institue et organise le régime de la licence obligatoire. D'après

ce système, déjà suivi par un certain nombre de législations étrangères, le breveté n'encourt plus la déchéance faute d'exploitation dans les délais légaux, mais il est obligé de concéder des licences à quiconque lui en demande.

Le projet conserve le délai de trois ans pour la mise en exploitation du brevet, mais fait partir ce délai de la délivrance dudit brevet. Ce délai de trois ans est d'ailleurs un délai international inscrit à l'article 5 de la Convention d'Union. Le projet porte en outre à trois années le maximum du temps pendant lequel l'exploitation peut être interrompue, accordant ainsi la législation interne avec la Convention Internationale.

Avant d'être mis en demeure de concéder une licence, le breveté est appelé, comme par le passé, à justifier des causes de son inaction et peut, pour ce faire, présenter tous arguments de nature à excuser la non-exploitation du brevet. La jurisprudence antérieure, très libérale dans l'appréciation des circonstances excusant la non-exploitation, conserve ainsi toute sa valeur.

Ce n'est donc qu'après une défense, qui sera souverainement appréciée par les tribunaux, que le breveté sera mis en demeure de concéder une licence d'exploitation. Il pourra naturellement s'entendre directement avec le demandeur de licence et c'est seulement à défaut d'entente que la juridiction compétente sera appelée à fixer les conditions de cette licence.

Le projet gouvernemental prévoit à cet effet une procédure consistant en la présentation d'une requête au Ministre du Commerce à fin de citation du breveté devant une Commission arbitrale spécialement instituée par ledit projet. Cette requête devra être présentée dans un délai d'un mois après une mise en demeure restée sans effet; elle sera transmise au Président de la Commission et dénoncée au breveté dans un délai de quinzaine. La Commission du Commerce de la Chambre repousse l'institution de cette Commission arbitrale, à juste titre selon nous, et attribue la connaissance des concessions de licences obligatoires au tribunal de droit commun.

Au cas où les arguments présentés par le breveté ne seraient pas de nature à excuser son inaction, et à défaut d'entente entre lui et le demandeur de licence, la juridiction compétente appréciera alors « les garanties présentées par le demandeur de licence au point de vue de l'exploitation à entreprendre du brevet, statuera sur la demande de licence et en fixera le cas échéant les conditions »; elle aura donc les pouvoirs les plus larges pour fixer les modalités de la licence à accorder, en tenant compte des intérêts respectifs des parties. Elle déterminera la durée du contrat, son mode d'exécution, le montant et la nature des redevances ainsi que les garanties à exiger du demandeur de licence.

Cependant, comme l'exploitation industrielle d'un brevet est sujette à de nombreux aléas, il est possible que les conditions fixées à l'origine pour la concession

de la licence ne correspondent plus dans un assez court délai aux conditions de la vie économique. Il est juste qu'à ce moment ces conditions soient révisées. A cet effet, l'article 47 du projet prévoit la possibilité pour les deux parties d'obtenir la modification des conditions de la licence. Cette demande à fin de révision pourra être présentée après un délai de deux ans à dater du prononcé de la décision fixant les conditions de la licence, et avant l'expiration de la troisième année, et la procédure sera suivie dans les mêmes conditions que la demande de licence.

D'autre part, afin d'éviter que le premier licencié ne néglige lui-même d'exploiter le brevet dont licence lui a été accordée, et afin de parer éventuellement à une entente frauduleuse entre le breveté et le premier licencié, ce même article 47 prévoit qu'« il sera loisible à tout intéressé, pendant toute la durée du brevet, de présenter une nouvelle demande de licence ». La procédure pour ces nouvelles demandes de licence est semblable à celle de la première demande. En outre, les licenciés antérieurs seront avisés de cette concession et pourront, s'ils le jugent à propos, demander que les conditions de celle-ci leur soient appliquées.

Prévoyant les voies de recours contre les décisions rendues en matière de licence obligatoire, le projet précise que celles-ci ne sont pas susceptibles d'appel et ne pourront être attaquées que devant la Cour de Cassation pour vices de forme ou violation de la loi.

« Il est nécessaire, en effet, » dit M. Georges Boucheron dans son rapport, « qu'il soit statué dans un très bref délai. » Si cette raison nous semble avoir une certaine valeur en ce qui concerne la fixation même des conditions de la licence, l'argument tiré de la nécessité pratique d'agir rapidement nous paraît perdre beaucoup de sa valeur en ce qui concerne l'appréciation des faits pouvant justifier l'inaction du breveté. Celui-ci va ainsi se trouver privé d'une garantie essentielle, celle que lui donnait le second degré de juridiction, contre une appréciation inexacte qu'aurait pu faire de son attitude le premier degré de juridiction. Dans le projet primitif, il s'agissait d'une Commission arbitrale et le pourvoi en Cassation était seul recevable, mais le texte de la Commission du Commerce qui, tout en supprimant la Commission arbitrale, a conservé le principe d'un degré unique de juridiction, nous paraît présenter un certain danger pour le breveté. Peut-être est-ce là la rançon fixée par le projet pour le rachat de la déchéance pour défaut d'exploitation.

Sous cette réserve, l'organisation d'un système de licence obligatoire nous semble favorable d'abord aux brevetés, qui sont d'ailleurs unanimes à l'accueillir favorablement et y verront surtout la suppression d'une cause de déchéance. Les droits de la collectivité semblent également protégés, car, menacé à tout moment d'une demande formée par un tiers qui s'offrira à exploiter le brevet moyennant redevance, le breveté s'efforcera d'exploiter lui-même son invention afin

d'en conserver pour lui seul les bénéfices.

Il est inutile d'ajouter que les licences concédées conformément à l'article 46 du projet sont soumises à l'enregistrement sur le registre spécial de l'Office National de la Propriété Industrielle prévu à l'article 26. Au surplus, les termes très généraux de cet article 26 ne permettent aucun doute à cet égard.

3° *De l'interdiction d'importer*

Le breveté est encore soumis, pendant la durée de son brevet, à une troisième obligation, que l'article 32, alinéa 3° de la loi de 1844 formule ainsi :

« Sera déchu de tous ses droits :

.

« 3° Le breveté qui aura introduit en France des
« objets fabriqués en pays étrangers et semblables à
« ceux qui sont garantis par son brevet. »

Cette interdiction d'importer complète l'obligation d'exploiter en France et a pour but, dans l'esprit du législateur, de protéger l'industrie nationale contre la concurrence étrangère. On a voulu éviter qu'au moyen d'un brevet français on puisse, dans un cas donné, empêcher en France l'exercice d'une industrie ou la construction d'un appareil dont l'exploitation a lieu à l'étranger. Dupin, dans son rapport à la Chambre, disait : « La protection de la loi française ne
« peut être continuée au breveté quand, au lieu d'en
« faire profiter le travail national, il en reporte le
« profit aux travailleurs étrangers. » Cette obligation

est donc basée sur une idée protectionniste et vise surtout les brevetés étrangers, qui, ainsi que le fait très justement remarquer M. Marcel Plaisant, « marquent dans l'installation de leurs fabrications en France des hésitations, des atermoiements, ou se contentent de vains simulacres qui mettent en péril la validité de leur brevet. »

Cette interdiction faite au breveté d'importer en France des objets semblables à ceux garantis par son brevet est conservée par le projet que nous étudions.

Il faut d'ailleurs remarquer que cette disposition n'a que bien rarement l'occasion de s'appliquer. La Convention d'Union a, en effet, apporté une grave dérogation à l'article 32 de la loi de 1844 que nous avons rapporté plus haut. La plupart des lois modernes ayant, en effet, supprimé cette interdiction, la Convention a fait disparaître cette cause de déchéance par son article 5 ainsi conçu :

« L'introduction par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des pays de l'Union, n'entraînera pas la déchéance. »

La loi de 1906 ayant rendu cette Convention applicable aux Français dans leurs rapports entre eux, l'article 32, alinéa 3^e de la loi de 1844, n'a donc aujourd'hui qu'une portée d'application très restreinte. Il n'est guère applicable que lorsqu'il s'agit d'un étranger, un Russe ou un Turc par exemple, qui n'est pas ressortissant d'un des Etats de l'Union, ou

n'y est pas domicilié, et par conséquent ne peut réclamer le bénéfice de la Convention.

Cette obligation, dans les cas très rares où elle s'applique, comporte en outre deux atténuations prévues par la loi de 1844 et conservées par le projet actuel. Le Ministre peut autoriser l'introduction des modèles de machines et des objets fabriqués à l'étranger, destinés à des expositions publiques ou à des essais faits avec l'assentiment du Gouvernement. A ces deux exceptions, expressément prévues par la loi, la jurisprudence ajoute le cas où l'objet garanti par le brevet et fabriqué à l'étranger est introduit en France, non pour y être vendu, mais pour y être réparé. Cette importation est en effet favorable à la main-d'œuvre française et le but de la loi est atteint.

*
**

Signalons enfin que le projet, dans son article 63, oblige le breveté ou toute personne ayant droit d'exploiter l'invention à apposer sur les objets brevetés l'indication « brevet » et le numéro du brevet couvrant lesdits objets. Cette obligation, qui remplace l'approbation de la mention « breveté sans garantie du Gouvernement » est sanctionnée par une amende de 16 à 500 francs. Elle permettra aux industriels de connaître facilement le brevet protégeant l'objet, sans être astreints à des recherches longues et dispendieuses.

Le fait de prendre faussement la qualité de breveté sera puni d'une amende de 50 à 1.000 francs. Est punie de la même façon la prise de la même qualité de breveté sans indication concomitante du numéro du brevet.

*
**

En résumé, des trois causes de déchéance prévues par la loi de 1844, le projet actuel n'en conserve que deux : la déchéance pour l'introduction d'objets semblables à ceux couverts par le brevet, qui n'a que de très rares cas d'application, et la déchéance pour paiement irrégulier de la taxe. Il faut en outre remarquer, en ce qui concerne cette dernière cause de déchéance, que le législateur prévoit un ensemble de mesures qui aboutiront en fait à rendre très rares les cas involontaires d'application de cette cause de déchéance : l'extension du délai de grâce à dix-huit mois, ou même à deux ans, permettra, en effet, au breveté, d'éviter dans la plupart des cas cette déchéance, aux dépens peut-être de la collectivité dont les droits seront ainsi laissés en suspens pendant un assez long délai. Nous pouvons donc conclure, sans nous avancer beaucoup, que la tendance actuelle est favorable à l'inventeur car elle est orientée vers la suppression des causes de déchéance du brevet.

CHAPITRE VII

Des droits dont un brevet peut faire l'objet

Un brevet d'invention est par sa nature mobilier et peut, par conséquent, devenir l'objet de tous les droits qui dérivent de la propriété d'un meuble.

Le breveté, s'il n'exploite pas lui-même, peut céder son brevet ou en concéder des licences.

D'autre part, il peut avoir besoin de crédits et, pour s'en procurer, donner son brevet en nantissement.

Enfin, comme tous les autres biens du débiteur, le brevet est le gage des créanciers qui peuvent donc le saisir et le faire vendre à leur profit.

Nous allons donc étudier successivement la transmission des brevets, leur mise en gage et leur saisie.

1° *Transmission des brevets*

Il ne faut pas confondre la cession d'un brevet avec la cession d'une invention. La loi de 1844 n'a prévu aucune formalité spéciale pour cette dernière cession qui suit les règles générales régissant les autres contrats.

Par contre, la loi française a entouré de nombreu-

ses formalités les cessions de brevets. Ces formalités sont déterminées par l'article 20 de la loi de 1844, complété par la loi du 26 décembre 1908, ainsi conçu :

« La cession totale ou partielle d'un brevet, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ne pourra être faite que par acte notarié, et après le paiement de la totalité de la taxe déterminée par l'article 4.

« Aucune cession ne sera valable, à l'égard des tiers, qu'après avoir été enregistrée au Secrétariat de la Préfecture du département dans lequel l'acte aura été passé.

« L'enregistrement des actes passés dans le département de la Seine aura toutefois lieu dans les bureaux de l'Office National de la Propriété Industrielle.

« L'enregistrement des cessions et de tous autres actes comportant mutation sera fait sur la production et le dépôt d'un extrait authentique de l'acte de cession ou de mutation.

« Une expédition de chaque procès-verbal d'enregistrement, accompagnée de l'extrait de l'acte ci-dessus mentionné, sera transmise par les préfets, au Ministre de l'Agriculture et du Commerce dans les cinq jours de la date du procès-verbal. »

Telles sont les formalités prévues par la loi de 1844. La loi du 26 juin 1920 est venue prescrire une formalité supplémentaire dont il sera parlé ci-après.

Faute de l'accomplissement de ces formalités, la

cession sera nulle à l'égard des tiers.

Ces formalités ont pour but, tout d'abord, de donner une date certaine à la cession, ensuite d'assurer le cessionnaire contre l'éventualité d'un oubli de la part du breveté pour le paiement de la taxe, enfin de faire connaître à tous les intéressés que le brevet a changé de propriétaire.

La nécessité de se soumettre à toutes ces exigences est souvent un obstacle sérieux à la cession des brevets et le formalisme de la loi de 1844 ne répond plus aux besoins modernes. La rédaction d'un acte notarié n'est pas exigée par la loi pour la vente d'un fonds de commerce alors qu'elle est nécessaire pour la cession d'un brevet, accessoire de ce même fonds de commerce. En outre, ce formalisme est fort coûteux et constitue pour les brevets de médiocre importance une charge hors de proportion avec leur valeur vénale. Le paiement de la totalité des annuités, entre autres, ne peut s'expliquer que par des considérations fiscales : en vérité, comme le fait remarquer l'éminent professeur Percerou, l'Etat profite de ce que le breveté reçoit de l'argent pour se faire payer.

D'autre part, les mesures de publicité prévues par la loi de 1844 étaient insuffisantes, car les tiers ne savaient jamais où se renseigner.

La loi du 26 juin 1920, en son article 4, est venue prescrire la centralisation à l'Office National de la Propriété Industrielle de tous les renseignements concernant les brevets, et a organisé ce qu'on a

appelé « l'état civil des brevets ». D'autre part, dans la pratique de l'Office National, les cessions de brevets font l'objet d'une insertion dans le Bulletin Officiel de la Propriété Industrielle.

Le projet de loi, dans son article 26, ne conserve pas l'obligation de rédiger la cession par acte notarié et supprime également la nécessité de verser lors de la cession le montant des taxes restant à payer sur le brevet cédé.

En ce qui concerne les mesures de publicité, ce même article 26 consacre le système de la loi du 26 juin 1920, dont il reproduit à peu près textuellement les termes. Ce texte, consacrant la pratique de l'Office National de la Propriété Industrielle, prescrit en outre la mention dans le Bulletin Officiel de la Propriété Industrielle de toutes les mutations de propriété, concessions de droits d'exploitation ou de gage et radiations intervenues sur chaque brevet.

Cependant, l'exigence de l'acte notarié, si elle constituait une gêne pour les inventeurs peu fortunés, était pourtant une garantie contre les entraînements auxquels ceux-ci auraient pu se laisser aller, tentés par des offres de paiement comptant de sommes dérisoires. Aussi avait-on proposé, puisque cette garantie disparaissait, d'accorder à l'inventeur le droit à la rescision. Tenant compte de cette suggestion, la Commission du Commerce de la Chambre proposa d'ajouter à la fin de l'article 26 du projet une disposition prévoyant en faveur du vendeur l'ouverture de l'action en rescision pour cause de lésion, dans

les conditions de l'article 1674 et suivants du Code civil. C'est là une remarquable dérogation aux principes traditionnels du droit français qui réservait jusque-là cette action aux cas de ventes et de partages d'immeubles. Le législateur a jugé que le raisonnement de Tronchet concernant ces transmissions s'appliquait en matière de cession de brevets et que si le vendeur se contente d'un prix infime c'est qu'il a été trompé ou forcé par le besoin. Les objections que l'on fait au principe de la rescision pour cause de lésion s'appliquent en notre matière et il est vraisemblable d'ailleurs que l'exercice d'une telle action sera relativement rare. Des difficultés d'ordre pratique s'y opposent en effet : il sera assez difficile notamment, au cas où le brevet ne serait pas exploité au moment de la cession, d'apprécier la valeur de ce brevet et, par conséquent, s'il y a ou non lésion de plus des sept douzièmes. Cette valeur dépend également des brevets qui pourraient être pris pour des inventions subséquentes, ce qui échappe à toute prévision. Il peut paraître préférable, plutôt que d'admettre la rescision, de prévoir pour l'inventeur, comme le suggère le rédacteur de *La Propriété Industrielle*, déjà cité, une action en supplément de prix qui lui assurerait une rémunération équitable sans remettre en question la valeur du contrat de cession.

*
**

A côté du contrat de cession, il faut placer la concession de licence. La licence est le droit accordé par le breveté à un tiers d'exploiter le brevet sans que ceci entraîne cession d'une part quelconque de la propriété du brevet.

La loi de 1844 ne s'occupait pas de la concession de licence, aucune obligation de faire enregistrer un acte au Secrétariat de la Préfecture ou autre mesure de publicité n'était prévue pour ce contrat. C'était là une grave lacune de la loi et un grand inconvénient pour les tiers qui n'avaient pas le moyen d'être renseignés exactement sur l'état des droits d'exploitation concédés par le propriétaire du brevet. La loi du 26 juin 1920, dont nous avons parlé plus haut, est venue assurer la publicité de ces contrats en disposant que : « ... aucune cession ou concession d'exploitation ou de gage relativement à un brevet ne sera
« valable à l'égard des tiers qu'après avoir été inscrite
« sur le registre spécial des brevets d'invention, tenu
« à l'Office National de la Propriété Industrielle... »

Depuis cette loi, les tiers qui désirent être renseignés sur les concessions de licences affectant un brevet peuvent obtenir de l'Administration, moyennant une taxe modique, un état des inscriptions concernant ce brevet portées sur le registre spécial prévu par la loi. Il convient toutefois de remarquer qu'en

pratique les renseignements ainsi obtenus sont généralement incomplets car nombre de licences ne sont pas notifiées à l'Administration. D'autre part, les concessions de licences enregistrées à l'Office National ne sont pas mentionnées dans le Bulletin Officiel de la Propriété Industrielle.

Le projet de loi consacre le système de la loi de 1920 et, y ajoutant, prévoit la publication au Bulletin Officiel de la Propriété Industrielle de « toutes les « mutations de propriétés, concessions de droit d'exploitation ou de gage et radiations intervenues sur « chaque brevet. » Nous ne pouvons qu'approuver ces dispositions, qui, nous l'espérons, permettront aux tiers d'être renseignés exactement et rapidement sur la propriété d'un brevet et les charges affectant cette propriété.

2° *Nantissement des brevets*

La loi de 1844 ne s'occupe pas de la mise en gage des brevets. Aucune formalité spéciale n'a donc été prévue pour cette opération. Cependant, par cela même qu'il est un bien mobilier, le brevet peut être donné en nantissement, il suffit pour cela de remplir les formalités prescrites par l'article 2074 du Code civil : rédaction d'un écrit et remise du titre au créancier. Dans tous les cas, il n'y a point à se conformer aux prescriptions de l'article 20 de la loi de 1844 qui ne visent que les cessions.

La loi du 17 mars 1909 sur la vente et le nantissement des fonds de commerce prévoit le cas où le fonds de commerce vendu ou donné en nantissement comprend parmi ses éléments un brevet d'invention ou une licence. Le décret du 28 avril 1909, portant règlement d'administration publique, règle les conditions dans lesquelles il est procédé à l'inscription du privilège au Greffe du Tribunal de Commerce et à l'Office National de la Propriété Industrielle. Lorsqu'un nantissement est constitué sur un fonds de commerce comprenant un brevet, l'inscription de ce nantissement sur le registre spécial tenu au Greffe du Tribunal de Commerce ne suffit pas pour que ledit nantissement opère vis-à-vis du brevet. Il est nécessaire que mention en soit faite sur le registre spécial des brevets tenu à l'Office National. Cette mention est faite sur production d'un extrait de l'inscription au Greffe du Tribunal de Commerce. Rappelons que cette loi de 1909 ne concerne que les nantissements de brevets compris dans un nantissement de fonds de commerce.

Jusqu'à une époque récente, aucune mesure n'était donc prévue pour assurer la publicité des nantissements de brevets autres que ceux compris dans une opération plus large de nantissement du fonds de commerce tout entier. La loi du 26 juin 1920, en prescrivant l'inscription sur le registre spécial de l'Office National de la Propriété Industrielle de toute concession de droit de gage, est venue remédier à cet état de choses plein de dangers pour les tiers et

assurer la publicité des nantissements de brevets. En vertu de cette loi, tout nantissement de brevet, même isolé, doit, pour être opposable aux tiers, faire l'objet d'une inscription sur le registre spécial des brevets. Cette publicité, naturellement, ne peut se faire comme dans le cas de la loi de 1909, l'inscription est donc prise à l'Office National sur production soit de l'original de l'acte de nantissement si, comme c'est le cas le plus fréquent, celui-ci est rédigé sous signatures privées, soit, si le nantissement a été constitué par acte notarié, d'une expédition de cet acte.

L'article 26 du projet de loi prévoit expressément la mise en gage du brevet et soumet cette opération aux mêmes mesures de publicité que les autres actes de transmission ou de démembrement de la propriété d'un brevet. D'après cet article, par conséquent, ces nantissements devront faire l'objet d'une inscription sur le registre spécial de l'Office National et seront publiés régulièrement dans le Bulletin Officiel de la Propriété Industrielle.

3° *Saisie des brevets*

Le brevet, avons-nous dit, est, comme tous les autres biens du débiteur, le gage des créanciers : ceux-ci peuvent donc le saisir et le faire vendre à leur profit. Tous les auteurs sont d'accord sur le principe, mais la doctrine est divisée sur la façon de le mettre en pratique, car la loi de 1844 est muette encore sur cette question.

L'on sait que le Code de procédure civile prévoit pour les objets mobiliers deux sortes de saisies : la saisie-exécution, organisée dans les articles 583 et suivants, quand il s'agit de meubles corporels, et la saisie-arrêt, prévue par les articles 557 et suivants. On ne voit pas très bien, tout d'abord, laquelle de ces deux saisies pourrait s'adapter aux brevets. Certains auteurs ont soutenu que l'on pouvait recourir à la procédure de la saisie-exécution. Le créancier ferait saisir le titre du brevet, soit en expédition entre les mains du débiteur, soit en original entre les mains de l'Office National de la Propriété Industrielle, en le laissant naturellement en ce cas entre les mains de cette Administration. On procéderait ensuite à la mise en vente du brevet par adjudication et la mutation en résultant serait enregistrée à l'Office National. L'adjudicataire se ferait ensuite délivrer le duplicata du brevet qui lui serait nécessaire pour l'exercice de ses droits. Des objections très sérieuses ont été faites contre l'emploi de cette procédure de la saisie-exécution. Pouillet, notamment, fait remarquer que la saisie-exécution est organisée par la loi pour mettre sous la main de la justice les meubles corporels du débiteur. « Or, dit-il, le droit au « brevet constitue un bien essentiellement incorporel, « car on ne saurait admettre que ce droit s'incorpore « dans le titre délivré par l'Administration, titre qui « n'en est que la constatation. » La simple saisie du titre ou d'un duplicata ne saurait suffire à dépouiller le breveté et à donner au créancier un droit sur l'in-

vention garantie par le brevet. Devant ces objections cette opinion a dû être abandonnée.

D'autres auteurs ont proposé de recourir aux règles qui président à la saisie des rentes, mais ce système a dû également être abandonné.

On a alors songé à employer la procédure de la saisie-arrêt. « Le brevet, disent Picard et Olin, se « présente en réalité comme un objet appartenant à « un débiteur, l'inventeur, et se trouvant entre les « mains d'un tiers, le Gouvernement; or, aux termes « de l'article 557 du Code de procédure civile, cette « situation doit donner lieu à une saisie-arrêt, non à « une saisie-exécution. » Cependant, comme le tiers saisi est un dépositaire public, il n'y a pas lieu de l'assigner en déclaration affirmative. Dans la pratique, l'on suit cette procédure et l'on fait saisie-arrêt entre les mains de l'Office National de la Propriété Industrielle sur le brevet d'invention que l'on veut faire vendre.

Cependant, cette application de la saisie-arrêt aux brevets ne va pas sans soulever quelques difficultés. Suivant le droit commun en la matière, la saisie-arrêt a pour but de contraindre un tiers saisi à verser entre les mains du créancier les sommes qu'il doit au débiteur. Or l'Office National n'est pas le débiteur du titulaire du brevet, et appliquer en cette matière la procédure de saisie-arrêt c'est évidemment étendre la loi au-delà de ses limites. « Quel peut-être dans « ces conditions, dit Pouillet, l'effet d'une opposition « faite à l'Office? Tout au plus d'empêcher l'inscrip-

« tion sur le registre des cessions dont parle l'article
« 21. Mais la cession faite, même après cette oppo-
« sition, suivant les formalités de l'article 20, n'en
« serait pas moins valable à l'égard des tiers. L'ins-
« cription sur le registre de l'Office n'est qu'une for-
« malité accessoire de l'enregistrement à la Préfec-
« ture du lieu de la cession qui suffit pour constituer
« un enregistrement valable. » Nous savons qu'il n'en
est plus de même actuellement, en raison de la loi
du 26 juin 1920, d'après laquelle les cessions ne sont
opposables aux tiers qu'après inscription sur le re-
gistre de l'Office National.

D'autre part, si l'opposition a lieu entre la date du
dépôt de la demande et celle de la délivrance du
brevet, cette opposition ne peut faire obstacle à la
délivrance du brevet au demandeur, cette délivrance
remontant rétroactivement à la date de la demande
et l'Administration n'ayant pas à intervenir dans les
difficultés pouvant survenir à propos de la propriété
du brevet.

Dans la pratique, d'ailleurs, le saisissant est fort
embarrassé, après avoir fait son opposition entre les
mains de l'Office National, pour la réaliser pratique-
ment. Il faudrait, en effet, obtenir une expédition de
l'arrêté constituant le brevet et mettre cette expédi-
tion en adjudication; l'acquéreur serait ensuite inscrit
sur les registres de l'Office National comme ayant
bénéficié d'une cession judiciaire du brevet. L'on
voit toutes les difficultés que soulève cette procédure
qui n'est manifestement qu'un pis-aller.

L'article 27 du projet de loi organise de façon plus pratique la saisie du brevet. La centralisation à l'Office National de la Propriété Industrielle de tous les renseignements concernant les mutations et démembrements de propriété affectant les brevets a permis, en effet, d'organiser une procédure simple et efficace de saisie. Le projet applique les règles édictées par les articles 557 et suivants du Code de procédure civile pour la procédure de saisie-arrêt et par les articles 583 et suivants pour la procédure de saisie-exécution. L'Office National joue le rôle de tiers saisi, mais, conformément aux articles 561 et 569 du Code de procédure civile, les dispositions relatives à la déclaration affirmative ne lui sont pas applicables. La saisie-arrêt sur le brevet sera mentionnée sur les registres de cette Administration. Le jugement validant cette saisie ordonnera l'adjudication publique du brevet et le procès-verbal d'adjudication sera également inscrit sur les registres de l'Office National.

La saisie du brevet est donc organisée par le projet d'une façon pratique par la combinaison des règles prescrites dans le Code de procédure civile pour la saisie-arrêt et la saisie-exécution. Il sera ainsi possible aux créanciers de tirer effectivement parti de la saisie du brevet. De cette façon l'on pourra véritablement dire que le brevet, comme tous les autres biens du débiteur, est le gage des créanciers. Certaines associations, cependant, ont protesté contre cette disposition et ont réclamé l'inscription dans la

loi de l'insaisissabilité du brevet, ne comprenant pas que « l'insaisissabilité du brevet stérilise entre les « mains de l'inventeur l'objet dont il entendait tirer « profit. » La Commission du Commerce de la Chambre, saisie de cette protestation, l'a pour cette raison rejetée.

Signalons d'ailleurs que cette saisie des brevets était déjà organisée dans des conditions presque identiques par le projet gouvernemental de 1909 et a été votée sans aucune modification par la Chambre des Députés et le Sénat lors de la discussion en 1927 et 1928.

*
**

Si nous considérons maintenant l'ensemble des modifications apportées par le projet à la législation existante, nous pourrions constater que celles-ci dérivent toutes d'une même pensée : faciliter à l'inventeur le moyen de tirer parti de son brevet.

Si la simplification des formalités de la cession laisse le titulaire du brevet sans défense contre lui-même, la loi lui accorde le droit à la rescision pour lésion de plus des sept douzièmes. Peut-être serait-il préférable de lui accorder plutôt un droit à une simple action en supplément de prix.

Enfin les mesures de publicité, en permettant aux tiers de se renseigner exactement, et l'organisation de la mise en gage du brevet et de la procédure de saisie contribueront à fortifier le crédit de l'inventeur

et le mettront à même d'acquérir plus facilement des moyens de travail et des concours utiles au développement de son activité. Elles lui permettront de tirer parti de son brevet dès le début et d'en mobiliser la valeur.

CHAPITRE VIII

De la contrefaçon

De ce que le brevet est délivré aux risques et périls du demandeur, et sans aucune garantie du Gouvernement, il ne s'ensuit pas que la loi refuse toute protection au breveté. Au contraire, un brevet constitue un titre auquel foi est due, et le propriétaire de ce titre est en droit de poursuivre toute personne ayant porté atteinte aux droits nés de celui-ci et d'obtenir toutes réparations du préjudice subi par lui du fait de la contrefaçon. Ce droit de poursuite est le corollaire du privilège octroyé aux inventeurs.

Le projet de loi consacre à ce droit de poursuite les articles 50 à 61, groupés sous le titre VII « De la contrefaçon et des poursuites ». L'on pourrait d'ailleurs rattacher à ce titre l'article 62.

L'article 40 de la loi du 5 juillet 1844 définit la contrefaçon « Toute atteinte portée aux droits du « breveté, soit par la fabrication de produits, soit par « l'emploi de moyens faisant l'objet de son brevet », et attache à celle-ci une sanction à double caractère : caractère pénal pour la répression du délit et caractère civil pour la réparation du dommage.

De plus, s'écartant de la règle générale du droit commun que la bonne foi est exclusive de tout délit, la loi de 1844 porte contre l'auteur principal de la contrefaçon une présomption *juris et de jure* de mauvaise foi. Sous l'empire de cette législation, le contrefacteur par fabrication ou par usage ne peut exciper de sa bonne foi et la matérialité du fait de la contrefaçon en laisse supposer la criminalité. Le complice, au contraire, est admis à prouver sa bonne foi pour échapper à la sanction pénale. Le Ministre du Commerce exposait ainsi à la Chambre des Députés en 1843 les raisons de cette différence :

« Vous remarquerez, Messieurs, que le mot « *sciemment* » n'a pas été introduit dans la définition de « la contrefaçon même. Il existe, en effet, un dépôt « général où le fabricant peut et doit faire recher-
« cher les inventions brevetées avant d'appliquer son
« industrie à des objets nouveaux. Il est donc tou-
« jours coupable au moins de négligence ou d'impru-
« dence grave lorsqu'il a fabriqué des objets déjà
« brevetés au profit d'un autre.

« Mais on ne pouvait, sans une gêne excessive,
« imposer au commerce la même obligation de re-
« cherche; il convient donc de ne punir le vendeur
« et l'introducteur d'objets contrefaits que lorsqu'ils
« auront eu connaissance de la contrefaçon. »

Cette présomption de mauvaise foi peut se justifier lorsqu'il s'agit d'un contrefacteur par fabrication qui ne peut et ne doit pas ignorer le brevet, mais, en ce qui concerne le simple usager, cette présomption peut

aboutir parfois à des résultats choquants. M. Marcel Plaisant, dans son rapport, rappelle à ce propos une espèce où un marchand de chocolat avait été condamné comme contrefacteur par usage d'un procédé de construction en ciment armé parce qu'il avait bâti son usine sur des pieux et pilotis faisant l'objet d'un brevet.

Le projet de loi, revenant au droit commun, dispose qu'il n'y a pas délit si le contrefacteur administre la preuve de sa bonne foi et supprime par l'adjonction de cette disposition la présomption de mauvaise foi. D'après ce texte, par conséquent, l'auteur principal de la contrefaçon pourra, tout comme le complice, arguer de sa bonne foi pour échapper aux sanctions pénales édictées par la loi.

Cependant, les auteurs du projet ont pris soin de commenter dans le texte même la portée de cette disposition. L'article 50 du projet porte donc que « l'ignorance alléguée d'un brevet régulièrement publié ne pourra, à elle seule, être invoquée comme « preuve de bonne foi ». Ainsi, comme par le passé, le contrefacteur sera censé connaître tous les brevets régulièrement publiés.

Cependant, il ne suffira pas au contrefacteur d'alléguer sa bonne foi, il lui faudra de plus, pour échapper à la sanction pénale, apporter au tribunal la preuve de cette bonne foi. Par le fait qu'il invoque cette excuse, il devient en réalité demandeur à l'exception et il y a lieu de lui appliquer, conformément au droit commun, l'adage *onus probandi incumbit*

ei qui dicit. D'autre part, il aurait été généralement bien difficile, sinon impossible, au breveté de faire la preuve de la mauvaise foi de son contrefacteur. La présomption juris et de jure, établie par la loi de 1844 à l'encontre du contrefacteur, est donc remplacée dans le projet actuel par une simple présomption de droit qui peut être combattue par la preuve contraire. Nous savons que telle était la solution donnée par la loi de 1844 pour les cas de complicité.

Enfin, corrigeant encore ce que l'introduction de cette excuse de bonne foi en matière de contrefaçon peut avoir de dangereux pour le titulaire du brevet contrefait, le texte dispose que « toute atteinte portée, « même de bonne foi, aux droits du breveté pourra « donner lieu à une action civile contre l'auteur du « préjudice. » Par conséquent, même si la bonne foi est démontrée, l'auteur d'une atteinte portée au brevet restera tenu de réparer le dommage qu'il a causé au propriétaire du brevet.

L'excuse de bone foi ne permettra donc au contrefacteur que d'échapper à la sanction pénale. Du reste, on peut remarquer que le breveté s'inquiète beaucoup plus d'obtenir réparation du préjudice dont il a souffert dans ses intérêts particuliers que de faire prononcer contre l'auteur de ce préjudice une sanction pénale. C'est pourquoi le caractère correctionnel de l'action en contrefaçon tend de jour en jour à s'effacer davantage derrière le caractère civil d'une action en réparation.

Cette disposition de l'article 50 « toute atteinte por-

« tée, même de bonne foi, aux droits du breveté
« pourra donner lieu à une action civile contre l'au-
« teur du préjudice » est à rapprocher de l'article 57
du projet qui permet au tribunal correctionnel de
statuer, même en cas de bonne foi reconnue, sur les
réparations civiles réclamées par le breveté. Ainsi
donc, contrairement au droit commun, le juge correc-
tionnel pourra, même après avoir relaxé le prévenu
de contrefaçon, accueillir les conclusions prises par
le breveté, et, lui en adjugeant le bénéfice, lui allouer
des dommages-intérêts en réparation des atteintes
portées à son droit en dehors du délit de contrefaçon.

Ayant ainsi modifié le caractère correctionnel de
l'action en contrefaçon, le projet actuel apporte une
importante modification à la loi de 1844 en ce qui
concerne les personnes qui pourront obtenir une
réparation du préjudice causé par la contrefaçon. Il
admet, en effet, les concessionnaires de droits d'ex-
ploitation à intervenir dans l'instance introduite par
le propriétaire du brevet pour obtenir la réparation
du préjudice qui aura pu leur être causé par la
contrefaçon. Cette disposition, qui ne se trouvait pas
dans le texte voté par la Chambre en 1927, a été
ajoutée par le Sénat, sur la suggestion de sa Com-
mission du Commerce, qui justifiait en ces termes
l'adjonction de ce paragraphe :

« Il s'agit des licenciés auxquels la doctrine et la
« jurisprudence s'accordent à refuser le droit non
« seulement de poursuivre le contrefacteur du bre-
« vet, ce qui est juridique et rationnel, mais même

« de s'associer à la poursuite intentée par le breveté
« en vue d'obtenir de justes dommages-intérêts.

« Un arrêt de la Cour de Paris du 24 juillet 1912
« déclare avec une particulière netteté que le licencié
« est irrecevable à poursuivre les contrefacteurs,
« même assisté du breveté, et que la fin de non-
« recevoir tirée du défaut de qualité du licencié ne
« peut être considérée comme une exception de nul-
« lité rentrant dans les prévisions de l'article 173 du
« Code de procédure civile, mais est susceptible,
« étant d'ordre public, d'être opposée en tout état de
« cause. »

« Ainsi le licencié se trouve dans l'impossibilité
« absolue d'obtenir la juste réparation du préjudice
« à lui causé par une contrefaçon reconnue. »

Dans ces conditions, tout en ne pouvant de son propre chef poursuivre le contrefacteur, le licencié sera cependant en mesure d'obtenir réparation du préjudice qu'il aura subi dans son exploitation par suite de la contrefaçon. Cette mesure était d'ailleurs réclamée depuis longtemps par les intéressés et l'on ne peut qu'approuver la Haute Assemblée d'avoir inséré cette disposition dans le texte du projet.

Ayant ainsi déterminé les personnes qui peuvent intenter l'action en contrefaçon, ou intervenir à l'instance, examinons contre qui cette action peut être suivie. L'on sait que la loi de 1844, indiquant les faits de complicité, énumérait dans son article 41 que seraient punis des mêmes peines que les contrefacteurs ceux qui auraient « sciemment recélé, vendu

« ou exposé en vente, ou introduit sur le territoire « français un ou plusieurs objets contrefaits. » La jurisprudence avait tendance à donner à cette énumération un caractère limitatif. Pour mettre fin à cette incertitude, le projet de loi, dans son article 52, ajoute à cette disposition de la loi de 1844 « et tous complices » de telle sorte que tous ceux qui auront participé à la contrefaçon se trouveront frappés. La notion de complicité en matière de contrefaçon se trouve donc élargie par le texte du projet. Remarquons d'ailleurs que l'on ne trouve aucune restriction de ce genre dans la loi du 23 juin 1857 sur les marques de fabrique, pas plus que dans la loi du 19 juillet 1793 sur la propriété littéraire et artistique, ou dans la loi du 14 juillet 1909 sur les dessins et modèles. Il est apparu aux auteurs du projet qu'elle n'était pas justifiée pour les brevets d'invention et qu'il était préférable de revenir au droit commun. On ne peut que les en approuver.

Les peines punissant le délit de contrefaçon ne sont pas modifiées et restent telles que les avait fixées la loi de 1844 : amende de 100 à 2.000 francs, à laquelle peut s'ajouter un emprisonnement de un à six mois en cas de récidive. Signalons en passant que certaines associations d'inventeurs avaient demandé que les peines fussent doublées en cas de récidive. En ce qui concerne les réparations civiles, l'article 60 du projet dispose que la confiscation sera applicable au complice.

Le projet original prévoyait en outre que le cau-

tionnement exigible en cas de saisie serait imposé non seulement quand celle-ci serait requise par un étranger, mais aussi lorsqu'elle le serait par le déposant d'un brevet non délivré. Ce projet admettait, en effet, l'appel aux oppositions, ce qui pouvait retarder pendant un certain temps la délivrance du brevet; cette opposition ayant disparu du projet, cette obligation a également été supprimée.

Le projet contient encore un certain nombre de dispositions intéressantes concernant la procédure en matière de procès en contrefaçon.

Tout d'abord, pour mettre en harmonie la loi sur les brevets d'invention avec la loi sur les marques de fabrique, l'article 59 porte de huitaine à quinzaine le délai imparti au breveté pour faire délivrer un exploit d'ajournement sur le procès-verbal de saisie-contrefaçon.

D'autre part, ainsi que l'a fait remarquer M. Marcel Plaisant dans son rapport, « la question de la « rapidité dans la procédure, de la précision dans « l'appréciation des dommages, ont pris le pas sur « toute autre préoccupation. Le monde industriel qui « évolue sous la forme trépidante de la vie moderne « supporte avec impatience les rites consacrés de « notre procédure. L'inventeur, d'autre part, est souvent pauvre. Les jours qu'il passe en attendant le « déroulement du formalisme judiciaire pendant la « poursuite en contrefaçon sont autant de jours pendant lesquels le brevet se vide de sa substance. « Quand ce brevet triomphera dans le combat judi-

« ciale, il sera déjà vaincu dans la lutte commerciale. » Tenant compte de ces nécessités de la vie actuelle, le projet de loi prévoit un certain nombre de mesures tendant à rendre la procédure plus rapide et les résultats plus certains.

Tout d'abord, l'article 58 permet d'engager la procédure avant même que le brevet soit délivré, ce qui était jusqu'alors refusé par la jurisprudence, ainsi qu'en témoigne un récent arrêt de la Cour de Cassation. La procédure sera poursuivie comme auparavant, mais le breveté pourra opérer la saisie avant la délivrance du brevet, sur simple présentation du procès-verbal de dépôt et de la copie des pièces accessoires.

Ensuite, considérant que les instances en contrefaçon et toutes autres concernant les brevets sont longues et coûteuses, les auteurs du projet permettent, dans l'article 62, au Président du Tribunal ou de la Chambre saisie du litige, d'ordonner en référé une expertise. Jusqu'ici le Tribunal seul pouvait ordonner cette mesure lorsque l'affaire venait devant lui, c'est-à-dire souvent — à Paris, par exemple — dix ou douze mois après l'exploit introductif de l'instance. L'on sait d'ailleurs qu'en cette matière les procès donnent lieu à des plaidoiries longues et minutieuses pour n'aboutir souvent qu'à une simple expertise. Cette réforme permet donc de réaliser une grande économie de temps et de réduire par là les frais de procédure. C'était là, d'ailleurs, une réforme préconisée par tous les inventeurs et conseils en matière

de brevets. Il faudra, évidemment, que cette mesure ne soit ordonnée que dans les cas où sa nécessité sera évidente, sinon l'on risquerait d'aboutir à un supplément de frais inutiles. L'on peut, croyons-nous cependant, s'en remettre sur ce point à la prudence des magistrats.

Le Comité Technique de la Propriété Industrielle dressera annuellement une liste des personnes aptes à remplir la mission d'experts en matière de brevets d'invention. Cette liste sera portée à la connaissance des cours et tribunaux.

En vue de rendre plus précise l'appréciation de la contrefaçon, le projet décide dans son article 61 que « dans les cours et tribunaux composés de plusieurs « chambres, toutes les affaires concernant les brevets « d'invention seront renvoyées à une même cham- « bre ». C'est là une coutume suivie en particulier à Paris, où toutes les affaires concernant la propriété littéraire et artistique, les brevets d'invention, les marques de fabrique et la concurrence déloyale sont renvoyées devant la troisième chambre du tribunal civil de la Seine et la quatrième chambre de la Cour. L'expérience a démontré que les éminents magistrats qui siègent dans ces chambres y acquièrent une véritable autorité en ces matières pour le plus grand bien de la justice.

Aux mêmes fins, l'article 62 du projet porte que le tribunal saisi du rapport d'expert pourra, s'il le juge utile, ordonner l'audition des experts à l'audience.

Le projet confirme donc le rôle d'examineur du

brevet confié par la loi au tribunal.

Des modifications plus importantes avaient été proposées par certains groupements intéressés, qui avaient préconisé notamment la création de conseils d'arbitrage, à l'instar de certains errements suivis par les juridictions consulaires. Ces suggestions n'ont pas été accueillies par les auteurs du projet, qui ont estimé qu'elles présentaient de trop graves dérogations au Code de procédure civile et n'ont pas voulu que les inventeurs vécussent sous un régime d'exception.

Signalons encore, en ce qui concerne les juridictions compétentes en matière de brevets, que la Commission du Commerce de la Chambre, dans son dernier rapport, rejette d'une façon absolue le principe de l'institution de commissions arbitrales, organisées notamment dans les articles 41, 46 et 47 du projet. « De très vives critiques, dit le rapport, se sont, en effet, élevées contre les sentences rendues par des commissions, en particulier en matière d'application des lois sur les brevets. » Aussi la Commission a-t-elle estimé que les tribunaux ordinaires offraient beaucoup plus de garanties de compétence et d'impartialité puisqu'ils sont composés de magistrats n'appartenant pas aux milieux intéressés à la contestation. Elle a donc renvoyé toutes les contestations devant les tribunaux ordinaires en prévoyant toutefois la spécialisation de certaines chambres partout où elle serait possible.

Enfin, l'article 51 déclare, à l'instar de la loi

anglaise, que :

« Ne sera pas toutefois considéré comme portant
« atteinte aux droits du breveté l'emploi, à bord des
« navires étrangers, des moyens faisant l'objet de
« son brevet dans le corps du navire, les machines,
« agrès, apparaux et autres accessoires, lorsque ces
« navires pénétreront temporairement ou accidentel-
« lement dans les eaux françaises, sous réserve que
« ces moyens y soient employés pour les besoins du
« navire, et non en vue de la fabrication d'objets
« destinés à être introduits sur le territoire français,
« et que les pays auxquels ces navires appartiennent
« assurent des avantages analogues aux navires fran-
« çais. »

Le deuxième alinéa de cet article comporte la même tolérance de l'emploi des moyens faisant l'objet du brevet dans la construction ou le fonctionnement des engins de locomotion ou de transport étrangers pénétrant temporairement ou accidentellement en France. Ces dispositions soulèvent naturellement les protestations d'un grand nombre d'inventeurs. Cet article, cependant, ne fait qu'appliquer par avance l'article 5 ter nouveau de la Convention d'Union révisée à La Haye le 6 novembre 1925.

CHAPITRE IX

De l'extinction du monopole

Le monopole concédé au breveté prend fin naturellement par l'expiration de la durée pour laquelle il est concédé par la loi. Il peut aussi se terminer accidentellement par le prononcé de la nullité ou de la déchéance du brevet. Il peut enfin être retiré par l'Etat au breveté par voie d'expropriation.

Nous allons étudier successivement dans ce chapitre les différentes façons dont peut se perdre le droit né du brevet.

*
**

1° *De la durée du brevet d'invention*

Le brevet confère à l'inventeur un monopole d'exploitation. Ce monopole, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, est essentiellement temporaire et la durée en est arbitraire. Certains doctrinaires, posant en principe que le droit de l'inventeur est un droit de propriété, réclament la perpétuité de ce droit. D'au-

tres, moins exigeants dans leurs revendications, demandent que le brevet soit concédé pour toute la durée de la vie de l'inventeur et pendant cinquante ans après sa mort, c'est la durée accordée par la loi en faveur de la propriété littéraire. D'autres enfin réclament sa prolongation à 20 ou 30 ans. Tous demandent une prolongation de durée.

La loi de 1844 a fixé à quinze ans la durée maxima des brevets d'invention. L'expérience a révélé que cette durée est trop courte, car les premières années sont généralement absorbées par les essais, les tâtonnements, la mise au point de l'invention, et l'exploitation ne devient productive qu'après un certain nombre d'années. C'est pour ces raisons que la prolongation de la durée des brevets s'imposait.

Dans quelle mesure convient-il de prolonger la durée des brevets d'invention?

Repoussons tout d'abord, pour des raisons pratiques, la perpétuité du brevet, perpétuité qui aboutirait en fait à la paralysie générale d'une industrie au détriment de l'économie nationale.

L'assimilation des droits au brevet à la propriété littéraire est erronée. En matière littéraire ou artistique, « l'auteur opère dans les champs infinis de « l'imagination », en matière de brevets, l'inventeur dans la plupart des cas ne fait que perfectionner un appareil déjà existant. En outre, au point de vue pratique, l'application aux brevets de la durée des droits concédés en matière de propriété littéraire aboutirait aux mêmes inconvénients que la perpétuité.

D'autre part, il faut tenir compte du caractère international des brevets. Toute invention de quelque importance sera protégée non seulement en France mais dans la plupart des pays industriels, tels que l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis. Or ces différents pays n'accordent pas aux brevets une durée uniforme : l'Allemagne accorde 18 ans, l'Angleterre 16 ans, les Etats-Unis 17 ans, la Belgique 20 ans. En raison de cette situation, une invention couverte par exemple en Belgique et en Angleterre, deviendrait de libre fabrication dans ce dernier pays alors qu'en Belgique elle serait encore soumise pendant plusieurs années au monopole du breveté. Or l'objet fabriqué en Angleterre, n'ayant plus de tribut à payer au propriétaire du brevet, serait d'un prix moins élevé et pourrait concurrencer dangereusement le produit fabriqué en Belgique.

En l'état actuel des conventions internationales, un écart trop important entre la durée des brevets en France et dans les pays étrangers constituerait donc un péril pour l'industrie nationale. Néanmoins, la durée actuelle des brevets ne pouvait être maintenue et c'est pour permettre à l'inventeur d'amortir les frais engagés par lui pour l'exploitation de son brevet et pour que cette exploitation soit réellement productive que le projet actuel porte à 20 ans la durée du privilège. C'est le maximum qu'on puisse accorder tant qu'une convention internationale n'aura pas uniformisé la durée des brevets dans tous les pays.

Cette prolongation a d'ailleurs été adoptée sans observations par la Chambre des Députés et par le Sénat lors de la discussion du projet en 1927 et 1928.

2° *Des nullités et déchéances*

Les brevets qui poursuivent leur carrière sans que leur titulaire ait observé les règles que nous avons précédemment indiquées sont frappés de nullité ou de déchéance.

Les nullités ont pour cause un vice originaire du brevet. L'article 39 du projet, qui remplace l'article 30 de la loi de 1844, les énumère. Il ne comporte d'ailleurs par rapport à ce dernier que les changements rendus nécessaires par les modifications apportées par le projet à l'article 3 de la loi de 1844, ainsi que par la suppression de l'article 18 de cette même loi dont nous avons parlé ci-dessus. En effet, alors que la loi de 1844 prévoyait sept cas de nullité, le projet n'en comporte plus que quatre, cependant en réalité, et réserve faite de la suppression de la nullité résultant de l'article 18 de la loi de 1844, les causes de nullité sont restées les mêmes car les auteurs du projet se sont surtout appliqués à condenser dans une formule générale les causes de nullité énumérées par la loi de 1844.

L'on peut continuer à les ranger en deux groupes : celles découlant d'un vice de fond et celles ayant leur origine dans un vice de forme. Celles comprises

dans le premier groupe sont indiquées aux 1° et 2° de l'article 39 du projet, celles du second groupe aux 3° et 4°.

Pour ce qui est de l'alinéa 1°, qui vise le défaut de nouveauté, nous avons signalé plus haut qu'il apporte une aggravation aux exigences de la loi de 1844, puisqu'il admet comme destructifs de la nouveauté tous les brevets français demandés antérieurement au brevet argué de nullité, quelle que soit la date de leur publication. Cette disposition a été ajoutée en 1925 au projet primitif par la Commission du Commerce de la Chambre et admise sans discussion par la Chambre des Députés et par le Sénat. Elle nous semble logique, puisque les effets d'un brevet remontent à sa date de dépôt.

L'alinéa 2° groupe en les condensant les causes de nullité énumérées aux alinéas 2°, 3° et 4° de l'article 30 de la loi de 1844. Il correspond aux articles 2 et 3 du projet et sanctionne le défaut de brevetabilité.

Quant aux causes de nullité pour vices de forme, le projet n'apporte aucun changement aux cas visés par la loi de 1844 aux alinéas 5° et 6° de l'article 30. Nous savons que ces vices sont l'insuffisance ou la déloyauté de la description et l'inexactitude frauduleuse du titre.

Le projet, comme la loi de 1844, prévoit in fine une cause de nullité spéciale aux certificats d'addition : le non rattachement de ce certificat au brevet principal.

Nous voyons donc que le projet n'innove guère à ce point de vue sur la loi de 1844.

Les causes de déchéance, à la différence des causes de nullité, ne surviennent qu'au cours de l'existence du brevet et nous avons indiqué dans notre chapitre VI que des trois causes de déchéance instituées par la loi de 1844 le projet actuel n'en conservait que deux : la déchéance pour non-paiement d'une annuité, et celle pour importation d'objets semblables à ceux faisant l'objet du brevet. Nous avons signalé à ce sujet que les dispositions du projet rendraient peut-être moins fréquents les cas où le breveté encourrait involontairement la déchéance pour cause de non-paiement et qu'en raison des dispositions de la Convention d'Union la deuxième cause de déchéance n'aurait que très rarement l'occasion de s'appliquer.

En ce qui concerne les dispositions relatives aux actions en nullité et en déchéance, le projet actuel se borne à reproduire dans ses articles 42, 43, 44 et 45, en les adaptant au texte nouveau, les dispositions correspondantes de la loi de 1844. Il n'y a donc pas lieu de s'y attarder.

3° *De l'expropriation des brevets*

Le propriétaire d'un brevet d'invention peut-il, comme le propriétaire d'un immeuble, être exproprié pour cause d'utilité publique? L'on conçoit assez faci-

lement que l'expropriation d'un brevet soit justifiée par les nécessités de la défense nationale, ou même par les besoins de l'économie générale du pays et que dans certains cas l'Etat puisse intervenir, moyennant une juste et préalable indemnité, pour exproprier le titulaire d'un brevet.

En France, aucun texte ne prévoit l'expropriation des brevets. Le principe général formulé à l'article 545 du Code civil que toute personne peut être contrainte de céder sa propriété, pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste et préalable indemnité, semble cependant s'appliquer à la propriété industrielle comme à toute autre propriété. Pour ceux qui admettent que le droit de l'inventeur est un véritable droit de propriété, il est facile d'appliquer l'article 545 du Code civil aux brevets d'invention comme à tout autre bien. A plus forte raison, si nous estimons que le droit de l'inventeur sur son invention est une concession accordée par la bienveillance de la loi, comprendrons-nous la possibilité de retirer ce privilège au titulaire; il nous semble, en effet, qu'en raison de la nature plus fragile de ce droit on ne peut hésiter à l'admettre.

Les travaux préparatoires de la loi du 5 juillet 1844, les discussions de cette loi devant les Chambres contiennent des déclarations formelles à ce sujet : le législateur a réservé aux pouvoirs publics le droit d'exproprier le breveté si cela devenait nécessaire et l'on ne pourrait arguer du silence de la loi pour repousser le principe de l'expropriation pour cause

d'utilité publique. Pouillet fait remarquer à ce sujet que ce silence de la loi sur les formes à observer ne touche en rien au principe et qu'avant la loi de 1810 qui, la première a réglé l'expropriation des immeubles, on appliquait déjà le principe de l'article 545 du Code civil.

Quoi qu'il en soit, les lois sur l'expropriation ne visant que les choses corporelles ne peuvent être appliquées en matière d'inventions, celles-ci étant essentiellement incorporelles. Il résulte de cette situation que, pour permettre l'expropriation d'un brevet d'invention, une loi est nécessaire.

Si nous considérons les législations étrangères, nous pourrions constater que la plupart d'entre elles ont édicté des mesures expresses en cette matière. Nombre de ces lois, comme celles de l'Italie, de la Pologne, des Pays-Bas, de la Serbie et du Japon reconnaissent le droit pour l'Etat d'exproprier le titulaire d'un brevet d'invention au profit soit du domaine public et du Gouvernement, soit du domaine public seul, soit du Gouvernement seul, dans un but d'utilité publique ou pour les besoins de la défense nationale, avec ou même sans indemnité. D'autres lois imposent à l'inventeur l'obligation d'octroyer des licences lorsque l'intérêt public le commande.

En France même, pendant la guerre, il avait paru nécessaire d'instituer une procédure d'expropriation des brevets d'invention. Une loi du 12 avril 1916 vint permettre au Gouvernement de procéder par simple décret à l'expropriation des brevets d'invention inté-

ressant la défense nationale. Cette loi n'étant qu'une simple mesure de guerre a été abrogée par le décret du 13 décembre 1919. Cependant, comme certaines dispositions de cette loi caduque de 1916 transparaissent encore dans le texte du projet actuel, nous croyons utile d'en donner rapidement une idée. En vertu de ce texte, les Ministres de la Guerre et de la Marine étaient autorisés à prendre un décret d'expropriation ou d'exploitation d'un brevet au profit de l'Etat, après avis conforme d'une Commission spéciale nommée par décret et composée ainsi qu'il suit :

Un Conseiller d'Etat, Président;

Un représentant du Ministre du Commerce;

Un représentant du Ministre de la Guerre;

Un représentant du Ministre de la Marine;

Un représentant du Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et Inventions intéressant la défense nationale :

ces trois derniers ne disposant à eux tous que d'une seule voix. L'indemnité était fixée de gré à gré ou, à défaut d'entente, par trois arbitres désignés l'un par le ou les Ministères intéressés, un deuxième par l'inventeur et le dernier par les deux autres, ou, à défaut d'entente entre eux, par le premier Président de la Cour d'appel de Paris. La nomination des deux premiers arbitres devait avoir lieu dans le mois suivant la notification du décret à l'inventeur et la sentence devait être rendue dans les deux mois qui suivaient la constitution du tribunal arbitral, dont

les décisions n'étaient susceptibles que de pourvoi en Cassation pour vices de forme. D'autre part, le Ministre du Commerce pouvait, après avis de la Commission, interdire toute divulgation ou exploitation de l'invention et cette décision devait être notifiée à l'inventeur dans les trois mois du dépôt de la demande de brevet.

Cette loi, avons-nous dit, a été abrogée et l'expropriation est de nouveau impossible en France, si ce n'est par une loi.

Cette question de l'expropriation des brevets est une de celles que le projet de loi règle avec le plus de détails. Il y consacre la section II du Titre VI (art. 48 et 49). Avant de pouvoir apprécier l'œuvre du législateur, il est nécessaire, croyons-nous, en raison de l'intérêt particulier de l'Etat en cette matière, de reproduire l'exposé des motifs présenté par le Gouvernement à l'appui de son texte :

« L'expropriation apparaît comme nécessaire à l'en-
« contre des brevets pris par des étrangers ou même
« par des Français et qui peuvent avoir pour effet
« de paralyser l'industrie nationale. Il est indispen-
« sable, dans ce cas, que l'Etat puisse faire dispa-
« raître l'obstacle né du brevet en s'emparant de
« l'invention, moyennant indemnité, soit pour la met-
« tre dans le domaine public, soit pour concéder des
« licences à des conditions déterminées. L'expropria-
« tion se justifie également pour les inventions inté-
« ressant la défense nationale. On sait qu'à l'égard
« de ces inventions une solution temporaire, limitée

« au temps de guerre, était intervenue par le vote de
« la loi du 12 avril 1916, mais que cette loi a aujourd'hui
« disparu.

« Une loi spéciale aux inventions intéressant la
« défense nationale était en préparation dès avant la
« guerre, mais elle n'a pas encore été soumise au
« Parlement. Il semble qu'il y ait lieu, dans ces conditions,
« à l'exemple de la plupart des lois étrangères, d'incorporer dans la loi elle-même les dispositions
« indispensables visant l'expropriation des inventions, sauf à renvoyer à des règlements le
« soin d'en préciser la procédure et les détails d'application.

« Ajoutons encore que la faculté d'expropriation
« apparaît comme nécessaire, étant donné que le
« projet nouveau admet la brevetabilité des produits
« chimiques définis, même à usage exclusivement
« pharmaceutique. Si un remède de cette nature, intéressant
« spécialement la santé publique, venait à être découvert,
« il importe que si des abus se produisaient de la part du breveté dans l'exploitation
« de sa découverte, l'Etat puisse intervenir pour mettre,
« dans des conditions équitables, le remède à la portée de tous. »

Le principe étant ainsi justifié dans l'intérêt supérieur de l'Etat, il nous reste à analyser les modalités d'application de ce principe.

L'article 48 du projet donne le droit au Ministre du Commerce et de l'Industrie d'exproprier, pour cause d'utilité publique, l'inventeur de son invention,

en tout ou en partie, dans l'intérêt de la défense nationale. La question de l'expropriation des brevets étant déjà réglée d'autre part pour le temps de guerre par l'article 11 du projet de loi sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre, les articles 48 et 49 du projet concernent uniquement l'expropriation pour le temps de paix, laquelle ne doit évidemment être permise qu'avec beaucoup de circonspection. Toute procédure d'expropriation évoque, en effet, l'idée d'un conflit entre les intérêts de l'Etat ou de la collectivité et les droits sacrés de l'individu, et il convient de ne pas sacrifier les uns aux autres. Nous examinerons donc si le texte proposé édicte à cet égard les mesures indispensables pour garantir le titulaire d'un brevet contre une dépossession non ou insuffisamment justifiée, et, au cas où l'expropriation serait prononcée, s'il lui assure une juste et réelle indemnité.

Cette procédure d'expropriation se divise en trois phases :

1° L'avis préliminaire d'une Commission extraordinaire;

2° Le décret d'expropriation;

3° La fixation de l'indemnité à verser au titulaire du brevet exproprié.

Aux termes du projet, le Gouvernement doit, avant le décret prononçant l'expropriation, obtenir l'avis d'une Commission extraordinaire qui appréciera le caractère d'utilité publique de la mesure projetée. Cette Commission, aux termes du projet primitif,

était composée d'un Conseiller d'Etat, Président, d'un représentant du Ministre du Commerce, d'un Membre de la Chambre de Commerce de Paris, auxquels était adjoint, avec voix consultative seulement, un représentant du Ministère spécialement intéressé à l'expropriation. C'était, légèrement modifiée, la Commission instituée par la loi de 1916 dont nous avons parlé plus haut.

La composition de cette Commission fut modifiée par la Chambre, sur l'avis de sa Commission du Commerce. Celle-ci proposa de remplacer le Conseiller d'Etat par un Conseiller à la Cour de Cassation, c'est-à-dire un agent du pouvoir exécutif par un magistrat de l'ordre judiciaire qui paraît présenter plus de garanties d'indépendance. Elle substitua au représentant du Ministre du Commerce un Membre du Comité Technique de la Propriété Industrielle, où les droits des inventeurs et de l'Etat sont défendus par des techniciens qualifiés. En outre, elle ajouta un représentant de l'inventeur pour faire équilibre au représentant du Département intéressé. La Commission du Commerce essaya donc, malgré les observations du Commissaire du Gouvernement, d'atténuer quelque peu sur ce point l'étatisme très prononcé du projet de 1924.

La deuxième phase de la procédure est marquée par le décret d'expropriation. Ce décret ne peut être pris par le Ministre qu'après avis conforme de la Commission extraordinaire, qui aura été à même d'apprécier le caractère d'utilité publique de la me-

sure envisagée. Ce décret réservera à l'Etat l'exploitation de l'invention, soit dans ses ateliers, soit pour son compte dans les ateliers de l'industrie privée; il fixera aussi l'étendue de l'expropriation. Le projet de 1924 réservait de plus à l'Etat le droit de concéder des licences à des industriels, comme peut le faire un acquéreur ordinaire. Cette disposition a été rayée par la Commission du Commerce de la Chambre, qui a estimé, à juste titre, que l'expropriation serait détournée de son but si elle permettait à l'Etat d'exproprier un inventeur pour faire ensuite de son brevet l'objet d'une spéculation commerciale.

Enfin, dernière phase de cette procédure si complexe, l'indemnité due au titulaire du brevet exproprié sera fixée, de gré à gré s'il se peut, ou, en cas de désaccord, par la Commission arbitrale de l'article 46 à laquelle seraient adjoints deux autres magistrats de la Cour de Paris, désignés par le Premier Président de cette Cour. La Commission du Commerce de la Chambre, proposant dans son dernier rapport de supprimer la Commission arbitrale de l'article 46, donne compétence au tribunal civil pour la fixation de cette indemnité. Celle-ci devra être payée dans un délai de trois mois à dater de la décision de la Commission arbitrale, et, au plus tard, dans un délai d'un an à partir de la date du décret d'expropriation. Elle portera intérêts à partir de cette dernière date.

D'autre part, le Ministre intéressé pourra renoncer à l'expropriation tant qu'aucune somme n'aura été

versée à l'intéressé, ou, au plus tard, dans un délai de six mois à dater de la décision ayant fixé cette indemnité. Une indemnité pourra dans ce cas être allouée au breveté.

Dans le cas où l'invention doit être exploitée par l'Etat, le Ministre intéressé pourra toujours, au lieu de recourir à l'expropriation, réclamer une licence d'exploitation.

Le projet prévoit, dans son article 49, que le décret d'expropriation relatif à une invention intéressant la défense nationale pourra en interdire toute divulgation ou exploitation; cette interdiction devra être notifiée à l'inventeur dans le délai d'un mois de la date du décret, et, au plus tard, dans les six mois de la date du dépôt des brevets. Toute divulgation postérieure, soit en France, soit à l'étranger, sera punie des peines prévues par la loi du 18 avril 1886 sur l'espionnage.

Mention de l'expropriation d'un brevet sera, bien entendu, portée sur le registre spécial prévu à l'article 26.

Cette question de l'expropriation des brevets fit l'objet, lors de la discussion du projet à la Chambre des Députés, de vives attaques de la part de plusieurs des membres de l'Assemblée, qui estimaient insuffisantes les garanties accordées au breveté par le texte du projet.

Ces critiques portèrent notamment sur la nécessité de reconnaître au titulaire du brevet le droit à une indemnité non seulement juste — ce qui est tout

naturel — mais encore préalable, telle que la prévoit l'article 53 de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation des immeubles. Ce qui frappe tout d'abord, en effet, dans le texte proposé au Parlement, c'est qu'il ne prévoit qu'une « juste indemnité », sans ajouter à cette expression le qualificatif « préalable », qui vient tout naturellement à l'esprit pour compléter celle-ci lorsqu'on parle d'expropriation.

Cette objection, soulevée notamment par M. Jacques Poitou-Duplessy par voie d'amendement, et par M. Reibel, fut combattue par le rapporteur, M. Marcel Plaisant, et par le Ministre du Commerce, qui alléguèrent la nécessité où le Gouvernement pouvait se trouver d'user d'une très grande célérité pour exproprier un brevet. Cependant, s'agissant d'expropriation en temps de paix, il semble que l'Etat expropriant pourrait attendre la fixation et le paiement de l'indemnité pour entrer en possession de l'invention. Quoi qu'il en soit, l'amendement de M. Poitou-Duplessy fut repoussé.

Toutefois, afin de donner un certain apaisement aux partisans du paiement préalable qui craignaient que les intérêts de l'inventeur ne fussent sacrifiés, la Chambre, sur la demande de M. Reibel, ajouta à la première phrase du 5^e alinéa de l'article 48 du projet une disposition obligeant l'Etat à payer l'indemnité au plus tard dans le délai d'un an de la date du décret d'expropriation. En outre celle-ci portera intérêts à dater du jour de ce décret. Ce correctif pallie dans une certaine mesure au refus.

de la Chambre d'accorder le paiement « préalable » de l'indemnité, le titulaire du brevet sera légalement sûr d'être payé dans le délai d'un an. Pratiquement, nous nous permettrons de penser que cette assurance ne vaut pas la garantie donnée par la loi de 1841, aux termes de laquelle l'exproprié reste en possession jusqu'au paiement de l'indemnité d'expropriation.

On objecta également que la formule « cause d'utilité publique » était trop vague et susceptible de donner lieu à des abus. M. Poitou-Duplessy, notamment, exposant les solutions données par un certain nombre de législations étrangères, proposait de substituer à cette formule, selon lui trop généreuse, l'énumération des trois cas visés par le Gouvernement dans son exposé des motifs de 1924 : expropriation des brevets susceptibles de paralyser l'industrie nationale, d'intéresser la défense nationale et la santé publique. Il invoquait notamment la loi autrichienne, qui exige qu'il s'agisse de « l'intérêt de l'armée » ou de tout autre intérêt supérieur de l'Etat et le décret italien de 16 octobre 1924, qui n'applique l'expropriation qu'aux inventions intéressant la défense nationale. Il faisait observer, en outre, que d'autres pays, comme les Etats-Unis, n'admettent pas l'expropriation en temps de paix.

M. Marcel Héraud, d'autre part, montrant les dangers que présenterait l'expropriation organisée par l'article 48, exprima la crainte que la Commission gouvernementale ne pût déposséder l'inventeur à bas prix. Il proposa de n'admettre l'expropriation que

pour les inventions intéressant la défense nationale et, pour les autres, « celles dont la vulgarisation présente un intérêt général », de prévoir le droit pour le Ministre intéressé de provoquer un décret rendant la délivrance de licences d'exploitation obligatoires pour le breveté. Sur les explications du Ministre du Commerce et du rapporteur, cet amendement fut finalement retiré.

Le Sénat, tenant compte des objections formulées à la Chambre, a restreint aux seuls besoins de la défense nationale le droit exceptionnel d'expropriation concédé à l'Etat. L'on a estimé, en effet, à la Haute Assemblée, que cette limitation était suffisante pour le temps de paix. Le rapport de la Commission du Sénat prévoyait d'ailleurs qu'en cas de guerre, si une extension de ce droit était nécessaire, il pourrait y être pourvu par une loi spéciale analogue à celle qui fut votée le 12 avril 1916. Le projet porte donc :

« Le Ministre du Commerce et de l'Industrie peut
« être autorisé par décret, moyennant une juste in-
« demnité à payer aux inventeurs ou à leurs ayants-
« cause, à exproprier, pour cause d'utilité publique...
« les inventions intéressant la défense nationale fai-
« sant l'objet de brevets délivrés ou de simples
« demandes de brevets. »

Le texte prévoit encore que l'expropriation ne pourra, en temps de paix, être poursuivie que pendant les trois premières années de la durée du brevet. M. Poitou-Duplessy avait, en 1927, demandé vainement à la Chambre de limiter à six mois ce

délai, afin, disait-il, que les inventeurs n'allassent point, devant une menace trop prolongée, déposer d'abord leurs brevets à l'étranger.

M. Poitou-Duplessy tenta encore sans résultat d'obtenir la suppression de l'alinéa 6 de l'article 48, qui autorise le Ministre à renoncer après coup à l'expropriation, ou tout au moins de substituer en ce cas à la simple faculté l'obligation d'indemniser le breveté. Le Ministre du Commerce fit observer que c'était à dessein que le texte prévoyait seulement la faculté pour l'Etat d'accorder dans ce cas une indemnité, le brevet pouvant se révéler dénué d'originalité lors de son examen par la juridiction chargée de fixer l'indemnité d'expropriation.

Pour conclure, le principe d'une telle expropriation nous paraît trouver sa justification dans l'intérêt de la défense nationale. En ce qui concerne la procédure instituée par le projet, il peut sembler que ce dernier soit assez fortement marqué d'étatisme, malgré les nombreuses atténuations apportées à ce texte par le Parlement. Il faut cependant remarquer qu'il était difficile d'adapter à cette matière la loi de 1841 sur l'expropriation des immeubles. D'autre part, les intérêts des inventeurs ne nous paraissent pas aussi sacrifiés que beaucoup semblent le craindre : le décret d'expropriation ne pourra être pris qu'après avis conforme d'une Commission spéciale comprenant un représentant de l'inventeur; de plus, puisque le projet actuel supprime les Commissions prévues par le projet primitif, l'indemnité sera fixée par le

tribunal civil qui semble présenter certaines garanties d'indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif; d'autre part, toutes les affaires concernant les brevets doivent, conformément à l'article 61 du projet, être renvoyées devant la même chambre, dont les magistrats, par leur spécialisation dans ces affaires, seront à même d'apprécier sainement la valeur du brevet; enfin, l'indemnité devra être versée au plus tard dans le délai d'un an de la date du décret d'expropriation.

Dispositions transitoires

Signalons enfin, à titre de renseignements complémentaires, que le projet prévoit, dans son Titre VIII, un certain nombre de dispositions transitoires que nous nous bornerons à énumérer.

La loi ne deviendra exécutoire que six mois après sa promulgation, à l'exception toutefois des articles 4 (prolongation de la durée et taxes), 12 (petit brevet), 17 (brevets pris par l'Etat), 22 (certificats d'addition), 41 (déchéances), 64 (jours ouvrables), 70 (prolongation à 20 ans) et 71 (exécution des contrats de la quinzième à la vingtième année) qui seront immédiatement applicables. Des décrets, rendus après avis du Comité Technique de la Propriété Industrielle, détermineront toutes les dispositions nécessaires pour l'application de la loi.

Cette loi sera applicable à l'Algérie. Des décrets

pourront en régler l'application dans les colonies et dans les pays de protectorat de l'Indo-Chine, avec les modifications qui seront jugées nécessaires.

Les lois des 5 juillet 1844, 31 mai 1856 et 7 avril 1902 et les articles 3 et 4 de la loi du 26 juin 1920 et du décret du 6 décembre 1926 seront abrogés à compter du jour d'entrée en vigueur de la loi nouvelle.

Les procédures commencées avant cette entrée en vigueur seront mises à fin conformément aux lois antérieures.

Toute action en contrefaçon ou en nullité ou déchéance du brevet non encore intentée sera suivie conformément aux dispositions de la loi nouvelle, alors même qu'il s'agirait de brevets délivrés antérieurement.

L'article 70 du projet tranche une série de conflits qui pourraient s'élever entre la loi de 1844 et la loi nouvelle.

Les brevets qui n'auront pas atteint le terme de leur durée légale au moment de la mise en vigueur de la loi nouvelle seront prolongés à vingt ans, moyennant le paiement des annuités conformément aux dispositions du projet. Au cas où les annuités auraient été versées, les brevets conserveront leur durée de quinze ans, à moins que dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la loi les propriétaires n'en réclament la prolongation. En ce cas, ces derniers auront à acquitter la différence entre le montant des sommes précédemment versées et l'an-

nuité calculée d'après le nouveau tarif.

Enfin, le projet accorde aux brevetés ayant bénéficié de la prolongation de la loi du 8 octobre 1919 le bénéfice de la prolongation accordée par le projet actuel. L'on pourrait ainsi voir des brevets d'une durée de vingt-huit ans. Toutefois, les titulaires des brevets ainsi prolongés devront, à partir de la vingt et unième année de celui-ci, accorder des licences aux tiers qui en feraient la demande. La Commission propose la suppression de ce cumul, en précisant d'ailleurs que la question a perdu une grande partie de son intérêt depuis 1925, un grand nombre de brevets bénéficiaires de la loi du 8 octobre 1919 étant actuellement tombés dans le domaine public.

Enfin, l'article 71 pose que cette prolongation devra profiter au breveté ou à ses héritiers. Toutefois, les contrats passés concernant ces brevets continueront à s'exécuter, à moins de renonciation par leurs bénéficiaires. Les tribunaux statueront, en cas de désaccord, sur les prix et redevances à payer pour la période de prorogation.

Conclusion

Essayons maintenant de dégager de cette étude quelques conclusions et de fixer les résultats dès à présent acquis avant que le projet affronte de nouveau la discussion devant le Parlement.

Tout d'abord, ce texte respecte dans ses grandes lignes la loi du 5 juillet 1844, consacrant ainsi la grande valeur de ce monument législatif. Les auteurs du projet ont su éviter la phraséologie de l'époque révolutionnaire et se sont gardés d'insérer dans leur texte une déclaration de principe concernant la nature du droit de l'inventeur. En ce qui concerne le brevet lui-même, la législation française conserve le principe traditionnel de la libre délivrance, l'examen facultatif et l'appel aux oppositions ayant été définitivement repoussés. Certaines demandes portant sur des inventions non brevetables pourront cependant être écartées, mais la question de la brevetabilité continuera à être tranchée par les tribunaux de l'ordre judiciaire.

Dans ce cadre traditionnel de la libre délivrance, le projet s'attache généralement à élargir les droits de l'inventeur.

Tout d'abord, la durée du brevet est portée à vingt

ans. C'est là une mesure équitable en raison des difficultés de toutes sortes rencontrées par le breveté au cours des premières années.

L'employé inventeur voit son droit moral expressément reconnu et ses intérêts matériels sauvegardés. Nous avons montré comment le texte du projet et celui proposé par la Commission du Commerce de la Chambre, différents par leur rédaction, étaient en réalité bien proches l'un de l'autre par leur esprit. L'on peut se demander s'il n'y aurait pas lieu, en généralisant le système institué par l'article 33 du projet, de protéger également le droit moral de tout inventeur sur son invention.

En cas de complexité de la description, le demandeur aura la faculté de diviser sa demande en autant de demandes divisionnaires que sa description contiendra d'inventions brevetables, tout en conservant le bénéfice de la date de son premier dépôt.

Un aménagement plus rationnel de la taxe imposée au breveté pour le maintien de son brevet rendra plus facilement supportable à l'inventeur le poids de cette charge fiscale. De plus, l'institution de deux petits brevets, l'un de trois ans moyennant le paiement de 350 francs et l'autre d'un an pour 50 francs, lui permettra de mettre au point son invention tout en la protégeant à peu de frais. Le délai de grâce pour le paiement d'une annuité est porté à dix-huit mois par le texte du projet et à deux ans par celui de la Commission du Commerce de la Chambre, ce qui permettra à l'inventeur momentanément gêné de

prendre des mesures pour éviter la déchéance de son brevet. Cette extension du délai de grâce nous paraît peut-être exagérée car elle laisse trop longtemps en suspens le sort du brevet. En tout cas, cette mesure nous paraît préférable à la restauration du brevet proposée par la Commission du Commerce de la Chambre, qui reprend le texte voté précédemment par cette Assemblée.

La déchéance pour défaut d'exploitation est supprimée et remplacée par l'octroi de licences obligatoires. Là encore, le projet prévoit certaines mesures pour assurer au breveté une rémunération normale.

Le projet s'applique également à faciliter au titulaire du brevet le moyen de tirer parti de son titre. A cet effet, il simplifie les formalités de la cession du brevet, prévoit sa mise en gage et organise la procédure de saisie. Ces mesures auront pour résultat de réaliser la « mobilisation » du brevet en fortifiant le crédit du breveté.

D'autre part, comme la simplification des formalités de la cession risquait de laisser le breveté sans défense contre des entraînements irréfléchis, le projet lui accorde le droit à la rescision pour lésion de plus des sept douzièmes. Nous avons indiqué qu'il aurait peut-être été préférable de lui accorder le droit à une simple action en supplément de prix.

Si la bonne foi devient exclusive du délit de contrefaçon, il appartient à celui qui l'invoque d'en apporter la preuve. La notion de complicité a également été élargie par le projet. Ce retour au droit

commun, tout en simplifiant les règles de la procédure, n'est pas moins favorable au breveté que le régime actuel, car celui-ci pourra toujours obtenir réparation du dommage qu'il a subi, en dehors de tout délit. Le licencié pourra se joindre à l'instance intentée par le breveté et obtenir pour lui-même des dommages-intérêts.

Considérant maintenant les causes de nullité, notons que la nullité du brevet principal pour défaut de nouveauté n'entraînera plus celle du certificat d'addition si celui-ci constitue une invention brevetable. Notons également la suppression de l'article 18 de la loi de 1844 et de la nullité qui sanctionnait les dispositions de cet article.

L'ensemble de ces différents avantages reconnus à l'inventeur constitue pour celui-ci une appréciable amélioration de son sort.

Cependant, dans certains cas, et pour des raisons d'intérêt général, le projet restreint les droits des inventeurs ou en réglemente plus étroitement le jeu.

C'est ainsi qu'à la demande de l'industrie chimique française toute entière, le projet supprime la brevetabilité du produit chimique, que celui-ci soit ou non à usage pharmaceutique. La législation française adopte ainsi le système allemand de la brevetabilité du procédé à l'exclusion du produit, système auquel l'industrie chimique allemande doit en grande partie sa prospérité.

Pour le demandeur étranger, l'emploi d'un mandataire domicilié en France sera désormais obligatoire.

La réglementation de la profession d'Ingénieur-conseil en matière de propriété industrielle sera la conséquence de cette mesure.

S'il est permis à l'inventeur de revendiquer autant de priorités qu'il paiera de taxes de dépôt, il doit cependant mentionner cette indication dans sa demande et fournir les indications de date et de premier dépôt dans les soixante jours, sous peine de perte du droit de priorité. Ne conviendrait-il pas, comme on l'a proposé, d'aller plus loin et de n'accorder de délai que pour la production des pièces?

Appliquant l'article 5 ter de la Convention d'Union révisée à La Haye, le projet dispose encore que l'emploi de l'invention sur un navire ou autre moyen de locomotion étranger pénétrant temporairement ou accidentellement en France ne sera pas, sous condition de réciprocité, considéré comme une atteinte aux droits du breveté.

Enfin, les brevets d'invention pourront être expropriés pour cause d'utilité publique. Nous avons montré comment l'étatisme très prononcé du projet primitif avait été atténué de telle sorte que l'expropriation ne peut être prononcée en temps de paix que pour les besoins de la défense nationale. Cette question, cependant, mérite d'être examinée à nouveau par le Parlement, qui devra rechercher s'il ne serait pas possible de donner au breveté des garanties plus substantielles.

Le projet s'attache enfin à simplifier l'exercice des droits de l'inventeur. C'est ainsi qu'il autorise la

nomination d'experts en référé. Il prescrit également, partout où cela sera possible, la spécialisation d'une chambre du tribunal dans les affaires de propriété industrielle. Cette mesure nous semble préférable à la création de juridictions spéciales, proposée par le projet primitif. Enfin, les jours de fermeture des bureaux à l'échéance d'un délai ne seront pas compris dans le calcul de celui-ci.

L'ensemble du projet nous semble donc favorable aux inventeurs qui voient leurs droits très sensiblement fortifiés et élargis. D'autre part, dans l'intérêt des tiers, le projet organise un système très complet de publicité pour toutes les opérations affectant les brevets d'invention.

Bien que certaines dispositions aient encore besoin d'une mise au point, nous pouvons cependant conclure que le projet actuel met la législation française des brevets d'invention au courant des derniers perfectionnements apportés à la matière tant par les législations étrangères que par les conventions internationales. Souhaitons à ce projet un sort plus heureux que celui de ses prédécesseurs afin que l'industrie française puisse enfin recevoir le statut de l'inventeur qu'elle attend depuis tant d'années.

Puissent ensuite les pouvoirs publics se préoccuper plus activement du sort du principal inventeur, le savant, et nous donner une législation sur la propriété scientifique.

ANNEXES

Projet de loi
sur
les brevets d'invention

Déposé à la Chambre des Députés le 30 juin 1928.
sous le N° 358

TITRE PREMIER

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER

Toute nouvelle découverte ou invention dans tous les genres d'industries confère à son auteur, sous les conditions et pour le temps ci-après déterminés, le droit exclusif d'exploiter à son profit ladite découverte ou invention.

Ce droit est constaté par des titres délivrés par le Gouvernement sous le nom de brevets d'invention.

ARTICLE 2

Seront considérées comme inventions ou découvertes nouvelles :

L'invention de nouveaux produits industriels;

L'invention de nouveaux moyens, ou l'application

nouvelle de moyens connus, pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel.

ARTICLE 3

Ne sont pas susceptibles d'être brevetés :

1° Les découvertes, inventions ou applications ne présentant aucun caractère industriel;

2° Les découvertes ou inventions qui seraient contraires, soit à la sûreté ou à l'ordre public, soit aux bonnes mœurs;

3° Les produits de l'industrie chimique définis ou résultant de l'association d'éléments définis avec réaction totale ou partielle de ces éléments entre eux, les compositions pharmaceutiques et les remèdes, sans que, toutefois, cette exception s'applique aux procédés, dispositifs ou autres moyens servant à leur obtention.

Si le Comité Technique de la Propriété Industrielle estime qu'une demande de brevet vise une découverte ou invention non susceptible d'être brevetée, avis en sera donné au demandeur, qui aura la faculté, dans un délai de deux mois après cette notification, de se pourvoir directement auprès du tribunal civil de la Seine pour qu'il soit statué sur la brevetabilité de sa découverte ou invention.

Faute par l'intéressé d'exercer cette faculté dans le délai prescrit ou dans le cas où le tribunal se prononcera pour la non-brevetabilité, la demande de brevet sera rejetée par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

ARTICLE 4

La durée des brevets est de vingt années.

Chaque brevet donnera lieu, lors du dépôt de la demande, au paiement d'une taxe de dépôt de 100 francs au profit de l'Etat et d'une taxe de publication de 250 francs perçue au profit de l'Office National de la Propriété Industrielle et, à partir de la quatrième année, au paiement d'une taxe annuelle, au profit de l'Etat, fixée pour la quatrième année à 300 francs et augmentant ensuite progressivement de 50 francs chaque année.

TITRE II

Des formalités relatives à la délivrance des brevets

SECTION 1. — Des demandes de brevets.

ARTICLE 5

Quiconque voudra prendre un brevet d'invention devra déposer sous cachet, au secrétariat de la Préfecture, dans le département où il est domicilié ou dans tout autre département, en y élisant domicile :

1° Une demande adressée au Ministre du Commerce et de l'Industrie;

2° Une description de la découverte ou invention, faisant l'objet du brevet demandé, avec les dessins, échantillons ou modèles qui seraient nécessaires pour l'intelligence de la description, le tout en double exemplaire;

3° Un bordereau des pièces déposées.

Il devra y joindre, à peine de refus du dépôt, la pièce justificative du versement des taxes prévues à l'article 4.

Les échantillons ou modèles qui seraient indispensables pour l'intelligence de la description seront déposés, en boîte scellée, en même temps que le pli cacheté contenant la demande et les pièces annexées.

Un décret rendu sur le rapport du Ministre du Commerce et de l'Industrie, après avis du Comité Technique de la Propriété Industrielle, déterminera la longueur des descriptions et le nombre des dessins qui pourront être joints à la demande, ainsi que les conditions de dépôt des échantillons ou modèles.

Lorsque la longueur de la description et le nombre des dessins produits dépasseront les limites fixées, il sera perçu, tant au profit de l'Etat que pour le service de l'Office National de la Propriété Industrielle, une taxe supplémentaire proportionnelle.

Toutes les pièces devront être signées par le demandeur ou par son mandataire, dont le pouvoir, dispensé de toute formalité de légalisation, de timbre et d'enregistrement, et comportant l'adresse du demandeur, restera annexé à la demande.

ARTICLE 6

Dans le département de la Seine, le dépôt des demandes de brevets aura lieu à l'Office National.

Les demandeurs résidant à l'étranger devront désigner, pour les représenter, un mandataire domicilié en France, auquel seront adressées les communications émanant de l'Office National.

Les personnes faisant profession de représenter les inventeurs auprès de l'Office National de la Propriété Industrielle devront, si elles sont françaises, jouir de tous leurs droits civils et, si elles sont étrangères, n'avoir encouru, soit en France, soit à l'étranger, aucune condamnation de nature à entraîner, si elles étaient françaises, la perte de ces mêmes droits. Elles devront, en outre, justifier d'un domicile en France.

Un décret rendu sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie, après avis du Comité Technique de la Propriété Industrielle, déterminera les conditions dans lesquelles lesdites personnes seront admises à exercer leur profession.

ARTICLE 7

La demande ne pourra contenir ni restrictions, ni conditions, ni réserves.

Elle indiquera un titre renfermant la désignation sommaire et précise de l'objet de l'invention.

La description devra être limitée à un seul objet principal, avec les objets de détail qui le constituent et les applications qui seront indiquées.

Elle ne pourra être écrite en langue étrangère.

Elle ne devra contenir aucune dénomination de poids et de mesures autres que celles qui sont portées au tableau annexé au décret du 29 juillet 1919 rendu en exécution de la loi du 2 avril de la même année.

La demande devra indiquer la date du premier dépôt de la demande de brevet fait à l'étranger pour la même invention et le pays dans lequel il a eu lieu, lorsque le déposant entendra se prévaloir du droit de priorité qui peut en résulter.

Elle devra indiquer de même si l'invention a fait l'objet d'un certificat de garantie délivré en conformité de la loi du 13 avril 1908 relative à la protection temporaire dans les expositions, lorsque le déposant entendra s'en prévaloir.

Lorsque ces indications ne figureront pas dans la demande, elles devront être fournies à l'Office National dans les soixante jours qui suivront le dépôt de ladite demande, sous peine, pour le demandeur, de perdre son droit de priorité ou le bénéfice de la protection temporaire dont il jouissait.

Le demandeur pourra valablement revendiquer, pour l'obtention d'un brevet, la priorité de plusieurs dépôts faits à l'étranger et se rapportant à la même invention à la condition d'acquitter autant de taxes de dépôt qu'il y aura de dépôts étrangers revendiqués.

ARTICLE 8

Un procès-verbal, dressé sans frais au secrétariat général de la préfecture dans les départements et, à Paris, à l'Office National de la Propriété Industrielle, constatera chaque dépôt en énonçant le jour et l'heure de la remise des pièces.

Une expédition dudit procès-verbal sera remise au déposant moyennant le remboursement des frais de timbre.

ARTICLE 9

La durée du brevet court du jour du dépôt prévu à l'article 5 ci-dessus.

ARTICLE 10

Aussitôt après l'enregistrement des demandes, et dans les cinq jours de la date de dépôt, les préfets transmettront au Ministère du Commerce et de l'Industrie, sous le cachet de l'inventeur, les pièces déposées en y joignant une copie certifiée du procès-verbal de dépôt, le récépissé constatant le versement des taxes prévues à l'article 4 et, s'il y a lieu, le pouvoir mentionné dans l'article 5.

ARTICLE 11

A l'arrivée des pièces au Ministère du Commerce et de l'Industrie, il sera procédé à l'ouverture et à l'enregistrement des demandes de brevets dans l'ordre de leur réception.

SECTION II. — De la délivrance des brevets.

ARTICLE 12

Il pourra être requis dans la demande qu'il soit sursis pendant une année, à compter de la date du dépôt de la demande, à la délivrance du brevet.

Les demandes formées avec réquisition de l'ajournement de la délivrance à une année pourront être reçues sur la justification de l'acquittement au Trésor de la somme de 50 francs seulement, à valoir sur le montant des taxes prévues à l'article 4.

Avant l'expiration de l'année, et dans tous les cas lorsqu'une copie officielle des pièces déposées à l'appui de la demande sera réclamée, les récépissés justificatifs du paiement du complément des taxes dues devront être fournis à l'Office National de la Propriété Industrielle.

A défaut de la remise dudit récépissé dans les douze mois à partir de la date du dépôt, la demande sera considérée comme abandonnée et les pièces déposées seront détruites, sous réserve de l'application des articles 48 et 49 ci-après.

Le bénéfice des dispositions du présent article ne pourra être réclamé lorsque la même invention aura fait antérieurement l'objet soit d'une demande à l'étranger si l'inventeur entend se prévaloir du délai de priorité qui peut en résulter, soit d'un certificat de garantie délivré dans les termes de la loi du 13 avril 1908.

ARTICLE 13

Les brevets dont la demande aura été régulièrement formée seront délivrés sans examen préalable, aux risques et périls des demandeurs et sans garantie soit de la réalité, de la nouveauté ou du mérite de l'invention, soit de la fidélité ou de l'exactitude de la description.

La délivrance du brevet d'invention donnera lieu à la perception d'une taxe, au profit de l'Office National.

Faute du versement de cette taxe dans un délai de trois mois à dater de la notification adressée à cet effet au demandeur, le taux en sera doublé pendant un nouveau délai de grâce de trois mois. Passé ce délai, la demande de brevet sera réputée non avenue. La taxe de dépôt versée restera, dans ce cas, acquise par le Trésor.

Les pièces déposées seront détruites sous réserve de l'application des articles 48 et 49 de la présente loi si, dans un délai de dix-huit mois à partir de la demande, lesdites pièces n'ont pas été retirées par le demandeur.

ARTICLE 14

Un arrêté du Ministre, constatant la régularité de la demande et auquel sera joint l'original de la description et des dessins mentionnés dans l'article 5, constituera le brevet d'invention.

Une ampliation de cet arrêté sera remise au de-

mandeur avec un exemplaire imprimé de la description et des dessins.

ARTICLE 15

Toute expédition ultérieure demandée par le breveté ou ses ayants-droit donnera lieu au paiement d'une taxe spéciale au profit de l'Office National de la Propriété Industrielle.

Celui qui, ayant déposé une demande de brevet, voudra obtenir, avant la publication, une copie officielle des pièces annexées à la demande devra acquitter une taxe spéciale au profit de l'Office National de la Propriété Industrielle. Les frais de dessin, s'il y a lieu, demeureront à la charge de l'impétrant.

ARTICLE 16

La liste des brevets délivrés sera publiée périodiquement au Bulletin Officiel de la Propriété Industrielle.

ARTICLE 17

Les brevets pris au nom de l'Etat pour une invention intéressant la défense nationale pourront, à la demande du Ministre intéressé, être délivrés sans aucune publicité.

Ils seront conservés en l'état dans les archives de l'Office National de la Propriété Industrielle.

ARTICLE 18

La demande sera rejetée :

1° Si le pli ne contient pas une description de la

découverte, invention ou application faisant l'objet du brevet;

2° Lorsque la description sera écrite en langue étrangère;

3° Lorsque la pièce justificative du versement de la taxe n'aura pas été jointe au pli déposé.

En cas d'inobservation des autres prescriptions des articles 5 et suivants, la demande sera renvoyée à l'inventeur ou à son mandataire en l'invitant à fournir de nouvelles pièces régulières dans le délai d'un mois, délai qui pourra être augmenté, en cas de nécessité justifiée, sur la demande du déposant ou de son mandataire. La demande, ainsi régularisée dans ledit délai, conservera la date du dépôt primitif.

S'il est reconnu, après avis du Comité Technique de la Propriété Industrielle, qu'une description n'est pas limitée à une seule invention, le déposant sera autorisé à restreindre sa demande à un seul objet principal ou à présenter autant de demandes que celle-ci comportera d'inventions différentes.

Les nouvelles pièces produites seront considérées comme portant la même date que la demande primitive; elles seront accompagnées, le cas échéant, des récépissés constatant le versement des taxes prévues à l'article 4 afférentes à chacune des inventions.

Dans le cas où le déposant ne fournirait pas de pièces régulières dans le délai imparti, la demande de brevet devra être rejetée.

ARTICLE 19

Aucune demande de brevet ne pourra être rejetée comme irrégulière pour inobservation des prescriptions des articles 3, 5 et suivants ci-dessus qu'après que le demandeur ou son mandataire aura été préalablement invité à fournir des explications écrites, ou orales s'ils en ont fait la demande, et après avis du Comité Technique de la Propriété Industrielle.

ARTICLE 20

Avant la délivrance, la demande du brevet pourra être retirée par son auteur et les pièces déposées lui seront restituées moyennant l'acquittement d'une taxe spéciale de retrait au profit de l'Office National.

La demande ne pourra plus être retirée lorsque le déposant aura réclamé, avant la délivrance de son brevet, une copie officielle des pièces déposées à l'appui de sa demande.

ARTICLE 21

En cas de retrait ou de rejet d'une demande de brevet, la taxe de dépôt versée restera acquise au Trésor, mais il en sera tenu compte au demandeur s'il reproduit sa demande dans un délai de trois mois à partir de la notification du rejet de la requête ou de la date du retrait de la demande, pourvu que ce retrait ait été effectué dans les deux mois qui auront suivi le dépôt primitif.

La taxe de publication sera remboursée au demandeur.

SECTION III. — Des changements, perfectionnements ou additions.

ARTICLE 22

Le breveté ou les ayants-droit au brevet auront, pendant la durée du brevet, le droit d'apporter à l'invention des changements, perfectionnements ou additions, en remplissant pour le dépôt de la demande les formalités déterminées par les articles 5 et suivants.

Ces changements, perfectionnements ou additions seront constatés par des certificats délivrés dans la même forme que le brevet principal et qui produiront, à partir des dates respectives des demandes, les mêmes effets que ledit brevet principal avec lequel ils prendront fin.

Chaque demande de certificat d'addition donnera lieu au paiement d'une taxe de dépôt de 100 francs au profit de l'Etat et d'une taxe de publication de 200 francs au profit de l'Office National de la Propriété Industrielle.

Les certificats d'addition pris par un des ayants-droit profiteront à tous les autres.

Les prescriptions des articles 18 et suivants relatives au retrait et au rejet des demandes de brevets

d'invention s'appliqueront aux demandes de certificats d'addition.

ARTICLE 23

Tout breveté qui, pour un changement, perfectionnement ou addition, voudra prendre un brevet principal au lieu d'un certificat d'addition, devra remplir les formalités prescrites par les articles 5 et suivants et acquitter les taxes mentionnées dans l'article 4.

ARTICLE 24

Dans le cas où un brevet sera nul pour défaut de nouveauté, les certificats d'addition ne seront pas atteints par cette nullité, lorsque les changements, perfectionnements ou additions constitueront des inventions qui, considérées en elles-mêmes, auraient pu être valablement brevetées, sous réserve toutefois du paiement à leur échéance des annuités relatives au brevet.

ARTICLE 25

Quiconque aura pris un brevet pour une découverte, invention ou application se rattachant à l'objet d'un autre brevet, n'aura aucun droit d'exploiter l'invention déjà brevetée et, réciproquement, le titulaire du brevet primitif ne pourra exploiter l'invention objet du nouveau brevet, sauf l'effet des contrats.

*SECTION IV. — De la transmission et de la cession
des brevets.*

ARTICLE 26

Tout breveté pourra céder ou donner en gage, en totalité ou en partie, la propriété de son brevet ou la faculté de l'exploiter.

Aucun acte de transmission ou de démembrement de propriété relatif à un brevet ne sera valable à l'égard des tiers qu'après avoir été inscrit sur un registre spécial, tenu à l'Office National de la Propriété Industrielle, où sont mentionnés les noms et adresses des titulaires, cessionnaires ou concessionnaires des brevets ainsi que toutes les indications et notifications relatives aux actes affectant la propriété des brevets.

Toutes inscriptions et toutes radiations effectuées sur le registre des brevets donnent lieu à la perception d'une taxe au profit de l'Office National de la Propriété Industrielle.

L'Office National de la Propriété Industrielle sera tenu de délivrer à tous ceux qui le requerront, moyennant l'acquittement à son profit d'une taxe spéciale, une copie des inscriptions portées sur le registre précité, comme aussi de l'état des inscriptions subsistant sur les brevets donnés en gage ou un certificat constatant qu'il n'en existe aucune.

Seront mentionnés dans le Bulletin Officiel de la

Propriété Industrielle toutes les mutations de propriété, concessions de droit d'exploitation ou de gage et radiations intervenues sur chaque brevet.

En cas de transmission de la propriété d'un brevet d'invention, l'action en rescision pour cause de lésion sera ouverte au vendeur dans les conditions de l'article 1674 et suivants du Code civil.

ARTICLE 27

Tout créancier d'un breveté pourra faire procéder à la saisie du brevet d'invention appartenant à son débiteur, dans les conditions définies pour la saisie-arêt et la saisie-exécution par le Code de Procédure Civile et sous réserve des dispositions de l'article 20 de la loi du 13 mars 1909.

La procédure prévue à l'égard du tiers saisi sera applicable à l'Office National de la Propriété Industrielle, à l'exception des dispositions relatives à la déclaration affirmative.

Toute saisie frappant un brevet sera notifiée à l'Office National de la Propriété Industrielle et inscrite sur ses registres, ainsi que le procès-verbal de l'adjudication publique du brevet à laquelle il serait procédé à la suite du jugement validant la saisie.

ARTICLE 28

Les cessionnaires du brevet et ceux qui auront acquis d'un breveté ou de ses ayants-droit la faculté d'exploiter la découverte ou l'invention jouiront, de

plein droit, des certificats d'addition qui seront ultérieurement délivrés au breveté, dans la limite des droits qu'il a pu conserver. Réciproquement, le breveté ou ses ayants-droit jouiront des certificats d'addition qui seront ultérieurement délivrés aux cessionnaires.

Tous ceux qui auront droit de jouir des certificats d'addition pourront, moyennant l'acquittement d'une taxe au profit de l'Office national, en lever une expédition.

SECTION V. — De la publication et de la conservation des brevets.

ARTICLE 29

Les descriptions et dessins des brevets et des certificats d'addition délivrés et les échantillons et modèles annexés seront déposés et conservés à l'Office National.

Après la publication prescrite à l'article 30 ci-après, un exemplaire imprimé de la description et des dessins sera communiqué à toute réquisition.

Les échantillons et modèles annexés seront également communiqués.

ARTICLE 30

Les descriptions et dessins de tous les brevets d'invention et certificats d'addition, à l'exception des cas prévus à l'article 17 de la présente loi, seront publiés

in extenso, par fascicules séparés, dans l'ordre de leur délivrance.

Toute personne pourra obtenir après cette publication, moyennant le versement d'une taxe spéciale au profit de l'Office national, copie officielle des descriptions.

Les frais de dessin, s'il y a lieu, seront en outre à la charge du demandeur.

ARTICLE 31

Les descriptions et dessins publiés en exécution de l'article précédent et le catalogue seront déposés à l'Office National et, dans chaque région économique, au siège de la Chambre de Commerce ou à la Préfecture du chef-lieu de la région ou dans une bibliothèque publique désignée par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie, où ils pourront être consultés sans frais.

ARTICLE 32

A l'expiration des brevets, les originaux des descriptions et dessins et les échantillons et modèles annexés seront seuls conservés. Les autres documents seront détruits.

Un décret rendu sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie, après avis du Comité Technique de la Propriété Industrielle, déterminera les lieux et les conditions de la conservation des échantillons et modèles.

TITRE III

Des droits des employés

ARTICLE 33

Lorsqu'une invention sera due à un employé et que le brevet sera demandé par l'employeur, s'il n'apparaît pas que l'employé trouve dans son salaire ou dans une rémunération spéciale un dédommagement de son exclusion de tout droit de propriété sur le brevet, l'employeur sera tenu de lui attribuer une rémunération supplémentaire en rapport avec la valeur de l'invention et les circonstances dans lesquelles elle aura été réalisée.

La rémunération supplémentaire ne pourra être réclamée que par l'inventeur ou ses héritiers, et dans un délai de trois ans au plus à dater de la demande de brevet.

A défaut d'entente entre les parties, les conditions et l'importance de cette rémunération seront fixées dans les conditions déterminées à l'article 46 de la présente loi; elles seront révisables, le cas échéant, par périodes de quatre années jusqu'à l'expiration du brevet, dans les conditions déterminées à l'article 47.

Le nom de l'inventeur devra toujours figurer dans la demande de brevet et être reproduit, après le titre, sur l'exemplaire imprimé de la description.

ARTICLE 34

Sont nulles et de nul effet les stipulations de tout contrat contraires aux dispositions du précédent article.

ARTICLE 35

Les fonctionnaires de l'Etat ou les personnes appelées au service de l'Etat pour un motif quelconque jouiront, en ce qui concerne les inventions qu'ils pourront réaliser dans la situation qu'ils occupent, des droits et avantages spécifiés dans les articles 33 et 34 du présent titre.

TITRE IV

Des droits des étrangers

ARTICLE 36

Les étrangers pourront obtenir, en France, des brevets d'invention.

ARTICLE 37

Les formalités et conditions déterminées par la présente loi seront applicables aux brevets demandés ou délivrés en exécution de l'article précédent.

ARTICLE 38

L'auteur d'une invention ou découverte déjà brevetée à l'étranger pourra obtenir un brevet en France. Le brevet sera indépendant des brevets obtenus pour la même invention ou découverte dans les autres pays.

TITRE V

*Des nullités et déchéances et des
actions y relatives*

SECTION I. — Des nullités et des déchéances.

ARTICLE 39

Seront nuls et de nul effet les brevets délivrés dans les cas suivants :

1° Si la découverte, invention ou application n'est pas nouvelle ou si la demande a déjà fait l'objet d'un brevet français ou d'un certificat d'addition demandé antérieurement;

2° Si la découverte, invention ou application n'est pas, aux termes des articles 2 et 3, susceptible d'être brevetée, ou si elle est contraire aux lois, sans préjudice des peines qui pourraient être encourues pour la fabrication ou le débit d'objets prohibés;

3° Si le titre sous lequel le brevet a été demandé indique frauduleusement un objet autre que le véritable objet de l'invention;

4° Si la description jointe au brevet n'est pas suffisante pour l'exécution de l'invention ou si elle n'indique pas, d'une manière complète et loyale, les véritables moyens de l'inventeur.

Seront également nuls et de nul effet les certificats comprenant des changements, perfectionnements ou additions qui ne se rattacheraient pas au brevet principal.

ARTICLE 40

Ne sera pas réputée nouvelle toute découverte, invention ou application qui, en France ou à l'étranger, aura reçu avant le dépôt de la demande une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée, sous réserve des exceptions résultant de la loi du 13 avril 1908, relative à la protection temporaire dans les expositions, ou des conventions internationales concernant la propriété industrielle.

SECTION II. — Des actions en nullité et déchéance.

ARTICLE 41

Sera déchu de ses droits :

1° Le breveté qui n'aura pas acquitté son annuité avant le commencement de chacune des années de la durée de son brevet, ou dans un délai de six mois à partir de la date de l'échéance, en versant une

taxe supplémentaire de 10 francs par mois de retard.

Toutefois, si une annuité n'a pas été acquittée dans le délai ci-dessus indiqué, l'intéressé pourra encore valablement effectuer le paiement de cette annuité, dont le taux sera alors porté au double, jusqu'à l'expiration du délai légal qui serait imparti pour le paiement de l'annuité suivante.

Tout versement d'annuité ou de taxe supplémentaire, alors même qu'il aurait été effectué après l'échéance, demeurera définitivement acquis au Trésor.

Toutefois, en cas de versement en double emploi d'annuités pour le même brevet, les annuités versées en trop devront être remboursées;

2° Sous réserve des exceptions résultant des accords internationaux, le breveté qui introduit en France des objets fabriqués en pays étranger et semblables à ceux garantis par son brevet.

Néanmoins, le Ministre du Commerce et de l'Industrie pourra autoriser l'introduction :

- a) Des modèles de machines;
- b) Des objets fabriqués à l'étranger destinés à des expositions publiques ou à des essais faits avec l'assentiment du Gouvernement.

ARTICLE 42

L'action en nullité et l'action en déchéance pourront être exercées par toute personne y ayant intérêt.

Ces actions, ainsi que toutes contestations relatives

à la propriété des brevets, seront portées devant les tribunaux civils de première instance.

Si la demande est dirigée en même temps contre le titulaire du brevet et contre un ou plusieurs cessionnaires partiels, elle sera portée devant le tribunal du domicile du titulaire du brevet.

Elle sera communiquée au Procureur de la République.

ARTICLE 43

Dans toute instance tendant à faire prononcer la nullité ou la déchéance d'un brevet, le ministère public pourra se rendre partie intervenante et prendre des réquisitions pour faire prononcer la nullité ou la déchéance absolue du brevet.

Il pourra même se pourvoir directement par action principale pour faire prononcer la nullité, dans les cas prévus aux N^{os} 2 et 3 de l'article 39.

ARTICLE 44

Dans les cas prévus par l'article précédent, tous les ayants-droit au brevet, dont les titres ont été enregistrés à l'Office National de la Propriété Industrielle conformément à l'article 26, devront être mis en cause.

ARTICLE 45

Lorsque la nullité ou la déchéance absolue d'un brevet aura été prononcée par jugement ou arrêt ayant

acquis force de chose jugée, il en sera donné avis par le ministère public à l'Office National et la nullité ou la déchéance sera publiée au Bulletin Officiel de la Propriété Industrielle.

TITRE VI

De l'exploitation, de la licence obligatoire et de l'expropriation

SECTION I. — De l'exploitation et de la licence obligatoire.

ARTICLE 46

Le breveté qui n'aura pas mis en exploitation sa découverte ou invention, en France ou dans les Colonies françaises, dans le délai de trois ans à dater du jour de la délivrance du brevet, ou qui aura cessé de l'exploiter pendant trois années consécutives pourra, s'il ne justifie pas des causes de son inaction, être mis en demeure d'en concéder une licence d'exploitation.

A défaut d'entente avec le breveté, les conditions de la licence seront fixées par une commission arbitrale nommée chaque année, et composée d'un conseiller à la Cour de Paris, désigné par le Premier président de cette Cour, président, et de deux membres désignés : un par le Comité consultatif des arts

et manufactures, un par le Comité Technique de la propriété industrielle.

Le demandeur d'une licence devra, à cet effet, dans le délai d'un mois après une mise en demeure restée sans effet, en saisir par voie de requête le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

La requête sera transmise au président de la commission arbitrale prévue ci-dessus. Elle sera dénoncée au breveté dans un délai de quinze jours.

La commission, après avoir entendu le demandeur de licence, le breveté ou leurs mandataires, dans leurs explications, ou eux dûment appelés, appréciera les causes d'inaction du breveté et, s'il y a lieu, les garanties présentées par le demandeur de licence au point de vue de l'exploitation à entreprendre du brevet, statuera sur la demande de licence et en fixera le cas échéant, les conditions.

ARTICLE 47

Après un délai de deux ans à dater du prononcé de la sentence, et avant l'expiration de la troisième année, il sera loisible au breveté ou au bénéficiaire de la licence de saisir la commission d'une demande en révision des conditions de la licence; celle-ci continuera à s'exécuter provisoirement dans les conditions primitivement fixées, nonobstant l'instance en révision, jusqu'à ce qu'une décision définitive intervienne sur ladite instance.

Après qu'une première licence aura été accordée, il sera loisible, pendant toute la durée du brevet, à

tout intéressé, de présenter une nouvelle demande de licence.

La requête adressée au Ministre du Commerce et de l'Industrie sera soumise à l'examen de la commission arbitrale, dans les conditions indiquées plus haut.

Celle-ci, après appréciation des garanties offertes par le demandeur de licence, fixera, le cas échéant, les conditions de la nouvelle licence. Le ou les licenciés antérieurs seront avisés de la concession de cette nouvelle licence. Ils pourront, s'ils le jugent à propos, demander que les conditions de cette nouvelle licence leur soient appliquées dans l'avenir.

Les sentences de la commission arbitrale ne seront susceptibles de recours que devant la Cour de Cassation pour vice de forme ou violation de la loi.

SECTION II. — De l'expropriation des brevets.

ARTICLE 48

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie peut être autorisé par décret, moyennant une juste indemnité à payer aux inventeurs ou à leurs ayants-cause, à exproprier, pour cause d'utilité publique, en tout ou en partie, soit en vue de leur exploitation dans les ateliers de l'Etat ou pour le compte de l'Etat dans les ateliers de l'industrie privée, soit en vue de les conserver secrètes, les inventions intéressant la défense nationale faisant l'objet de brevets délivrés ou

de simples demandes de brevets. L'expropriation ne pourra, en temps de paix, être poursuivie qu'au cours des trois premières années de la durée du brevet.

Les Ministres de la Guerre et de la Marine sont autorisés à cet effet à faire prendre connaissance dans les bureaux de l'Office National de la Propriété Industrielle, à titre strictement confidentiel, de toutes les demandes de brevets déposées.

Le décret d'expropriation entraînera dépossesion totale ou partielle du droit exclusif d'exploitation de l'invention réservé à l'inventeur. Il sera rendu après avis conforme d'une commission nommée par décret et comprenant un conseiller à la Cour de Cassation, président, un membre du Comité Technique de la Propriété Industrielle, un membre de la Chambre de Commerce de Paris, auxquels sont joints, avec voix consultatives, un représentant du Département spécialement intéressé et un représentant de l'inventeur.

L'indemnité à payer à l'inventeur sera fixée de gré à gré, ou, en cas de désaccord, par la commission arbitrale établie par l'article 46 de la présente loi, à laquelle seront adjoints deux autres magistrats de la Cour de Paris désignés par le Premier Président.

Cette indemnité devra être payée dans le délai de trois mois à dater de la décision de la Commission arbitrale et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir de la date du décret d'expropriation. Elle portera intérêt à partir du décret d'expropriation.

Tant qu'aucune somme n'aura été versée sur l'indemnité due à l'inventeur, qu'elle ait été fixée de gré

à gré ou par la commission arbitrale, et au plus dans un délai de six mois après le prononcé de la sentence, le Ministre intéressé conservera le droit, s'il n'a pas fait usage de l'invention, de renoncer, par arrêté notifié à l'inventeur, au bénéfice de l'expropriation. Celui-ci reprendra alors tous ses droits. Une indemnité pourra lui être allouée. Elle sera fixée en cas de désaccord par la commission arbitrale.

Dans le cas où une invention faisant l'objet d'un brevet devra être utilisée par l'Etat, le Ministre intéressé pourra toujours, s'il ne juge pas nécessaire de recourir à la procédure d'expropriation du brevet, en réclamer une licence d'exploitation, conformément à la Section I du présent titre.

ARTICLE 49

Le décret d'expropriation relatif à une invention intéressant la défense nationale pourra interdire toute divulgation ou exploitation de cette invention. Cette décision sera notifiée à l'inventeur ou à son mandataire dans le délai d'un mois à partir de la date du décret et, au plus tard, dans un délai de six mois à partir de la date du dépôt du brevet.

Les opérations de délivrance au nom du demandeur primitif, ainsi que la publication officielle du brevet ou de la description, seront immédiatement suspendues et aucune copie officielle des pièces jointes à la demande ne sera plus délivrée.

Toute divulgation de l'invention par l'inventeur ou un mandataire ou ayant-droit, postérieurement à la

notification ci-dessus prévue, sera punie des peines portées à l'article 2 de la loi du 18 avril 1886 sur l'espionnage, que cette divulgation ait été commise en France ou à l'étranger. L'article 463 du Code pénal demeurera applicable.

Sera punie des peines ci-dessus indiquées toute divulgation d'une invention faisant l'objet d'un brevet secret déposé au nom de l'Etat dans les conditions indiquées à l'article 17.

TITRE VII

De la contrefaçon et des poursuites

ARTICLE 50

Toute atteinte portée aux droits du breveté, soit par la fabrication de produits, soit par l'emploi de moyens faisant l'objet de son brevet, constitue le délit de contrefaçon : ce délit sera puni d'une amende de 100 à 2.000 francs.

Les coupables pourront, en outre, être privés, pendant un temps qui n'excédera pas cinq années, du droit d'élection et d'éligibilité pour les tribunaux de commerce et les chambres de commerce, ainsi que pour les conseils de prud'hommes.

Il n'y a pas délit si le contrefacteur administre la preuve de sa bonne foi.

L'ignorance alléguée d'un brevet régulièrement publié ne pourra, à elle seule, être invoquée comme preuve de bonne foi.

Toute atteinte portée, même de bonne foi, aux droits du breveté pourra donner lieu à une action civile contre l'auteur du préjudice.

Les concessionnaires de droits d'exploitation pourront toujours intervenir dans l'instance introduite par le propriétaire du brevet pour obtenir la réparation du préjudice qui aurait pu leur être causé par la contrefaçon.

ARTICLE 51

Ne sera pas toutefois considéré comme portant atteinte aux droits du breveté l'emploi, à bord des navires étrangers, des moyens faisant l'objet de son brevet dans le corps du navire, les machines, agrès, appareils et autres accessoires, lorsque ces navires pénétreront temporairement ou accidentellement dans les eaux françaises, sous réserve que ces moyens y soient employés pour les besoins du navire, et non en vue de la fabrication d'objets destinés à être introduits sur le territoire français, et que les pays auxquels ces navires appartiennent assurent des avantages analogues aux navires français.

Ne sera pas non plus considéré comme portant atteinte aux droits du breveté l'emploi des moyens faisant l'objet de son brevet dans la construction ou le fonctionnement des engins de locomotion ou de transport étrangers ou de leurs accessoires, lorsque

ces engins pénétreront temporairement ou accidentellement en France, sous réserve également que la législation des pays auxquels ces engins appartiennent accorde des avantages analogues aux engins de locomotion ou de transport français.

ARTICLE 52

Ceux qui auront sciemment recélé, vendu ou exposé en vente, ou introduit sur le territoire français un ou plusieurs objets contrefaits, et tous complices des délits prévus par la présente loi, seront punis des mêmes peines que les contrefacteurs.

ARTICLE 53

Les peines établies par la présente loi ne pourront être cumulées. La peine la plus forte sera seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

ARTICLE 54

Dans le cas de récidive, il sera prononcé, outre l'amende portée aux articles 50 et 52, un emprisonnement d'un mois à six mois.

Il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une première condamnation pour un des délits prévus par la présente loi.

Un emprisonnement d'un mois à six mois pourra être prononcé si le contrefacteur est un ouvrier ou

un employé ayant travaillé dans les ateliers ou dans l'établissement du breveté, ou si le contrefacteur, s'étant associé avec un ouvrier ou un employé du breveté, a eu connaissance, par ce dernier, des procédés décrits au brevet.

Dans ce dernier cas, l'ouvrier ou l'employé pourra être poursuivi comme complice.

ARTICLE 55

L'article 463 du Code Pénal pourra être appliqué aux délits prévus par les dispositions qui précèdent.

ARTICLE 56

L'action correctionnelle pour l'application des peines ci-dessus ne pourra être exercée par le ministère public que sur la plainte de la partie lésée.

ARTICLE 57

Le tribunal correctionnel, saisi d'une action pour délit de contrefaçon, statuera sur les exceptions qui seraient soulevées par le prévenu, soit de la nullité ou de la déchéance du brevet, soit des questions relatives à la propriété dudit brevet.

ARTICLE 58

Les propriétaires de brevets pourront, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de première instance, faire procéder par tous huissiers à la désignation et description détaillées, avec ou sans

saisie, des objets prétendus contrefaits; l'ordonnance sera rendue sur simple requête et sur la présentation du brevet, ou, dans le cas où le brevet ne serait pas encore délivré, sur présentation d'une expédition du procès-verbal de dépôt et de la copie officielle de la description et des dessins déposés à l'appui de la demande de brevet; elle contiendra, s'il y a lieu, la nomination d'un expert pour aider l'huissier dans sa description.

Lorsqu'il y aura lieu à la saisie, ladite ordonnance pourra imposer au requérant un cautionnement qu'il sera tenu de consigner avant d'y faire procéder.

Le cautionnement sera toujours imposé lorsque la saisie sera requise par un étranger.

Il sera laissé copie au détenteur des objets décrits ou saisis tant de l'ordonnance que de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le cas échéant, le tout à peine de nullité ou de dommages-intérêts contre l'huissier.

ARTICLE 59

A défaut par le requérant de s'être pourvu, soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de quinzaine, outre un jour par cinq myriamètres de distance entre le lieu où se trouvent les objets saisis ou décrits et le domicile du contrefacteur, recéleur, introducteur, débitant ou complice, la saisie ou description sera nulle, de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourront être réclamés s'il y a lieu.

ARTICLE 60

La confiscation des objets reconnus contrefaits et, le cas échéant, celle des instruments ou ustensiles destinés spécialement à leur fabrication seront, même en cas d'acquittement, prononcées contre le contrefacteur, le recéleur, l'introducteur, le débitant ou le complice.

Les objets confisqués seront remis au propriétaire du brevet, sans préjudice de plus amples dommages-intérêts et de l'affichage du jugement s'il y a lieu.

ARTICLE 61

Dans les cours et tribunaux composés de plusieurs chambres, toutes les affaires concernant les brevets d'invention seront renvoyés à une même chambre.

TITRE VIII

Dispositions particulières et transitoires

ARTICLE 62

Dans toutes les instances relatives aux nullités, déchéances ou contrefaçons de brevets, le président du tribunal ou, s'il y a lieu, celui de la chambre saisie du litige, pourra, statuant en référé sur la demande de l'une des parties, ordonner une expertise confiée à un ou trois experts.

Après le dépôt du rapport, lors des plaidoiries, le tribunal pourra d'office, ou à la requête de l'une des parties, ordonner l'audition des experts à l'audience.

Le Comité Technique de la Propriété Industrielle dressera annuellement une liste des personnes aptes à remplir la mission d'experts en matière de brevets d'invention. Cette liste sera portée à la connaissance des cours et tribunaux.

Un arrêté du Ministre du Commerce fixera les conditions dans lesquelles la liste des experts sera établie par le Comité Technique de la Propriété Industrielle et des indications qui devront y être inscrites.

ARTICLE 63

Tout propriétaire d'un brevet, toute personne ayant droit d'exploiter l'invention, objet du brevet, devra, sous peine d'une amende de 16 à 500 francs, apposer sur les objets brevetés et, en cas d'impossibilité, sur les étiquettes, enveloppes, emballages, récipients, etc., l'indication « brevet » suivie du numéro de la délivrance du brevet.

Sera puni d'une amende de 50 à 1.000 francs quiconque, sur des enseignes, annonces, marques ou estampilles, affiches, prospectus ou autres papiers de commerce ou sur les objets fabriqués par lui, prendra la qualité de breveté sans posséder, pour l'objet dont il s'agit, un brevet délivré conformément à la présente loi et non encore expiré.

Sera puni de la même peine quiconque apposera sur les objets fabriqués par lui, les enveloppes ou

réciipients les contenant ou les notices, étiquettes, etc., y relatives, une mention indiquant que l'objet est breveté, sans justifier cette qualité par l'indication du numéro d'un brevet s'appliquant audit objet.

En cas de récidive, l'amende pourra être portée au double.

Toutefois, celui qui aura déposé une demande de brevet non encore délivré pourra le mentionner sur les objets de sa fabrication par l'indication suivante :

« Brevet demandé, suivi du numéro provisoire de dépôt. »

ARTICLE 64

Lorsque l'échéance du payement d'une taxe ou d'un délai quelconque, relatif à une formalité de la présente loi, coïncidera avec une fête légale, ou un jour où les bureaux seront fermés par décision administrative, le payement de l'annuité ou l'accomplissement de la formalité pourra être valablement effectué postérieurement le jour le plus prochain où les bureaux seront ouverts au public.

ARTICLE 65

Des décrets, rendus après avis du Comité Technique de la Propriété Industrielle, détermineront toutes les dispositions nécessaires pour l'application de la présente loi, qui ne deviendra exécutoire que six mois après sa promulgation, à l'exception des articles

4, 12, 17, 22, 41, 64, 70 et 71, qui seront immédiatement applicables.

Le taux des taxes prévues aux articles 5, 13, 15, 26, 28 et 30 ci-dessus sera fixé par un décret rendu sur le rapport du Ministre du Commerce et du Ministre des Finances, après avis du Comité Technique de la Propriété Industrielle. Un décret rendu dans la même forme déterminera les modalités de perception des différentes taxes prévues à la présente loi.

ARTICLE 66

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux inventions et découvertes réalisées dans le domaine de l'agriculture et de l'horticulture.

Des décrets rendus sur le rapport du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre de l'Agriculture, après avis d'une Commission interministérielle comprenant des membres nommés par le Ministre de l'Agriculture et des délégués du Comité Technique de la Propriété Industrielle détermineront les conditions d'application du présent article.

ARTICLE 67

La présente loi sera applicable à l'Algérie.

Des décrets rendus après avis du Comité Technique de la Propriété Industrielle pourront en régler l'application dans les colonies et dans les pays de

protectorat de l'Indochine, avec les modifications qui seront jugées nécessaires.

ARTICLE 68

Seront abrogés, à compter du jour où la présente loi deviendra exécutoire, les lois des 5 juillet 1844, 31 mai 1856 et 7 avril 1902 et les articles 3 et 4 de la loi du 26 juin 1920 et du décret du 6 décembre 1926.

ARTICLE 69

Les procédures commencées avant l'entrée en vigueur de la présente loi seront mises à fin conformément aux lois antérieures.

Toute action, soit en contrefaçon, soit en nullité ou déchéance de brevet, non encore intentée, sera suivie conformément aux dispositions de la présente loi, alors même qu'il s'agirait de brevets délivrés antérieurement.

ARTICLE 70

Les dispositions de la présente loi seront applicables aux brevets d'invention qui n'auront pas atteint le terme de leur durée légale au moment de sa mise en vigueur. Les titulaires de brevets devront, en conséquence, acquitter les annuités venant à échéance à partir de cette mise en vigueur conformément au tarif fixé par l'article 4 de la présente loi.

Tout breveté qui, postérieurement au 1^{er} janvier

1925, aura encouru la déchéance par retard dans le paiement d'une annuité pourra, si ce retard n'a pas dépassé six mois, être relevé de cette déchéance si, dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, il a acquitté le paiement d'une taxe égale au quintuple du montant de l'annuité payée en retard, les droits des tiers demeurant toutefois réservés.

Lorsque la troisième annuité d'un brevet d'invention aura été acquittée au taux fixé par le décret du 6 décembre 1926, le versement effectué sera affecté d'office à la quatrième annuité.

Les brevets dont les quinze annuités auront été précédemment acquittées conserveront leur durée de quinze ans, à moins que leurs titulaires ne réclament, dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi, le bénéfice de la prolongation de la durée du brevet à vingt années. Dans ce cas, ils auront à acquitter, à l'échéance des annuités postérieures à la mise en vigueur de la présente loi, la différence entre le montant de l'annuité calculée d'après le tarif fixé à l'article 4 et la somme précédemment versée.

Les brevets dont la durée aura été prolongée par application de la loi du 8 octobre 1919, qui n'auront pas atteint le terme de leur durée légale de quinze années au moment de la mise en vigueur de la présente loi, conserveront le bénéfice de cette prolongation, laquelle se cumulera avec celle résultant de la présente loi.

Toutefois, les titulaires des brevets d'invention qui, par suite du cumul prévu à l'alinéa précédent, devront avoir une durée supérieure à vingt ans, seront tenus, à partir de la vingt et unième année, d'en accorder aux tiers des licences d'exploitation dont les conditions, à défaut d'accord amiable, seront fixées conformément aux dispositions des articles 46 et 47 de la présente loi.

ARTICLE 71

La prolongation des brevets à vingt ans résultant de la présente loi devra profiter aux brevetés ou à leurs héritiers. Toutefois, les contrats de cession et de concession de licences d'exploitation continueront à s'exécuter, à moins que les bénéficiaires de ces contrats ne déclarent leur intention d'y renoncer par un préavis de six mois avant l'expiration du terme primitivement convenu.

A défaut d'entente entre les parties, les tribunaux statueront sur les prix et redevances à payer pour la période pendant laquelle les droits des cessionnaires et licenciés seront ainsi prorogés.

**Texte des articles modifiés par
la Commission du Commerce et de l'Industrie
à la Chambre des Députés**

.

TITRE II

***Des formalités relatives à la délivrance
des brevets***

SECTION I. — Des demandes de brevets.

ARTICLE 5

L'inventeur ou ses ayants-droits qui voudront prendre un brevet d'invention, devront déposer, sous cachet, au secrétariat de la Préfecture, dans le département où ils sont domiciliés, ou dans tout autre département en y élisant domicile.

1° Une demande adressée au Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Cette demande devra, sous réserve des dispositions de l'article 33, renfermer la déclaration que l'invention est bien due au demandeur. Toute fausse déclaration donne ouverture à une action en nullité ou en

subrogation du brevet, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés par des tiers. Cette action en nullité ou en subrogation ne pourra être intentée que par l'inventeur ou ses ayants-droit pendant trois ans à partir de la demande de brevet;

2° Une description de la découverte ou invention, faisant l'objet du brevet demandé, avec les dessins, échantillons ou modèles qui seraient nécessaires pour l'intelligence de la description, le tout en double exemplaire;

3° Un bordereau des pièces déposées.

Il devra y joindre, à peine de refus du dépôt, la pièce justificative du versement des taxes prévues à l'article 4.

Les échantillons ou modèles qui seraient indispensables pour l'intelligence de la description seront déposés, en boîte scellée, en même temps que le pli cacheté contenant la demande et les pièces annexées.

Un décret rendu sur le rapport du Ministre du Commerce et de l'Industrie, après avis du Comité Technique de la Propriété Industrielle, déterminera la longueur des descriptions et le nombre des dessins qui pourront être joints à la demande, ainsi que les conditions de dépôt des échantillons ou modèles.

Lorsque la longueur de la description et le nombre des dessins dépasseront les limites fixées, il sera perçu, tant au profit de l'Etat que pour le service de l'Office National de la Propriété Industrielle, une taxe supplémentaire proportionnelle.

Toutes les pièces devront être signées par le de-

mandeur ou par son mandataire, dont le pouvoir, dispensé de toute formalité de légalisation, de timbre et d'enregistrement, et comportant l'adresse du demandeur, restera annexé à la demande.

.

ARTICLE 10

Aussitôt après l'enregistrement des demandes, et dans les cinq jours de la date de dépôt, les préfets transmettront à l'Office National de la Propriété Industrielle, sous le cachet de l'inventeur, les pièces déposées en y joignant une copie certifiée du procès-verbal de dépôt, le récépissé constatant le versement de la taxe et, s'il y a lieu, le pouvoir mentionné dans l'article 5.

ARTICLE 11

A l'arrivée des pièces à l'Office National, il sera procédé à l'ouverture et à l'enregistrement des demandes de brevets, dans l'ordre de leur réception.

SECTION II. — De la délivrance des brevets.

ARTICLE 12

Il pourra être requis dans la demande qu'il soit sursis pendant une année, à compter de la date du dépôt de la demande, à la délivrance du brevet.

Les demandes formées avec réquisition de l'ajour-

nement de la délivrance à une année pourront être reçues sur la justification de l'acquittement au Trésor de la somme de 50 francs seulement à valoir sur le montant des taxes prévues à l'article 4.

Avant l'expiration de l'année, et dans tous les cas lorsqu'une copie officielle des pièces déposées à l'appui de la demande sera réclamée, les récépissés justificatifs du paiement du complément des taxes dues devront être fournis à l'Office National de la Propriété Industrielle.

A défaut de la remise dudit récépissé dans les douze mois à partir de la date du dépôt, la demande sera considérée comme abandonnée et les pièces déposées seront détruites, sous réserve de l'application des articles 48 et 49 ci-après si elles n'ont pas été retirées au préalable par le demandeur.

Le bénéfice des dispositions du présent article ne pourra être réclamé lorsque la même invention aura fait antérieurement l'objet soit d'un demande à l'étranger si l'inventeur entend se prévaloir du délai de priorité qui peut en résulter, soit d'un certificat de garantie délivré dans les termes de la loi du 13 avril 1908.

■ ■ ■ ■ . .

TITRE III

Des droits des employés

ARTICLE 33

L'invention due à un employé lui appartient en propre, sauf si elle rentre expressément dans l'objet même de son contrat avec l'employeur ou si elle résulte directement du travail qui lui est départi.

S'il n'apparaît pas que l'employé ait trouvé, dans son salaire ou dans une rémunération spéciale, un dédommagement au concours qu'il aura prêté, l'employeur sera tenu de lui attribuer une rémunération supplémentaire en rapport avec la valeur de l'invention et les circonstances dans lesquelles elle aura été réalisée.

La rémunération supplémentaire ne pourra être réclamée que par l'inventeur, son conjoint survivant ou ses héritiers, et cela pendant toute la durée du brevet.

A défaut d'entente entre les parties, les conditions et l'importance de la rémunération seront fixées dans les conditions déterminées à l'article 46 de la présente loi et révisables, le cas échéant, par périodes de quatre années jusqu'à l'expiration du brevet, dans les conditions déterminées à l'article 47.

Si, pour réaliser son invention, l'employé a utilisé les ressources matérielles et morales mises à sa dis-

position par l'employeur, leurs droits respectifs seront fixés, à défaut d'entente, dans les conditions déterminées aux articles 46 et 47. En cas de cession de son droit par l'employé, l'employeur jouit d'un droit de préemption.

Lorsqu'une invention sera due à un employé et que le brevet sera demandé par l'employeur, le nom de l'inventeur devra toujours figurer dans la demande de brevet et être reproduit, après le titre, sur l'exemplaire imprimé de la description.

TITRE V

.

SECTION II. — Des actions en nullité et déchéance.

ARTICLE 41

Sera déchu de ses droits :

1° Le breveté qui n'aura pas acquitté son annuité avant le commencement de chacune des années de la durée de son brevet, ou dans un délai de six mois à partir de la date de l'échéance, en versant une taxe supplémentaire de 10 francs par mois de retard.

Toutefois, si une annuité n'a pas été acquittée dans le délai ci-dessus indiqué, l'intéressé pourra encore valablement effectuer son paiement, dont le taux sera alors porté au double, pendant un nouveau

délai de dix-huit mois.

Le breveté ou ses ayants-droit, qui n'aura pas effectué régulièrement les versements dans les délais de grâce ci-dessus prévus, pourra pendant trois ans, à dater de la fin des délais précédents, obtenir la restauration dans ses droits de breveté dans les conditions suivantes:

a) Il présentera requête au tribunal civil de son domicile qui statuera en Chambre du Conseil, l'intéressé, seul ou assisté de son conseil, étant entendus;

b) Il justifiera que c'est par suite d'une circonstance indépendante de sa volonté que les versements n'ont pas été effectués dans les délais ci-dessus fixés;

c) Il versera une taxe égale au quintuple du montant total des annuités dues aux dates anniversaires du dépôt du brevet et non acquittées ou payées irrégulièrement;

d) Il pourra interjeter appel dans le délai d'un mois à dater du jugement de rejet, par simple déclaration faite au greffe du Tribunal Civil qui aura rendu le jugement et la Cour, saisie par les soins de l'appelant, statuera dans le délai de deux mois. Faute par l'appelant de saisir la Cour dans le délai ci-dessus fixé, il sera considéré comme déchu de ses droits.

La restitution de l'inventeur dans ses droits produira ses effets à partir de la date du paiement, sous réserve du droit des tiers.

Tout versement d'annuité ou de taxe supplémentaire, alors même qu'il aurait été effectué après

l'échéance, demeurera définitivement acquis au Trésor.

Toutefois, en cas de versement en double emploi d'annuités pour le même brevet, les annuités versées en trop devront être remboursées.

2° Sous réserve des exceptions résultant des accords internationaux, le breveté qui introduit en France des objets fabriqués en pays étrangers et semblables à ceux garantis par son brevet.

Néanmoins, le Ministre du Commerce et de l'Industrie pourra autoriser l'introduction :

a) Des modèles de machines;

b) Des objets fabriqués à l'étranger destinés à des expositions publiques ou à des essais faits avec l'assentiment du Gouvernement.

.

TITRE VI

De l'exploitation, de la licence obligatoire et de l'expropriation

SECTION I. — De l'exploitation et de la licence obligatoire.

ARTICLE 46

Le breveté qui n'aura pas mis en exploitation sa découverte ou invention, en France ou dans les Colonies françaises, dans le délai de trois ans à dater du

jour de la délivrance du brevet ou qui aura cessé de l'exploiter pendant trois années consécutives pourra, s'il ne justifie pas des causes de son inaction, être mis en demeure d'en concéder une licence d'exploitation.

A défaut d'entente avec le breveté, les conditions de la licence seront fixées par le tribunal civil du domicile du titulaire du brevet statuant en Chambre du Conseil.

Le demandeur d'une licence devra à cet effet, dans le délai d'un mois après une mise en demeure restée sans effet, en saisir par voie de requête le président du tribunal.

La requête sera dénoncée au breveté dans un délai de quinze jours.

Le tribunal, après avoir entendu le demandeur de licence, le breveté ou leurs mandataires, dans leurs explications, ou eux dûment appelés, appréciera les causes d'inaction du breveté et, s'il y a lieu, les garanties présentées par le demandeur de licence au point de vue de l'exploitation à entreprendre du brevet, statuera sur la demande de licence et en fixera, le cas échéant, les conditions.

ARTICLE 48

Après un délai de deux ans à dater du prononcé du jugement et avant l'expiration de la troisième année, il sera loisible au breveté ou au bénéficiaire de la licence de saisir le tribunal d'une demande

en révision des conditions de la licence; celle-ci continuera à s'exécuter provisoirement dans les conditions primitivement fixées, nonobstant l'instance en révision, jusqu'à ce qu'une décision définitive intervienne sur ladite instance.

Après qu'une première licence aura été accordée, il sera loisible pendant toute la durée du brevet, à tout intéressé, de présenter une nouvelle demande de licence.

La requête adressée au président du tribunal du domicile du breveté sera soumise à l'examen du tribunal dans les conditions indiquées plus haut.

Celui-ci, après appréciation des garanties offertes par le demandeur de licence, fixera, le cas échéant, les conditions de la nouvelle licence. Le ou les licenciés antérieurs seront avisés de la concession de cette nouvelle licence. Ils pourront, s'ils le jugent à propos, demander que les conditions de cette nouvelle licence leur soient appliquées dans l'avenir.

Les jugements des tribunaux ne seront susceptibles de recours que devant la Cour de Cassation pour vice de forme ou violation de la loi.

SECTION II. — De l'expropriation des brevets.

ARTICLE 48

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie peut être autorisé par décret, moyennant une juste indemnité à payer aux inventeurs ou à leurs ayants

cause, à exproprier pour cause d'utilité publique, en tout ou en partie, soit en vue de leur exploitation dans les ateliers de l'Etat ou pour le compte de l'Etat dans les ateliers de l'industrie privée, soit en vue de les conserver secrètes, les inventions intéressant la défense nationale faisant l'objet de brevets délivrés ou de simples demandes de brevets. L'expropriation ne pourra, en temps de paix, être poursuivie qu'au cours des trois premières années de la durée du brevet.

Les Ministres de la Guerre et de la Marine sont autorisés, à cet effet, à faire prendre connaissance dans les bureaux de l'Office National de la Propriété Industrielle, à titre strictement confidentiel, de toutes les demandes de brevets déposées.

Le décret d'expropriation entraînera dépossession totale ou partielle du droit exclusif de l'exploitation de l'invention réservé à l'inventeur. Il sera rendu après avis conforme d'une commission nommée par décret et comprenant un conseiller à la Cour de Cassation, président, un membre du Comité Technique de la Propriété Industrielle, un membre de la Chambre de Commerce de Paris, auxquels sont joints, avec voix consultative, un représentant du Département spécialement intéressé et un représentant de l'inventeur.

L'indemnité à payer à l'inventeur sera fixée de gré à gré, ou, en cas de désaccord, par le tribunal civil dans les conditions indiquées à l'article 46.

Cette indemnité devra être payée dans le délai de

trois mois à dater de la décision du tribunal et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir de la date du décret d'expropriation. Elle portera intérêt à partir du décret d'expropriation.

Tant qu'aucune somme n'aura été versée sur l'indemnité due à l'inventeur, qu'elle ait été fixée de gré à gré ou par le tribunal, et au plus dans un délai de six mois après le prononcé du jugement, le Ministre intéressé conservera le droit, s'il n'a pas fait usage de l'invention, de renoncer, par arrêté notifié à l'inventeur, au bénéfice de l'expropriation. Celui-ci reprendra alors tous ses droits. Une indemnité pourra lui être allouée. Elle sera fixée, en cas de désaccord, par le tribunal.

Dans le cas où une invention faisant l'objet d'un brevet devra être utilisée par l'Etat, le Ministre intéressé pourra toujours, s'il ne juge pas nécessaire de recourir à la procédure d'expropriation du brevet, en réclamer une licence d'exploitation, conformément à la Section I du présent titre.

.

TITRE VII

De la contrefaçon et des poursuites

.

ARTICLE 57

Le tribunal correctionnel, saisi d'une action pour délit de contrefaçon, statuera sur les exceptions qui seraient soulevées par le prévenu, soit de la nullité ou de la déchéance du brevet, soit des questions relatives à la propriété dudit brevet.

Il statuera, même en cas de bonne foi reconnue, sur les réparations civiles, réclamées par le breveté.

.

TITRE VIII

Dispositions particulières et transitoires

.

ARTICLE 66

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux inventions et découvertes réalisées dans le domaine de l'agriculture et de l'horticulture.

.

ARTICLE 70

Les dispositions de la présente loi seront applicables aux brevets d'invention qui n'auront pas atteint le terme de leur durée légale au moment de sa mise en vigueur. Les titulaires de brevets devront en conséquence, acquitter les annuités venant à échéance à partir de cette mise en vigueur conformément au tarif fixé par l'article 4 de la présente loi.

Lorsque la troisième annuité d'un brevet d'invention aura été acquittée au taux fixé par le décret du 6 décembre 1926, le versement effectué sera affecté d'office à la quatrième annuité.

Les brevets dont les quinze annuités auront été précédemment acquittées conserveront leur durée de quinze ans, à moins que leurs titulaires ne réclament, dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi, le bénéfice de la prolongation de la durée du brevet à vingt années. Dans ce cas, ils auront à acquitter, à l'échéance des annuités postérieures à la mise en vigueur de la présente loi, la différence entre le montant de l'annuité calculée d'après le tarif fixé à l'article 4 et la somme précédemment versée.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY

Vu : *Le Président de la thèse,*
G. RIPERT

Vu : *Le Doyen de la Faculté,*
BERTHELEMY

Bibliographie

- POUILLET, TAILLEFER et CLARO. — Traité théorique et pratique des brevets d'invention.
- ALLART (Henri). — Traité théorique et pratique des brevets d'invention.
- MAINIÉ. — Nouveau traité des brevets d'invention.
- PICARD et OLIN. — Traité des brevets d'invention et de la contrefaçon industrielle.
- GUÉRIN (Maurice). — Les brevets d'invention dans l'industrie chimique.
- PERCEROU. — Cours de droit commercial complémentaire 1928-29.
- DE MESTRAL (G.). — Le nouveau projet de loi sur les brevets d'invention, modifications proposées. (Paris, 1909).
- PLAISANT (Marcel). — Rapport présenté à la Chambre des Députés au nom de la Commission du Commerce et de l'Industrie, N° 1690, 9 juin 1926.
Rapport supplémentaire N° 3017, 15 juin 1926.
Deuxième rapport supplémentaire N° 4106, 10 mars 1927.
- ROY (Henri). — Rapport déposé au Sénat au nom de la Commission du Commerce et de l'Industrie, N° 48, 3 février 1928.
- BOUCHERON (Georges). — Rapport déposé à la Chambre des Députés au nom de la Commission du Commerce et de l'Industrie, N° 1827, 18 juin 1929.
- JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — Débats Parlementaires, Chambre : séances des 22, 24 et 31 mars, 5 et 7 avril 1927; Sénat : séance du 6 mars 1928.
- ANNALES DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE.
- BULLETIN DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.
- LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, organe officiel de l'Union pour la Protection de la Propriété Industrielle. — Revue mensuelle, Berne.

Table des Matières

INTRODUCTION. — <i>Historique du projet actuel.</i>	1
CHAPITRE I. — <i>Principes généraux.</i>	13
1°. Nature du droit de l'inventeur.	13
2°. Principe de la libre délivrance.	15
CHAPITRE II. — <i>Du demandeur de brevet.</i>	25
Droits de l'étranger inventeur et des personnes qui ont d'abord fait breveter leur invention à l'étranger.	29
CHAPITRE III. — <i>Du droit des employés sur leurs inven- tions.</i>	33
CHAPITRE IV. — <i>De la brevetabilité et notamment de la brevetabilité des produits chimiques.</i>	46
CHAPITRE V. — <i>De la demande de brevet.</i>	65
1°. Conditions de fond.	65
2°. Conditions de forme.	73
Des changements, perfectionnements et additions.	77
CHAPITRE VI. — <i>Des obligations du breveté.</i>	80
1°. De la taxe.	80
2°. De l'obligation d'exploiter.	89
3°. De l'interdiction d'importer.	96
CHAPITRE VII. — <i>Des droits dont un brevet peut faire l'objet.</i>	100
1°. Transmission des brevets.	100
2°. Nantissement des brevets.	106
3°. Saisie des brevets.	108
CHAPITRE VIII. — <i>De la contrefaçon.</i>	115
CHAPITRE IX. — <i>De l'extinction du monopole.</i>	127
1°. De la durée du brevet d'invention.	127
2°. Des nullités et déchéances.	130
3°. De l'expropriation des brevets.	132
DISPOSITIONS TRANSITOIRES.	146
CONCLUSION.	149
ANNEXES.	155
BIBLIOGRAPHIE.	

